

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

n° 32 – 26 juillet 2024

page*2:
Éditions Page deux

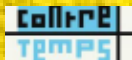
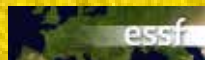
SYLÉPSE



SPARTACUS



LES UTOPIA



NewPolitics



LES utopiques



Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entre-leslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



26 JUILLET 2024

ISBN: 979-10-399-025-71

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture: © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project. Illustrations intérieures: DR et collections particulières.

Table des matières

NE FLANCHONS PAS!	
MICHEL LANSON	
5	
POUTINE AU MIROIR DU 1984 DE GEORGE ORWELL...	
ANTOINE RABADAN	
9	
LES CITOYENS SOLDATS VEULENT GARDER LEUR CITOYEN COLONEL	
9	
LE COMITÉ FRANÇAIS DU RESU ET LES ÉLECTIONS FRANÇAISES	
ROBI MORDER	
10	
ÉTAT DES LIEUX DE LA GUERRE D'UKRAINE	
ANTOINE RABADAN	
13	
« OH VOUS, LES HOMMES, VOUS LES PAUVRES HOMMES... »	
TARAS CHEVTCHENKO	
20	
LA RUSSIE TUE DÉLIBÉRÉMENT DES ENFANTS, DES PATIENTS ET DES TRAVAILLEURS UKRAINIENS	
CONFÉDÉRATION SYNDICALE KVPU	
21	
À PROPOS DE LA JOURNÉE DE LA CONSTITUTION ET DE SES ENNEMIS NÉOLIBÉRAUX	
SOTSIALNYI RUKH	
23	
LIBÉREZ MAKYSM BUTKEVYCH	
DISCOURS DE MAKSYM BUTKEVYCH DEVANT UN TRIBUNAL RUSSE	
25	
LE COLLÈGE DES JOURNALISTES DE BARCELONE POUR MAKSYM	
ALFONS BECH	
28	
PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE	
CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS COURANTS	
32	
COMMENT LE COVID-19 ET LA GUERRE ONT AFFECTÉ LES INFIRMIÈRES EN UKRAINE	
OLENA TKALITCH	
40	



ÉCLAIRAGES

UN AN APRÈS LA TRAGÉDIE DU BARRAGE DE KAKHOVKA

MARTA SLOBODA

50

FACE À L'ACCORD UKRAINE-ESPAGNE

LUIS M. SÁENZ

56

VIVRE PRÈS DE LA LIGNE DE FRONT

RENCONTRE AVEC L'ASSOCIATION EAST SOS

64

FÉMINISMES

ÉDUCATION SEXUELLE OU ÉDUCATION PATRIOTIQUE?

L'ATELIER FÉMINISTE

67

RETOUR VERS LE FUTUR

L'HÉRITAGE PROGRESSISTE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'UKRAINE (1917-1921)

VLADYSLAV STARODUBTSEV

71

BOÎTE ALERTE

ÉDITER À KARKHIV: « LES MODES DE TRAVAIL CHANGENT RADICALEMENT AVEC LA GUERRE »

KATERYNA GLADKA

81

LE ROMAN GRAPHIQUE D'UN ANARCHISTE RUSSE MORT AU COMBAT

SOTSIALNYI RUKH

85

EDVARD KOZAK, ARTISTE DANS LA TOURMENTE UKRAINIENNE

PATRICK LE TRÉHONDAT

87



ERRATUM

Dans le n° 31 de *Soutien à l'Ukraine résistante*, les auteurs de l'article « Conférence syndicale de Berlin: lutter pour les droits sociaux même en temps de guerre » (page 16) sont Angela Hermann et Justin Wilfried.

Ne flanchons pas !

MICHEL LANSON¹

La guerre en Ukraine déclenchée par l'invasion russe dès 2014 est-elle arrivée aujourd'hui à un tournant? D'un côté comme de l'autre, on entend des appels à la négociation.

Volodymyr Zelensky a participé à la première conférence de paix en Suisse les 15 et 16 juin à laquelle, précision notable, la Russie n'était pas invitée. Le ministre des affaires étrangères ukrainien s'est rendu à Pékin pour discuter avec l'ami tuteur de la Russie. Le point essentiel pour les Ukrainiens pour une ouverture de négociations est le retour aux frontières de 2014 et donc le retour de la Crimée. Ils n'entendent pas que Poutine prenne la pose du «porteur de paix».

De son côté, Poutine, dans un discours le 14 juin, a détaillé son plan de paix qui équivaut à ce stade à une reddition complète de l'Ukraine.

Les positions des deux camps sont «maximalistes» évidemment et ne peuvent s'accorder. Mais le retour de l'idée de négociations est aussi une réfraction de la situation mondiale sur le conflit en Europe.

Naïvement on pourrait croire que ces déclarations aient un effet sur le conflit. Il n'en n'est rien, au contraire. Les troupes russes grignotent du terrain au prix d'énormes pertes. Les tirs de missiles sur des cibles civiles pour provoquer stupeur et effroi continuent malgré les réactions internationales. La destruction d'un hôpital pour enfants à Kyiv, le 8 juillet, causant la mort d'une vingtaine d'enfants malades,

montre que Moscou continue sa logique de politique criminelle commencée en Syrie.

Les Ukrainien·nes résistent pied à pied, pilonnent la Crimée et ont réussi à chasser la marine russe de la partie occidentale de la mer Noire. Cette situation fait penser que la guerre pourrait durer longtemps.

Pourquoi alors la question de négociations éventuelles revient-elle dans l'actualité? Les bouleversements internationaux en sont en partie responsables, mais également les situations politiques et économiques de l'Ukraine et de la Russie.

En Ukraine, les troupes aguerries qui tiennent tête aux Russes, bien supérieurs en nombre, sont au front depuis plus de deux ans. La question de la relève et donc de la conscription se pose avec force. Le gouvernement a du mal à convaincre la population et se trouve face à un problème pratiquement insoluble démocratiquement.

La pression de la dette, la politique imposée par les prêteurs et les orientations néolibérales du gouvernement Zelensky ouvrent de plus en plus de conflits sociaux. Impossible de conjuguer effort de guerre collectif et politique néolibérale.

D'autre part, si les missiles à longue portée ont changé la donne sur le terrain, l'aide des pays de l'OTAN est inégale selon les États et arrive toujours avec parcimonie.

En Russie, bien que l'économie ait été réorganisée en économie de guerre, la crise économique menace et les populations civiles en pâtissent. Si les sanctions économiques occidentales ont été partiellement contournées avec l'aide de ses alliés et en particulier de la Chine, cette dernière ne fait pas de cadeaux en achetant le gaz russe à un prix inférieur à celui du marché et en refusant d'investir dans les gazoducs ou les infrastructures nouvelles. La situation sociale devient tendue malgré la chape de plomb de



1. Michel Lanson est membre du Comité français du RESU et du Groupe Bastille.



la dictature. Les réserves en armement s'épuisent et l'équipement des armées est de plus en plus problématique. Mais Poutine pense pouvoir compter à l'avenir sur une situation mondiale favorable.

Dans un long et remarquable article titré clairement «Ne flanchons pas au dernier moment!²», Françoise Thom aborde frontalement le problème du soutien à l'Ukraine dans ce moment difficile.

Tout d'abord, elle présente précisément les exigences de Poutine exposées dans son discours du 14 juin :

L'Ukraine doit évacuer totalement les régions de Louhansk et Donetsk. La Russie rend à l'Ukraine la totalité de la région de Kherson et celle de Zaporijjia, y compris la centrale de Zaporijjia et Enerhodar. L'Ukraine aura le contrôle sur la zone démilitarisée de 100 km le long du Dnipro jusqu'à la mer Noire. La Crimée sera un territoire démilitarisé sous double contrôle, russe et ukrainien. L'Ukraine doit s'engager à ne pas couper l'approvisionnement en eau de la Crimée. L'Ukraine doit introduire dans sa Constitution un statut de neutralité et s'engager à ne pas adhérer à une alliance nouvelle ; elle doit fixer dans sa Constitution le statut de son armée, en tant qu'«armée de temps de paix», dont les effectifs ne dépasseront pas 350 000 hommes (150 000 hommes dans la version russe) ; son armement sera limité par des traités (elle ne devra pas avoir plus de 125 avions). Elle devra revenir au traité limitant les missiles de longue et de moyenne portée. La Russie n'élève pas d'objection à ce que l'Ukraine adhère à l'Union européenne. Les négociations doivent se faire avec la participation de la Russie, de l'Ukraine, de l'UE, de la Chine et des États-Unis. Un cessez-le-feu

interviendra dès le début de ces négociations. Les Occidentaux lèveront les sanctions concernant les transferts de technologie, le secteur financier, et le secteur gazier et pétrolier³.

La levée des sanctions à l'encontre de la Russie et la neutralité (c'est-à-dire la perte d'indépendance) de l'Ukraine font partie de cette négociation-reddition. Comment penser qu'un accord puisse se faire sur ces bases? Poutine compte évidemment sur la pression des BRICS dont il fait partie, sur l'évolution du paysage politique européen et surtout sur l'élection de Trump à la tête des États-Unis et donc sur une transformation de la politique de l'OTAN.

Pour avancer sur sa position, Poutine utilise pleinement son allié, son affidé dans l'Union européenne, Orbán, Premier ministre hongrois et président provisoire de l'UE pour six mois. Utilisant son titre, ce dernier s'est lancé dans sa mission de messenger de Poutine malgré les protestations des commissaires européens dont Borell celui des affaires étrangères.

Françoise Thom résume ainsi la stratégie diplomatique de Moscou :

Le dispositif est complété par la mise en œuvre du docile pion de Moscou Viktor Orbán, qui préside l'Union européenne et, derrière le dos de l'UE, se catapulte «médiateur» et entreprend une tournée Kyiv-Moscou-Pékin-Mar-a-Lago (la résidence de Donald Trump en Floride). Le but de la manœuvre est de forcer la main aux Européens et de les inciter à s'associer au trio Trump-Xi-Orbán pour arracher à l'Ukraine une capitulation conforme aux termes fixés par Poutine, faute de quoi l'Europe est menacée de devoir assurer seule le poids financier du soutien à l'Ukraine. Après sa rencontre avec Poutine, le 5 juillet, Orbán adresse une lettre à Charles Michel, le président du Conseil européen,

2. Françoise Thom, «Ne flanchons pas au dernier moment!», *Desk Russie*, 21 juillet 2024.

3. *Idem*.

répercutant le message du Kremlin selon lequel le temps joue contre l'Ukraine, et annonçant un bain de sang si l'Ukraine continuait à résister. Bref l'UE devrait pousser l'Ukraine à conclure un cessez-le-feu aux conditions de Poutine. En Europe, le jeu trouble d'Orbán a suscité une vague de réprobation. Charles Michel déclare «n'être pas du tout d'accord» avec la démarche d'Orbán⁴.

Certes la manœuvre est grossière mais peut bénéficier de points d'appui. Si les dernières élections en France n'ont pas porté directement au pouvoir les alliés de Poutine, le Rassemblement national, le poids de ce dernier est aujourd'hui renforcé et rien ne dit qu'il existe désormais une majorité de députés pour voter un soutien plein et entier à l'Ukraine.

De plus, Orbán, avec l'aide des partis d'extrême droite dont le RN français, a construit une tête de pont pro-russe au cœur même du Parlement européen.

Là encore, Viktor Orbán, le cheval de Troie de Moscou (qui préside l'Union européenne pour six mois) laisse deviner comment le Kremlin compte parvenir à ses fins. Grâce à lui, la Russie vient de se donner une boule de démolition au cœur de l'UE. Viktor Orbán a en effet pris l'initiative d'associer sa formation, le Fidesz, avec l'extrême droite autrichienne du FPÖ et les libéraux populistes tchèques d'ANO de l'ancien Premier ministre tchèque Andrej Babiš. Ce groupe s'intitule Patriotes pour l'Europe. Il a été rejoint par les députés du RN et Jordan Bardella en a été nommé président. Le groupe compte 84 eurodéputés, dont les 30 élus RN. Il devient le troisième groupe au Parlement européen. Au programme : l'opposition au soutien militaire à l'Ukraine, la lutte contre «l'immigration illégale» et pour «la famille traditionnelle».

Orbán préconise «une Union européenne composée d'États-nation indépendants, et non [...] une fédération dominée par Bruxelles»⁵.

Le monde a changé depuis le début de la guerre et le sort de l'Ukraine devient un enjeu capital entre les grandes puissances. Les BRICS qui regroupent la majorité de la population mondiale et dont les pays les plus importants sont des dictatures de nature comparables ont pris de l'importance malgré leurs rivalités économiques. La politique anti-occidentale est un ciment très fort. Et, parmi ceux qui soutenaient l'Ukraine sans conditions contre l'envahisseur russe des dissonances se font entendre. Françoise Thom en rend compte sous cette forme :

En avril, alors que le secrétaire de l'OTAN, Jens Stoltenberg avait déclaré que c'était à l'Ukraine de décider à quelles concessions territoriales elle pouvait consentir.

Le journaliste ukrainien Dmytro Gordon épinglait ainsi le cynisme occidental : «Les Occidentaux empêchent les Ukrainiens de se battre en cessant les livraisons d'armes, tout en déclarant hypocritement que c'est aux Ukrainiens de voir quels sacrifices ils peuvent faire pour obtenir la paix ! À Kyiv, on a déjà un avant-goût du plan Trump.»

Les Occidentaux favorables à un accord font semblant de croire qu'après tout, un sacrifice territorial serait peu cher payé pour sauver le reste de l'Ukraine. C'est ignorer les implications des autres exigences de Moscou : une Ukraine désarmée, ayant renoncé à faire partie de l'OTAN, bien mieux, interdite d'alliances ; la levée des sanctions contre la Russie. Pas question de réparations dans le projet russe, ni de procès des criminels de guerre russes. Il est clair que le sort du tronçon subsistant de l'Ukraine est fixé d'avance. En revanche, la



4. *Idem.*

5. *Idem.*

Russie autorise généreusement l'Ukraine à adhérer à l'Union européenne. Ce dernier point est révélateur : le Kremlin est désormais certain de pouvoir vassaliser l'Europe grâce à la décomposition politique des démocraties libérales, à laquelle il travaille depuis des décennies en poussant en avant les extrêmes de gauche et de droite⁶.

On le voit le plan de Poutine va bien au-delà de l'Ukraine. Il peut se voir comme la pointe avancée en Europe, pour son compte ou plus sûrement pour celui des BRICS, d'une politique qui profiterait des difficultés de pays pris en tenaille entre néolibéralisme et populisme de droite comme de gauche, opposés à la liberté démocratique et à celle des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Si la question des négociations est posée, c'est loin d'être anecdotique aujourd'hui. Les changements mondiaux actuels et à venir la poussent dans l'agenda.

Plus que jamais, la question du soutien à l'Ukraine est centrale dans la politique internationale mais aussi dans notre politique nationale.

Laissons la conclusion à Françoise Thom, à laquelle nous avons beaucoup emprunté pour la clarté du propos :

On le voit, les Russes n'ont en rien renoncé à leurs objectifs initiaux. Il serait fâcheux que les Occidentaux se prêtent à leurs manigances, alors que l'autocratie moscovite est elle-même au bout du rouleau, et qu'il suffit d'un peu de fermeté, de lucidité et de volonté du côté occidental pour se débarrasser d'un régime qui empoisonne le climat international et la vie politique de nos nations, à un point qui sera mesurable le jour où ce régime aura disparu⁷.



Pour en savoir plus sur les livres, cliquer sur la couverture.

6. *Idem.*

7. *Idem.*

Poutine au miroir du 1984 de George Orwell...

ANTOINE RABADAN

«Nous constatons que nos adversaires en Europe et aux États-Unis ne sont pas des partisans du dialogue. Et à en juger par les documents adoptés lors du sommet de l'OTAN, ils ne sont pas des partisans de la paix», Dimitri Peskov, porte-parole du Kremlin, www.20minutes.fr/.../4100945-20240711-guerre.

Le pyromane qui se proclame pompier, cela résume parfaitement l'ubuesque et criminel régime néofasciste russe.

Pervertir le sens des mots, c'est ce qu'Orwell mettait en évidence dans son incroyablement actuel 1984. «Le mot guerre est devenu erroné», énonce le totalitarisme de cette dystopie orwellienne: 1984-2024, Peskov, le ventriloque du Kremlin, s'inscrit dans cette lignée totalitaire, si on veut bien ne pas oublier qu'en Russie on ne dit pas guerre mais «opération spéciale» tout en menant l'effroyable guerre que l'on sait.

Quant à la paix qui dégouline des lèvres du porte-voix de son maître, on lit dans 1984 : «La guerre c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force.» Tout Poutine là encore !

Les citoyens soldats veulent garder leur citoyen colonel

Les combattants du bataillon de la 24^e brigade mécanisée ont protesté contre le limogeage de leur commandant, le colonel Ivan Golichevskiy. C'est ce qu'ils indiquent dans un message vidéo adressé au président Volodymyr Zelensky, diffusé sur la chaîne Telegram du bataillon le 15 juillet.

Quelques jours auparavant, les soldats de cette brigade avaient reçu des informations selon lesquelles leur colonel avait été démis de ses fonctions en raison de la situation à Tchassiv Iar.

Dans leur vidéo, les combattants déclarent que le colonel Ivan Golichevskiy est un officier compétent, un commandant de combat et le véritable chef de la 24^e brigade. Ils qualifient la décision de le démettre de ses fonctions de «grave erreur».

«Aujourd'hui, déclare le soldat «Hasan», Ivan Golichevskiy serait démis de son commandement de la brigade parce qu'il n'a pas voulu envoyer au combat une unité sans effectif approprié lors d'un assaut [qui pouvait conduire à] une boucherie. Il a refusé d'appliquer la stratégie de la Fédération de Russie. Les ressources humaines aujourd'hui sont la chose la plus précieuse que nous ayons.»



Le comité français du RESU et les élections françaises

ROBI MORDER¹

Dès l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, les soutiens à la résistance du peuple ukrainien ont compris l'enjeu de la nouvelle situation politique. La menace d'une majorité du Rassemblement national (RN) et de ses alliés était bien concrète, ce qui signifiait que les amis et complices de Poutine étaient aux portes du pouvoir. Le comité français du RESU ne pouvait rester neutre.



La formation rapide, sous pression des bases, du Nouveau Front populaire sur la base d'un accord programmatique intégrant un paragraphe très clair sur le soutien, y compris militaire, à l'Ukraine nous a conduit à appeler au vote pour les candidats du NFP (communiqué du 19 juin).

À l'issue du premier tour, la possibilité d'une majorité, non seulement relative mais même absolue de la coalition d'extrême droite, se profilait. Dans son communiqué du 30 juin le comité s'est prononcé clairement pour réduire le RN. Dans la plupart des circonscriptions, les candidats arrivés en troisième position se sont retirés de façon que leurs électeurs portent leur suffrage sur le candidat restant en lice face au RN.

La deuxième surprise, venue également d'en bas (inattendue pour les leaders et commentateurs), fut

que non seulement le RN n'a pas eu de majorité, même relative, mais qu'il est arrivé en troisième position en nombre de députés, alors que l'alliance du NFP est arrivée première. Dans ces conditions, dès la proclamation officielle des résultats qui a mis le NFP en situation de revendiquer le gouvernement, le comité français du RESU a rappelé les engagements du NFP, et donc celui de l'ensemble de ses élus, à propos du soutien à l'Ukraine :

« Défendre l'Ukraine et la paix sur le continent européen.

Pour faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine et pour qu'il réponde de ses crimes devant la justice internationale, nous défendrons indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, par la livraison d'armes nécessaires, l'annulation de sa dette extérieure, la saisine des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe dans le cadre permis par le droit international, l'envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires. Dans un contexte international de graves tensions et de retour de la guerre sur le continent européen, œuvrer au retour de la paix. »

Ces communiqués et prises de position ont été diffusés également dans les syndicats et des comités locaux du NFP.

La vigilance est de mise. En effet, le danger d'un RN au pouvoir est loin d'être définitivement écarté. La société française et par conséquent la cause ukrainienne au Parlement et au gouvernement bénéficient d'un sursis, nul ne doutant que de nouvelles

1. Robi Morder est membre du comité français du RESU.

élections auront lieu dans un an, voire avant. Et dans un contexte maintenu de confusion et de compétition au sein même de la gauche, la Russie de Poutine peut toujours manœuvrer.

Il faut que les engagements électoraux lient véritablement chacune et chacun des élus et des partis du NFP, d'où l'importance de la mobilisation militante et commune des soutiens au peuple ukrainien dans sa lutte émancipatrice contre l'invasion russe.

Communiqué du 9 juillet 2024

Le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine salue la défaite du Rassemblement national, au regard de ses ambitions et des pronostics, aux élections législatives françaises: cette défaite est une défaite de Poutine!

L'activisme de Victor Orban, utilisant son titre momentané de «président de l'UE», de Moscou à Beijing, était directement relié à la possibilité de l'accession du RN au pouvoir en France. L'axe Poutine/Trump comptait sur cela. Il s'agissait, et il s'agit, de verrouiller rapidement l'aide militaire *a minima* et de tenter de contraindre l'Ukraine à abandonner l'exigence de libération de ses territoires occupés et soumis à la terreur.

Bien que Marine Le Pen ait dû se démarquer du soutien bruyant de l'ambassade russe, c'est bien le régime de Poutine qui s'apprêtait à installer ses hommes à Matignon et au ministère des Armées. Pierre Gentillet, cadre du RN directement lié aux services russes et ayant veillé à la formation et à la promotion de Jordan Bardella, n'a pas été élu dans le Cher, où il se présentait dans une circonscription importante par ses industries militaires.

Nous savons que nos camarades ukrainiens et le peuple ukrainien étaient inquiets pour la France. Cette victoire est aussi leur victoire. Elle leur

confirme, en outre, le peu de fiabilité du Président de la République, qui a ouvert la voie au grand risque que lui s'est présenté.

Le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine a pris part au combat du Nouveau Front populaire pour que le RN n'accède pas au pouvoir, il sait que ses communiqués successifs ont été diffusés et discutés, notamment dans les organisations syndicales, et il salue l'intervention de Sophie Binet, secrétaire confédérale de la CGT, place de la République mercredi 3 juillet, dénonçant le RN comme le parti de Poutine: «Non, le Rassemblement national n'est pas un parti comme les autres. Le Rassemblement national est un parti raciste, sexiste, homophobe, violent et désormais officiellement soutenu par Vladimir Poutine!»

Nous rappelons que le programme du Nouveau Front populaire comporte un passage clair sur l'Ukraine qui, avec les autres éléments de ce programme, a été un facteur de sa dynamique, et qui doit s'imposer pleinement à toutes ses composantes. C'est un mandat, nous veillerons à sa défense et à son respect!

Slava Ukraini: à Paris comme à Kharkiv, ils ne passeront pas!

Communiqué du 30 juin 2024

L'arrivée du RN au gouvernement en France serait un atout majeur pour Poutine, ferait son jeu, apporterait un appui à Trump, et pourrait avoir, en aggravant ou en relançant les restrictions, hésitations et ambiguïtés des gouvernements occidentaux, des implications directes sur le déroulement de la guerre. Le destin du peuple ukrainien résistant à l'invasion impérialiste russe et le destin du peuple français confronté à une crise de régime majeure offrant la possibilité au RN de gouverner, sont aujourd'hui liés.

Aujourd'hui, c'est hélas plus clair encore.



Bardella, premier ministre putatif, a déclaré ne pas pouvoir revenir sur la décision de livrer des armes à l'Ukraine; toutefois il précise qu'il ne fournira que des armes «défensives» à portée réduite. Il s'agit de protéger les arrières de l'envahisseur et de lier les mains à l'Ukraine pour la livrer à son agresseur russe.

Marine Le Pen vient de dire que le Président n'était pas le chef des armées (un titre honorifique) et donc que seul le premier ministre décide.

Le fait que quatorze candidats RN ont été ou sont directement liés au pouvoir russe ne peut évidemment pas être étranger à cette position.

En marge du prêt russe au RN, 255 000 euros ont été versés sur une fondation en échange d'interventions en faveur de Poutine au Parlement européen (source *Mediapart*). Faut-il encore s'attendre à d'autres révélations de forfaitures?



Le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine affirme que la défense de l'Ukraine et le combat pour empêcher le RN d'accéder au pouvoir en France sont liés.

Au premier tour nous avons appelé à voter Nouveau Front populaire sur la base de son programme dont nous rappelons le passage concernant l'Ukraine² [...].

En toute logique, le Comité français du RESU appelle à battre les candidats RN au deuxième tour.

L'heure n'est plus à l'hésitation

Toutes celles et tous ceux qui ne feraient pas clairement barrage au RN porteraient une lourde responsabilité.

Le premier droit d'un peuple c'est sa liberté et sa faculté à décider pour lui-même.

Nous le voulons aussi bien pour le peuple ukrainien que pour nous-mêmes.

Communiqué du 19 juin 2024

L'arrivée du RN au gouvernement en France serait un atout majeur pour Poutine, ferait son jeu, apporterait un appui à Trump, et pourrait avoir, en aggravant ou en relançant les restrictions, hésitations et ambiguïtés des gouvernements occidentaux, des implications directes sur le déroulement de la guerre. Le destin du peuple ukrainien résistant à l'invasion impérialiste russe et le destin du peuple français confronté à une crise de régime majeure offrant la possibilité au RN de gouverner, sont aujourd'hui liés.

Le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine affirme que la défense de l'Ukraine et le combat pour empêcher le RN d'accéder au pouvoir en France sont liés.

Il constate que le programme du Nouveau Front populaire est clair sur l'Ukraine³.

En conséquence, le Comité français du RESU appelle à soutenir aux élections législatives françaises les candidats du Nouveau Front populaire, et, si nécessaire, à leur rappeler leur programme, pour battre la première force poutinienne du pays qu'est le Rassemblement national.



2. Voir plus haut.

3. *Idem*.

État des lieux de la guerre d'Ukraine

ANTOINE RABADAN¹

1

Ce que nous confirme la bataille de Niu-York². Ce que nous dit la bataille de la paix de Zelensky

En un mois 32 kilomètres carrés de gain territorial russe

Pour comprendre ce qui se passe dans la partie la plus tendue du front qui se trouve dans la région de Donetsk (Donbass), je vous renvoie à cette vidéo des *Rapports de l'Ukraine*³ : elle permet de mettre de la perspective analytique que les médias, même les mieux intentionnés envers la résistance ukrainienne, délaissent en ressassant la ritournelle des « Russes qui ont opéré une nouvelle avancée en prenant tel ou tel village ». Est exposé dans cette vidéo le jeu combiné d'avancées russes, souvent repoussées, et de reculs ukrainiens, parfois de contre-attaques, qui témoignent en réalité, si l'on élargit la focale, d'une totalement dérisoire, certes cruelle, modification de la ligne de front.

Il n'est en effet évidemment pas contestable factuellement que les Russes prennent des villages qu'ils ont au demeurant soigneusement dévastés à coups

de bombes planantes envoyées depuis les zones où leurs lanceurs sont hors de portée des Ukrainiens. Mais dire cela et le répéter en boucle, sans contre-feu explicatif, finit par créer du confusionnisme quant à la signification militaire desdites avancées ; signification d'un point de vue tactique et stratégique intégrant le rythme d'avancée des Russes/reculs des Ukrainiens, les surfaces mais aussi les pertes induites pour ce faire, en militaires comme en matériels des deux côtés.

Malgré des incertitudes évaluatives, il existe pourtant, par recoupements de données indépendantes des deux parties, des moyens d'approcher la vérité des choses. On sait ainsi que, loin des fanfaronnades auxquelles nous habituent les Russes depuis le début de cette guerre, ils n'ont conquis que 32 km² du territoire ukrainien sur le seul mois de juin (*Le Monde* dans le graphique évoqué ci-dessous parle d'une « quarantaine de km² »). Autant dire rien, même si évidemment ce n'est pas rien du point de vue des morts au combat, tant Russes qu'Ukrainiens, comme des civils ukrainiens pris délibérément pour cibles par les criminels de guerre russes.

« Rien », c'est ce que montre le trop peu consulté graphique réactualisé du *Monde* sur la répartition en pourcentages de l'occupation du territoire ukrainien par les Russes. Ce graphique met les points sur les i depuis le début de l'agression russe :

Le 30 juin 2024, au 857^e jour de l'« opération spéciale » russe, la situation sur le terrain pour les deux belligérants est à peu près la même que celle de novembre 2022, après la contre-offensive surprise de Kiev, qui avait libéré une douzaine de milliers de kilomètres carrés. Depuis, la Russie a grignoté la ligne de front essentiellement dans l'Est du pays,



1. Antoine Rabadan est membre du comité français du RESU à Montpellier.

2. Commune urbaine de l'oblast de Donetsk à une quarantaine de km au nord-nord-est de la ville de Donetsk.

3. www.youtube.com/watch?v=eevLYBGnZz4&t=25s.



et au nord de la ville de Kharkiv depuis le mois de mai⁴.

Observons comment le graphique permet de visualiser, à ce jour, cette stagnation du front depuis effectivement... novembre 2022!

Quant aux pertes humaines, elles s'établiraient, pour les Russes, selon la source occidentale la plus rigoureuse, les services de renseignement du ministère de la défense britannique, à un total de 70 000 morts ou blessés sur mai et juin⁵.

Nous avons donc toujours, et de manière accentuée, le même déséquilibre entre des pertes humaines russes maximisées et des avancées opérationnelles

stériles, déséquilibre dont on pourrait dégager l'ordre de grandeur!

Mais tout ceci signifie aussi que, si les Russes paient extraordinairement cher une inefficacité militaire avérée, les Ukrainiens paient également un prix humain élevé – non chiffré à ce jour sur mai-juin mais, selon les sources fiables, sans commune mesure avec celui des Russes, ce qui ne console évidemment pas – pour leur capacité à contenir kilométriquement et en destructions des moyens humains et matériels des agresseurs sur le front. Et cela en complément des succès obtenus en mer Noire mais aussi sur le sol russe contre des cibles logistiques majeures.

Le fait est que, tant par une insuffisance de troupes que la conscription en cours travail, non sans difficultés, à résoudre, que par des moyens en armements, augmentés significativement par les dernières livraisons alliées mais en dessous encore des besoins pour dénouer en leur faveur le rapport de forces, sans parler des erreurs du commandement comme

4. www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/06/03/guerre-en-ukraine-sur-un-front-quasi-fige-l-initiative-est-desormais-du-cote-russe_6156776_4355771.html.

5. Voir la note du 12 juillet du *Monde*, www.lemonde.fr/international/live/2024/07/13/en-direct-guerre-en-ukraine-la-russie-revendique-la-prise-du-village-d-ourojaine-qui-avait-ete-reconquis-par-kiev-en-aout-2023_6247419_3210.html.

celle qu'évoque la vidéo déjà évoquée (une rotation ratée de brigades ouvrant une brèche aux Russes), les Ukrainiens sont, à quelques exceptions près (Kharkiv), contraints de maintenir la tactique défensive adoptée depuis des mois.

L'arrivée, enfin en cours, des F16, devenus depuis des mois l'arlésienne de l'approvisionnement militaire par les alliés de l'Ukraine, sans être ce qui changera totalement la configuration de l'affrontement (le «*game changer*» comme disent les Anglo-Saxons), pourrait soulager la pression imposée par la Russie sur le front comme sur les arrières civils. Leur capacité, d'une part, à sécuriser l'espace aérien civil ukrainien en neutralisant les avions lanceurs de missiles et de terrifiantes bombes planantes ou thermobariques opérant jusqu'ici sans risques et, d'autre part, à peser sur les lignes ennemies du front, ou même sur le sol russe, près de la frontière, d'où partent les actions militaires (Belgorod entre autres), expliquent la fébrilité, voire la nervosité, du pouvoir russe à l'annonce de l'arrivée de ces avions de combat.

Si l'on veut finir de déjouer l'impressionnisme confusionniste auquel l'on cède trop souvent en Occident, médiatiquement et politiquement parlant, ces approches des problématiques militaires ne sauraient être dissociées du maintien de la solidarité internationaliste, sans faille, avec la résistance ukrainienne, la gauche et les syndicats, ainsi que les associations qui y sont engagées: et cela dans la compréhension que rien, tant pour le peuple ukrainien que, au demeurant, pour le peuple russe, ne participera des possibles de l'émancipation, sans la construction d'une paix par la victoire militaire et donc politique des Ukrainiens. C'est-à-dire la libération des territoires occupés du joug totalitaire qu'y impose le néofascisme russe: penser un seul instant

que, comme on peut le lire parfois à gauche⁶, la paix pourrait advenir en abandonnant les populations de ces territoires aux assassins du Kremlin, relève d'un reniement du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de la sinistre acceptation de la géopolitique des terroristes d'État s'arrogeant le droit, par la guerre, de changer les frontières à leur convenance!

Soutenir une telle paix est suicidaire pour les gauches: 1) de par leur transformation que cela induirait en soutien inéquivoque, souvent hypocrite tellement il est difficile à assumer ouvertement, des agresseurs d'État, dictatoriaux ou fascistes; et 2) de par l'assomption irresponsable du risque, qui a conduit à une apocalyptique séquence au 20^e siècle, une paix acceptée dans ces conditions d'un irénisme béat prépare l'avènement de nouvelles guerres, si ce n'est d'une nouvelle apocalypse... qu'on prétend, nous dit-on, vouloir éviter!

2

La paix, fort enjeu de conviction entre Zelensky et son peuple

Adopter une position de solidarité internationaliste digne de ce nom envers les Ukrainiens en dénonçant des appels à la paix contradictoires avec les positions ukrainiennes favorables, elles, à la poursuite de la lutte de libération des territoires occupés est une chose. Une autre est que l'internationalisme que nous défendons envisage et accepte que les Ukrainiens décident, à un moment donné, d'entamer

6. Par exemple dans ces lignes d'un membre du MRAP, sur une liste de diffusion sur internet, qui se définit partisan d'«une solidarité *politique* avec les Ukrainiens subissant l'invasion de Poutine mais certainement pas une solidarité militaire». Partisan aussi «d'engager des pourparlers de paix entre Ukraine et Russie pour arrêter la guerre, quitte [...] à entériner de nouvelles frontières.» Merci la solidarité politique...



des négociations de paix, y compris, sans préalables. Préalables qui, jusqu'à nouvel ordre, restent précisément la récupération de ces territoires perdus permettant la libération des populations de la fêrule néofasciste de l'occupant.

Or Zelensky a pris l'initiative depuis des mois, concrétisée en juin, d'un sommet pour la paix excluant la Russie, la Chine s'étant défaussée, qui a débouché sur un plan comme base de négociation. Ces jours-ci il a appelé à une nouvelle réunion internationale à laquelle, sans préalable, la Russie est, cette fois, invitée à participer. À ce jour cette démarche reste floue et la Russie a, au demeurant, décliné l'offre. D'où les spéculations qui vont bon train dans les médias et diplomatiquement sur la signification de ce qui s'apparenterait à un retournement de Zelensky⁷ : d'aucuns estiment qu'il se devrait aux difficultés rencontrées par son armée sur le front. Nous avons vu dans la première partie ce qu'il en est de cette vision du terrain militaire. Répétons-le, les difficultés sont réelles, entre autres par le double handicap du manque de soldats à déployer sur un front de quelque 1 000 kilomètres de long et de l'insuffisance des fournitures en armement, malgré les approvisionnements en cours, pour faire autre chose que tenir et résister à l'attrition qui est, en lien avec le premier handicap ukrainien mentionné, le seul atout réel, par défaut, de l'armée russe.



La menace trumpiste

L'inconnue reste la question de la capacité ukrainienne à reprendre l'initiative et à se doter des moyens pour opérer les contre-attaques qui ouvriraient sur l'offensive générale permettant d'atteindre l'objectif

7. « Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a signé mardi [4 octobre 2022] un décret formalisant l'impossibilité de négocier avec Vladimir Poutine », www.reuters.com/article/idUSKBN2QZ0ZC/.

stratégique, la récupération des territoires occupés. Or tous les spécialistes s'accordent à reconnaître que, si cette offensive doit avoir lieu, ce ne sera pas avant courant 2025⁸.

Nous touchons là probablement à l'explication la plus crédible de la démarche de paix d'un Zelensky conscient de ce qui manque pour enclencher l'étape décisive permettant de dépasser l'actuelle tactique défensive (l'arrivée des F16, comme dit plus haut, étant appelée à donner des indications décisives sur les possibles... et les « impossibles » des choix militaires envisageables !). C'est, aujourd'hui, en premier

8. 2025 pourrait bien être une date butoir pour la Russie aussi. Le journaliste David Axe, dans un article récemment publié par *Forbes*, estime que « l'heure tourne pour le Kremlin et Vladimir Poutine. Qui ne disposeraient pas de deux ou trois ans – ou plus – pour faire de leur “opération spéciale” une victoire claire, nette, et complète, mais de douze mois. » Malgré sa pleine mobilisation, « la Russie utilise des ressources qu'elle ne peut remplacer », écrit David Axe. Depuis le début de l'année, a-t-il été calculé et rapporté par *Le Point*, « Moscou a perdu en moyenne autour de 1 000 hommes par jour, morts ou mis hors de combat. La Russie a beau vider ses prisons et faire venir de jeunes hommes de tous horizons – voire de l'étranger – grâce à de confortables primes, le coût humain est indicible, l'impact économique réel, et elle ne pourra le faire indéfiniment. Selon une étude du ministère estonien de la défense, déjà rapportée par *Forbes*, il a été calculé que tuer ou mettre hors d'état de nuire 100 000 soldats russes dans le courant de l'année pourrait faire dérailler les plans militaires du Kremlin à moyen et long terme – sans compter la saignée terrible que de telles pertes provoquent dans son économie. Même chose pour les blindés : si la production russe s'accélère, elle n'en sort que 500 ou 600 par an, au mieux, de ses lignes de production. Extraire un vieil engin de stocks souvent négligés et le remettre en état peut prendre du temps, presque autant que la fabrication d'un véhicule neuf. Et s'ils sont colossaux, ces stocks ne sont pas infinis. Alors que la Russie perd 1 000 chars de combat et 2 000 blindés par an depuis le début de la guerre, un rythme qui pourrait s'accélérer si l'Ukraine reçoit les munitions dont elle a besoin [cet article a été publié le 16 avril dernier avant que les Américains ne décident de reprendre leur livraisons d'armes à l'Ukraine], David Axe cite une étude qui calcule que la Russie pourrait ne plus avoir grand chose à sortir de la naphthaline courant 2025 » (www.geo.fr/geopolitique/ukraine-russie-ne-dispose-peut-etre-plus-que-un-an-soldats-blindes-pour-gagner-guerre-stocks-sovietiques-mobilisation-aide-americaine-johnson-219790).



lieu, dans l'ordre du géopolitique, plus que directement dans celui du militaire mais le conditionnant très fortement, que ces dernières semaines les choses se sont accélérées du côté de la campagne électorale américaine, surtout ces derniers jours, avec l'attentat contre Donald Trump. Dans le contexte des «gaffes» en série d'un Biden en sous-régime politique et «cognitif», il propulse celui-ci plus gagnant que jamais à la présidentielle de novembre. Ce qui, quand on connaît son poutinisme virulent et, encore plus virulent, celui de son récemment désigné candidat à la vice-présidence, présage d'une double menace pour l'Ukraine: 1) un nouvel assèchement longue durée des fournitures d'armes, que la seule UE, ayant échappé électoralement à la mainmise extrême droite, largement pro-Poutine, sur elle, ne saurait compenser; et 2) l'imposition américaine à l'Ukraine d'un cessez-le-feu avec, en filigrane, une paix accordant à Poutine ce qu'il vise, l'annexion définitive des territoires occupés, Crimée comprise. Avec, en prime, le temps nécessaire à la reconstitution de ses forces et moyens militaires sérieusement mis à

mal par la résistance ukrainienne, prélude annoncé à d'inévitables nouvelles aventures guerrières de sa part.

L'attrait de la paix sans en mesurer le prix politique à payer

Voilà ce qui, à mes yeux, explique que Zelenski presse le pas pour... Pour quoi en fait? Renoncer à reprendre les parties occupées de son territoire? Difficile à faire admettre à sa population quoi que l'on entende dire d'elle, voir ci-après. Faire la démonstration que la Russie n'a aucune volonté de paix autre que celle qui consacrerait son appropriation des territoires de l'Est et du Sud ukrainien? Peu crédible tellement c'est l'évidence... À ceci près, qui tient à ce que j'ai mentionné plus haut sur la guerre d'usure qui ne concerne pas seulement les militaires ukrainiens épuisés par les conditions difficiles de leur résistance sur le front, mais aussi une population civile régulièrement attaquée par les bombardements russes et ayant de plus en plus de mal à supporter le manque de perspectives de pouvoir faire reculer l'envahisseur. Prix, d'une part, d'une carence trop



sous-estimée (le cours néolibéral du régime) à se gagner une pleine légitimité populaire politique et sociale, pourtant incontournable pour mener, avec détermination et une volonté de vaincre, une lutte de libération nationale, et prix, d'autre part, de la logique défensive ukrainienne. Laquelle est militairement efficiente pour contenir et affaiblir les Russes mais a, je l'ai dit, un grand coût humain, militaire mais aussi civil, amenant à faire douter, par ondes de choc successives, les familles de soldats et au-delà, dans la société tout entière, que les choses doivent continuer en l'état désespérant encore longtemps: 2025, dans ce contexte psychologique, social et politique, c'est loin, très loin, trop loin.



Tout ceci pour dire qu'il est plausible que Zelensky, par cette démarche surprenante de paix invitant la Russie, s'adresse en premier lieu à sa population afin de la confronter – terme à prendre dans sa rude connotation militaire – à la réalité que serait un cessez-le-feu, voire une paix, tentant un nombre croissant d'Ukrainien·nes, et à laquelle le trumpisme américain au pouvoir obligerait aux conditions posées par le totalitaire russe, en actant donc une perte immédiate et difficilement réversible des territoires annexés par les Russes; afin de la confronter aussi, et cela a à voir avec ce qui précède, à son implication proprement militaire devenue insuffisante pour assurer la défense du pays à la hauteur des besoins et pour soulager la pression pesant sur les militaires de la ligne de front exténués par le manque de relève et de rotations.

Le pari de Zelensky

Zelensky voit probablement prospérer la contradiction dans laquelle une large partie de l'opinion ukrainienne est tentée de s'enfermer. Un récent sondage donne une idée de cette contradiction en

établissant que 44 % des Ukrainien·nes sont favorables à des négociations avec Moscou, ce que refusent seulement 35 % d'entre elleux (21 % sont indécis·es). En revanche iels sont 84 % à refuser toute cession de territoires aux Russes et 51 % à souhaiter que l'Ukraine retrouve ses frontières de 1991. En revanche 46 %, contre 22 %, n'estiment pas honteux le refus du service militaire, 25 % étant sans opinion⁹! C'est cette quadrature du cercle, qui se dessine, d'une paix à négocier, plébiscitée par un grand nombre d'Ukrainiennes à la condition, pour tout dire assez extravagante en l'état de la guerre, de retrouver les frontières de 1991 et, cela, sans donner de réponses aux énormes manques de militaires en mesure d'imposer ces conditions, que, selon moi, Zelensky cherche, avant tout, peut-être entre autres choses, à lever par son affichage d'une volonté de négocier la paix avec la Russie: façon provocante, en forme de mise au pied du mur de la cohérence, de demander à son peuple de lui donner le mandat pour aller dans quel sens et jusqu'où dans ces négociations. Il y a là quelque chose d'un pari confiant sur ce qui, dans le sondage, montre la persistance d'un refus viscéral, mais aussi paradoxalement à forte charge politique, de passer sous la domination terroriste du dictateur russe ou de lui abandonner la moindre part de la terre nationale et de la population. Par où pourrait se réactiver le processus initial d'engagement populaire au risque assumé, au vu de l'enjeu vital de cette guerre, d'y laisser la vie.

Tout ceci laisse entière l'autre grande question à résoudre que serait la réponse populaire ukrainienne

9. 77 % sont opposés·es à la levée des sanctions occidentales contre la Russie. 58 % contre 22 % refusent que l'Ukraine acquière le statut d'État neutre et dénucléarisé comme le voudrait la Russie. Sondage réalisé entre les 20 et 28 juin (www.dw.com/es/los-ucranianos-est%C3%A1n-dispuestos-a-negociaciones-de-paz-con-rusia/a-69693236).

aux conséquences néfastes, donnant gain de cause à l'annexionnisme de Poutine, d'une victoire de Trump. Avec ce que cela appellerait comme reconfiguration d'une lutte de libération nationale plongée dans des conditions militaires et politiques très défavorables comme, par le passé, l'ont connue bien des peuples confrontés à l'alternative qui leur a été par là imposée de poursuivre, coûte que coûte, la lutte ou de se soumettre¹⁰.

L'enjeu démocratique et internationaliste de la guerre

Quoi que l'on pense donc de Zelensky, de son néolibéralisme qui, par ses mesures antisociales¹¹ en pleine guerre, est un véritable cheval de Troie affaiblissant la résilience civile et, de fait, fragilisant les capacités militaires de la résistance à la Russie,

10. Vidéo entrevue de l'analyste Michel Goya qui, comme souvent, est éclairante sur la situation de la guerre en Ukraine et ses perspectives tant militaires que géopolitiques. Je partage beaucoup de ce qu'il dit : www.youtube.com/watch?v=iKk5txPjz14.

11. Communiqué de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU, 8 juillet 2024) : «Le gouvernement [ukrainien] propose d'imposer un moratoire sur l'augmentation des normes et garanties sociales de base de l'État pour les trois prochaines années. La FPU s'y oppose. Le moratoire sur l'augmentation des normes et garanties sociales de base pour les trois prochaines années est mentionné dans la déclaration budgétaire pour 2025-2027 adoptée par le gouvernement [...]. Le gel affectera le salaire minimum, la pension minimum, les prestations sociales et d'autres garanties sociales [...]. Cela signifie que les conditions sont créées pour l'inflation, qui est actuellement alimentée par la hausse des prix et des tarifs de l'électricité, des services publics et des biens essentiels. Cela signifie un appauvrissement massif des travailleurs et des retraités, ainsi que d'autres groupes socialement vulnérables», a déclaré Hryhoriy Osovyyi, le président de la FPU. Selon lui, la décision de «geler» les normes sociales a suscité l'indignation des syndicats. Par conséquent, la Fédération des syndicats d'Ukraine, qui représente et protège les droits et les intérêts des travailleurs et des vétérans du travail, a répondu à ce défi en exigeant que le parlement ukrainien renvoie une telle déclaration antisociale au gouvernement et garantisse la protection des citoyens ukrainiens, comme l'exigent la Constitution et les lois de l'Ukraine. (Source : Comité français du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine.)

on se doit de reconnaître ceci : en prenant le risque d'être accusé de revirement par la présentation d'une invitation à la Russie de négocier, on peut émettre l'hypothèse qu'il prend la mesure, sans pour autant en comprendre, ou vouloir comprendre, les ressorts internes affectés par ses choix sociopolitiques, de ce que cette guerre ne saurait être gagnée sans que sa population en ait, en récupère, la pleine volonté ! Comparés à la façon dont procède le régime poutinien, nous avons là ce que, dans la gauche internationale, on néglige parfois de façon aberrante, à savoir la différence radicale entre, d'une part, une démocratie tendanciellement résiliente, malgré la guerre mais aussi ses dérives antisociales et politiques, dans laquelle, et – soulignons-le au risque de la répétition – malgré la guerre, la gauche et les syndicats, engagés contre l'agresseur russe, ont conservé leur autonomie de lutteurs antilibéraux, et, d'autre part, un régime néofasciste qui, après avoir exproprié politiquement son peuple, réprimé sauvagement toute opposition, détruit toute organisation partisane, syndicale ou associative et toute presse indépendantes, s'attaque, en ouverte logique impérialiste, à un État souverain pour l'annexer et défier ainsi, avec l'appui de la Chine et autres États totalitaires, l'idée même de démocratie, de droit des peuples à s'autodéterminer nationalement et socialement. Le tout en permettant, par effet repoussoir, aux États impérialistes démocratiques, de s'octroyer à peu de frais le label de vrais défenseurs des libertés. Et en favorisant enfin la dégénérescence, contre laquelle nous sommes nombreux-euses à lutter par notre soutien au peuple ukrainien, de l'idée même, fondamentale pour relancer des gauches bien à la peine, d'internationalisme.



« Oh vous, les hommes, vous les pauvres hommes... »

TARAS CHEVTCHENKO¹

Oh vous, les hommes, vous les pauvres hommes,
Qu'avez-vous donc à faire avec des tsars?
Qu'avez-vous à faire avec des piqueurs?
Vous êtes des hommes et pas des chiens!

C'est la nuit, le verglas, il bruine, Il neige, il fait froid.

La Néva passe en silence sous le pont,
Porte un fin glaçon quelque part.

Moi dans la nuit, je vais aussi,
Je marche et je tousse en marchant

Et je vois : comme des agneaux
Vont des fillettes négligées ;

Derrière elles, courbé, boitant,
Marche un vieillard et l'on dirait

Qu'il conduit à la bergerie
Un bétail qui n'est pas à lui.

Où se trouve ce monde-ci?
Existe-t-il une justice?

On pousse, nues et affamées,
Ces bâtardes-ci vers la mère²,

Lui rendre les derniers devoirs,
On les pousse comme un troupeau.



Y aura-t-il un jugement?
Y aura-t-il un châtement
Pour les tsars, pour les fils des tsars?
Un jugement sur cette terre?

La vérité régnera-t-elle
En ce monde, parmi les hommes?
Il faut que cela soit, sinon
Le soleil arrêtant sa course
Brûlera la terre souillée.



1. Saint-Petersbourg, le 3 novembre 1860. *Notre âme ne doit pas mourir*, Paris, Seghers, 2022. Poème publié sur le site de *Samizdat 2 : la voix de l'opposition russe*.

2. Alexandra Fiodorovna, veuve du tsar Nicolas 1^{er}. En 1856, la tsarine s'opposa farouchement à la libération de Chevtchenko.

La Russie tue délibérément des enfants, des patients et des travailleurs ukrainiens

CONFÉDÉRATION SYNDICALE KVPU¹

La Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), qui est une organisation membre de la Confédération syndicale internationale et de la Confédération européenne des syndicats, appelle la communauté internationale, les gouvernements des États démocratiques à renforcer leur soutien à l'Ukraine à un moment où la Russie poursuit ses attaques terroristes et sa guerre génocidaire en Ukraine.

Aujourd'hui, 8 juillet, les troupes russes ont lancé des attaques combinées massives la nuit, le matin et l'après-midi contre plusieurs villes d'Ukraine, notamment Kyiv, Dnipro, Kryvyi Rih, Slovyansk, Kramatorsk et Pokrovsk. La Russie a lancé 40 missiles de différents types pour tuer autant de civils que possible et intimider le peuple ukrainien qui lutte pour la liberté et la démocratie.

Les forces russes ont ciblé l'attaque lundi matin alors que les travailleurs se rendaient au travail, que des réunions de travail avaient lieu, que des patients

se rendaient dans des établissements médicaux ou suivaient un traitement.

À Kyiv, lors de l'attaque combinée de missiles russes d'aujourd'hui, le plus ancien hôpital pour enfants Okhmatdit, où étaient soignés des enfants gravement malades, a été touché. À la suite de l'impact sur l'hôpital, il y a des blessés et des morts, il se peut qu'il y ait encore des enfants, des parents et du personnel médical sous les décombres, qui sont en train d'être délogés.

Un autre établissement médical du district de Dnipro à Kiev a été endommagé par des tirs de missiles à midi. Il y a sept morts et trois blessés. L'analyse des débris et la recherche de personnes se poursuivent.

Dès 15 heures à Kyiv, on compte déjà 17 morts et 41 personnes sont considérées comme blessées. Mais ces données ne sont pas définitives, car les opérations de recherche et de sauvetage sont en cours.

Dans l'après-midi du 8 juillet, la Russie a également lancé une attaque massive de missiles sur Kryvy Rih et le Dnipro. En particulier, un missile russe a touché le bâtiment administratif de l'usine d'exploitation minière et de transformation du Nord à Kryvy Rih. À 12h30, il y avait dix morts et plus de 30 blessés, dont neuf dans un état grave.

Le 8 juillet, trois civils ont été tués dans la ville de Pokrovsk, dans la région de Donetsk, à la suite d'une attaque de missiles menée par les troupes russes. À la suite du bombardement, le bureau de l'organisation locale du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine à Myrnyograd et dans le district de Pokrovsky a été endommagé.

Outre les installations industrielles et les hôpitaux, les tirs de missiles d'aujourd'hui ont également endommagé des bâtiments résidentiels et des infrastructures de transport. Nous soulignons que les



1. 8 juillet 2024.



troupes russes mènent chaque jour des attaques de drones et de missiles.

La Russie continue de cibler les installations énergétiques afin de priver la population civile d'électricité, de communications et de services médicaux et de détruire l'économie de l'Ukraine. Actuellement, toutes les centrales thermiques d'Ukraine ont déjà été désactivées, ce qui fait que le pays vit dans un régime de coupures de courant permanentes.

Aujourd'hui, la Russie a une fois de plus cyniquement violé le droit international humanitaire, confirmant ainsi son objectif: la destruction de l'Ukraine et de son peuple courageux.

Aujourd'hui, les travailleurs ukrainiens, les syndicalistes et l'ensemble de la population ukrainienne résistent à l'agresseur russe et luttent pour la libération des territoires occupés, où règne la terreur et où les droits de l'homme ne sont pas garantis.

Aujourd'hui, nous lançons un appel à la communauté démocratique internationale en lançant un appel:

- continuer à fournir une aide économique, humanitaire et militaire à l'Ukraine;
- soutenir la fourniture d'une aide militaire à l'Ukraine pour protéger la population, les infrastructures énergétiques, les emplois et le pays;
- renforcer les sanctions contre le régime terroriste russe et ceux qui le soutiennent et le financent, car cela peut limiter considérablement les ressources financières et l'exportation de technologies nécessaires à la poursuite de la guerre sanglante;
- garantir la possibilité d'utiliser les avoirs russes gelés pour les diriger vers l'aide à l'Ukraine;
- isoler et exclure du travail dans les organisations internationales les personnalités politiques, publiques et syndicales russes, en tant que représentants d'un pays qui mène des activités terroristes contre l'Ukraine souveraine et indépendante et ses citoyens, et qui tente de saper l'unité de l'organisation internationale du mouvement syndical démocratique.

À propos de la Journée de la Constitution et de ses ennemis néolibéraux

SOTSIALNYI RUKH¹

Nous espérons que la Constitution servira les intérêts des travailleurs ukrainiens et empêchera l'oligarchie d'atteindre ses objectifs de classe étroits. La Constitution est capable de renforcer le peuple contre les oppresseurs, tant internes qu'externes.

Malheureusement, la loi fondamentale n'a pas empêché la corruption du pouvoir par les clans de riches: les objectifs de construction d'un État souverain et social qu'elle proclame restent un idéal politique. Dès les premiers jours de l'invasion à grande échelle, les autorités ont restreint les droits du travail, les droits sociaux et les droits civiques inscrits dans la Constitution. En conséquence, il est devenu beaucoup plus difficile pour le peuple ukrainien de résister à l'agresseur et les contradictions entre la classe ouvrière et l'élite parasitaire se sont considérablement accrues.

Dans le but de s'attirer les faveurs des entreprises, certains politiciens font preuve d'une hostilité ouverte à l'égard des fondements de l'ordre constitutionnel. Par exemple, la députée Galina Tretyakova, connue pour ses déclarations antisociales, est mécontente de

l'existence de dispositions interdisant la réduction des droits lors de l'adoption des nouvelles lois antitruisme qu'elle a élaborées. Dans le même temps, elle est favorable à l'augmentation des salaires de ses assistants de 88 000 à 132 000 UAH.

Il est révélateur que dans ses récents discours, elle ait indirectement accusé les juges de la Cour constitutionnelle de l'Ukraine (CCU) de sympathiser avec le socialisme. Il y a peut-être une part de vérité dans cette accusation, car la Loi fondamentale est rédigée de telle manière que les intérêts d'une personne et de la société dans son ensemble ont une valeur supérieure aux considérations de profit et d'égoïsme.

La CCU n'a d'autre choix que de déclarer inconstitutionnel le travail législatif de Tretyakova! La critique de la scandaleuse députée ressemble à une ingérence directe dans le travail du pouvoir judiciaire (le fait que certaines de ses lois soient actuellement examinées par la CCU ajoute à la certitude). Le médiateur a même déposé une pétition concernant la constitutionnalité des dispositions de la loi 2136 qui limitent le droit au congé. Il convient de rappeler que le décret présidentiel n° 64/2022 autorisait des restrictions au droit au travail (art. 43), mais pas au droit au repos (art. 45) pendant la loi martiale.

Nous pensons que la lutte pour le respect de la Constitution ne doit pas s'arrêter même en temps de guerre. Sinon, le fardeau de la guerre sera transféré au peuple, ses droits seront arbitrairement restreints et, après la victoire, tous les pouvoirs et ressources du pays seront usurpés par les représentants du Capital. Au contraire, nous devons nous efforcer de créer une société fondée sur l'égalité sociale, la démocratie participative et la dignité humaine, qui soit pleinement conforme à l'esprit de la loi fondamentale.

Pour une Ukraine libre, solidaire et sociale!

1. 28 juin 2024.



LIBÉREZ



MAKSYM BUTKEVYCH

Discours de Maksym Butkevych devant un tribunal russe

Le défenseur ukrainien des droits humains et soldat Maksym Butkevych a été condamné à treize ans de prison à Louhansk. Les autorités judiciaires russes l'ont accusé d'avoir tiré avec un lance-grenades sur un immeuble résidentiel à Severodonetsk, dans la région de Louhansk. Bien que Butkevych n'ait pas été présent dans la ville le jour du bombardement, il a plaidé coupable. Les enquêteurs du FSB l'ont menacé, tout en lui promettant qu'il ferait rapidement l'objet d'un échange de prisonniers après le procès. Cependant, cet échange n'a pas eu lieu et Butkevych est toujours en prison. Au cours de l'audience pour son pourvoi en cassation devant le Tribunal suprême de la Fédération de Russie (la plainte a été examinée par un collège de trois juges Nikolai Dubovik, Yevgeny Zemskov et Oleg Zatelepin), il a raconté en détail comment il a été contraint de s'auto-incriminer. Aujourd'hui, à l'occasion de son 47^e anniversaire, nous publions pour la première fois, avec l'autorisation de ses avocats, le texte intégral de son discours devant le tribunal.

ANNE LE HUÉROU¹

1. Traduit du russe par Anne Le Huérou, chercheuse et membre de l'Assemblée européenne des citoyens, partie prenante du comité français du RESU. Ooriginal <https://graty.me/ru/monologue/prestupleniya-maksimalno-protivorechat-czennostyam-kotoryh-ya-priderzhivayus-vystuplenie-ukrainskogo-pravozashhritnika-i-voennoplenного-maksima-Butkevycha-v-rossijskom-sude>.

« Ces crimes sont totalement contraires aux valeurs que je défends. »

Depuis plus de seize ans, je suis engagé dans des activités visant à défendre les droits humains et les libertés civiles. En particulier, je me suis efforcé d'aider les réfugiés et les personnes déplacées et de lutter contre la xénophobie sous ses diverses formes. Les faits qui me sont reprochés sont donc aussi contraires que possible aux valeurs auxquelles j'adhère et aux activités qui constituent l'essentiel de ma vie.

Dans la plupart des cas dont j'ai connaissance, les militaires ukrainiens capturés sont accusés d'avoir commis un crime contre la population civile en raison de leur animosité ou de leur hostilité envers les habitants de la région du Donbass, même s'ils sont eux-mêmes originaires du Donbass. Quelque chose de similaire est apparemment sous-entendu dans mon cas, même si c'était une manifestation de ce à quoi je m'oppose depuis tant d'années. Cependant, il n'y a aucune formulation de ce type dans mon cas. Le motif de la tentative de « meurtre prémédité d'au moins deux [civils] d'une manière généralement dangereuse » est énoncé comme suit : comme si je l'avais fait « pour intimider la population civile, traitement cruel dans le but d'assassiner d'une manière généralement dangereuse ». En d'autres termes, l'objectif de la tentative de meurtre avec préméditation aurait été de tuer délibérément les victimes que j'essayais d'intimider de cette manière. Ni plus ni moins. Dans le même temps, l'examen psychiatrique médico-légal n'a révélé aucun signe de trouble passager au moment de la commission présumée du crime chez une personne qui a décidé d'intimider des gens en les



tuant... Mais l'accusation contient des contradictions bien plus significatives.

L'acte d'accusation, un document dont l'effet est de priver une personne de sa liberté pour les années à venir, a été rédigé avec beaucoup de négligence. À un endroit, l'accusé, c'est-à-dire moi, est décrit comme mobilisé, à un autre comme engagé sous contrat. À différents endroits du texte, différentes positions me sont attribuées. Le nom d'une certaine unité spéciale «Bars», qui n'a été mentionnée ni avant ni après et dont je ne sais rien, apparaît dans le texte. La date du début de mon service dans les forces armées ukrainiennes est incorrecte. Les incohérences du jugement de première instance ont été corrigées directement au cours de l'audience et encore pas toutes, par exemple, la date erronée du début de mon service apparaît toujours dans les documents de cette session – 20 mars 2022 –, alors que j'ai commencé mon service le 4 mars 2022.



Compte tenu de tous ces éléments, un tribunal véritablement impartial et objectif, confronté à un acte d'accusation aussi mal rédigé, aurait procédé à un examen approfondi des documents recueillis afin de procéder à une évaluation véritablement indépendante et complète. Or, ce n'est bien sûr pas ce qui a été fait. Dans un vrai tribunal, l'affaire se serait tout simplement effondrée.

Malheureusement, je n'ai pas eu l'occasion de préparer correctement cette réunion, en particulier de travailler avec les codes russes. Pourtant, même le peu de temps que j'ai pu passer sur le code de procédure pénale m'a suffi pour apprendre que, conformément à l'article 77, paragraphe 2 du Code de procédure pénale de la Fédération de Russie, «l'aveu par l'accusé de sa culpabilité dans la commission d'un crime ne peut constituer la base de l'accusation que si sa culpabilité est confirmée par l'ensemble des



Pour en savoir plus sur le livre, cliquer sur la couverture.

éléments de preuve disponibles dans l'affaire pénale». Ce qui est décrit est exactement ce qui ne s'est pas produit dans cette affaire. Hormis les aveux de l'accusé, c'est-à-dire les miens, rien ne le relie à ce qui s'est passé. Je ne suis pas mentionné par les victimes. De plus, tant les blessés que la personne dont les biens ont été endommagés mentionnent des tirs de mortier et «une mine qui est tombée», mais pas du tout un tir de lance-grenades. Il n'y a pas d'expertise d'armes, et l'examen médico-légal qui n'a pas établi quelles munitions avaient causé les blessures, s'est contentée de ne pas exclure un lance-grenades, et «d'autres enquêtes lors de l'audience du tribunal sur les preuves qui ont reçu une évaluation appropriée dans le verdict», que le tribunal de deuxième instance mentionne dans l'arrêt d'appel, n'existent tout simplement pas et n'ont pas eu lieu. Pour s'en rendre compte, il suffit de lire ledit jugement.

Il n'y a donc aucune autre preuve de la culpabilité de l'accusé dans cette affaire, à l'exception de mes aveux, qui, conformément au Code de procédure pénale de la Fédération de Russie, ne pouvaient donc pas être utilisés comme base de l'accusation. Mais ils l'ont pourtant été, et c'est sur cette base que le tribunal m'a déclaré coupable.

Et ces «aveux» eux-mêmes, s'ils avaient été évalués avec soin, n'auraient pas résisté à l'examen le plus superficiel. L'accusation, par exemple, a déclaré que j'avais commis le crime en tirant avec un lance-grenades Panzerfaust de fabrication allemande. À cette fin, j'aurais «ouvert un emballage conditionné avec des grenades», «assemblé une grenade», chargé le lance-grenades et tiré. Bien que le Panzerfaust soit similaire au RPG-7 en termes de caractéristiques techniques, la conception de ces lance-grenades est différente, et la personne qui a écrit cela n'en a aucune idée : ses charges ne sont pas conditionnées et ne nécessitent pas d'assemblage. Ceci, ainsi que de nombreux autres détails apparemment mineurs mais significatifs, indique que je n'ai pas écrit ce témoignage ; il ne me serait pas venu à l'esprit d'écrire une telle déclaration.

Toutes ces incongruités, absurdités et absence de preuves, à l'exception de ma confession signée, s'expliquent par une chose : ces déclarations ne correspondent pas à la réalité, ont été signées par moi sous la pression, mais n'ont pas été écrites par moi. Je n'ai pas tiré avec un lance-grenades sur une cible civile le 4 juin 2022 dans la ville de Severodonetsk. Pendant la période de ces opérations militaires, mon unité n'était pas du tout dans cette ville.

Ayant été capturés le 21 juin 2022, mes compagnons d'armes et moi-même avons été interrogés à plusieurs reprises sur l'itinéraire de notre unité, et ces témoignages enregistrés sont conservés quelque part, voire détruits. Le 4 juin 2022, j'étais à Kiev, ce qui est confirmé par les preuves que mon avocat a demandé à joindre au dossier. Malheureusement, il n'y a rien de surprenant à cela : parmi les dizaines de prisonniers de guerre ukrainiens condamnés avec lesquels j'ai eu l'occasion de communiquer au cours de cette période, presque aucun ne se trouvait à ce moment

précis à l'endroit où ils auraient commis ce qu'ils ont «avoué», ce à quoi ils n'avaient rien à voir, et mon cas n'est donc pas unique. Mais je peux déclarer en toute responsabilité à ce tribunal, au moins en ce qui me concerne, que ni en juin 2022, ni à aucun autre moment, je n'ai entrepris d'action contre la population civile, ni commis d'autre violation du droit humanitaire international, ni reçu, donné ou exécuté d'ordre visant à de telles actions. Je voudrais également saisir cette occasion pour préciser que je ne suis ni suicidaire, ni enclin à l'évasion ou à l'automutilation, que je ne suis pas conflictuel et que je n'utilise pas la violence pour résoudre les conflits.

Je compatis sincèrement avec les victimes : pour ce qu'elles ont subi, pour les dommages qu'elles ont subis, et parce que leur malheur a été utilisé pour condamner un innocent. Je ne me fais pas d'illusions sur la possibilité de rétablir la justice dans le système judiciaire russe, mais je ne peux plus fournir un témoignage qui ne correspond pas à la réalité. C'est une erreur, et en fin de compte un péché - une erreur à tous points de vue.

Après l'intervention de Butkevych, le juge lui a demandé pourquoi il s'était auto-incriminé en plaçant coupable.

Parce qu'on m'a promis que si je signalais pour ce dont on m'accusait, je serais immédiatement échangé contre des militaires russes condamnés en Ukraine, ainsi que d'autres prisonniers de guerre condamnés. Si je n'acceptais pas de reconnaître ma culpabilité, je serais quand même condamné, mais il ne serait pas question d'échange, et je serais soumis à des pressions psychologiques et physiques. Quelques exemples de ces pressions ont été démontrés.



Le Collège des journalistes de Barcelone pour Maksym

ALFONS BECH¹

Le 16 juillet, le Comité catalan du RESU a organisé une réunion en solidarité avec le prisonnier politique et soldat Maksym Buktevych, torturé et condamné à treize ans de prison pour des crimes inventés par les occupants russes.



Trente-deux personnes y ont participé, dont de nombreux membres d'autres réseaux de solidarité ou des militants des droits humains. C'était la première fois que nous organisons une telle réunion sur l'Ukraine et cela a été possible grâce au soutien des femmes journalistes et notamment d'un groupe de travail du journalisme solidaire du Collège des journalistes de Barcelone. Ce groupe s'occupe du soutien aux journalistes du monde entier et entretient de nombreux contacts partout, notamment avec l'Amérique latine.

Cette initiative a permis de faire connaître de près la réalité de la guerre que mène la Russie en Ukraine. Le témoignage du père de Maksym, Oleksandr Buktevych (voir vidéo), a rappelé le parcours de son fils, depuis son plus jeune âge, activiste et militant des droits humains, antimilitariste : c'était un moment

1. Alfonso Bech est membre du Comité catalan du RESU et coordinateur du réseau syndical de l'ENSU-RESU. Barcelone, 22 juillet 2024. Traduction : Mariana Sanchez.



émouvant. Andriy Movtchan, réfugié ukrainien persécuté par l'extrême droite, a raconté comment il avait rencontré Maksym durant sa jeunesse, dans les combats pour les droits humains, dans les luttes anarchistes et antimilitaristes. Andriy a insisté sur la nécessité d'arracher un échange sans conditions des prisonniers ukrainiens et russes afin que Maksym et d'autres soldats retrouvent la liberté. Tous ont souligné le fait que Maksym a toujours été prêt à soutenir toutes les personnes victimes de la répression, persécutées, marginalisées, quelle que soit leur nationalité ou leur couleur, incluant évidemment les Biélorusses ou les Russes persécutés dans leur pays.

Abel Riu, un jeune chercheur et politologue, qui connaît l'Ukraine et y a voyagé à plusieurs reprises depuis des années, tout comme dans l'ancienne URSS, a remis les choses dans leur contexte pour nous permettre de comprendre les racines de cette lutte pour la liberté et la souveraineté ukrainiennes. D'après Abel Riu, l'Ukraine occupe une place particulière dans l'esprit de tous ceux qui veulent reconstruire l'ancien empire russe pour lesquels la volonté

d'exister du peuple ukrainien est un obstacle. D'où cette volonté de destruction génocidaire contre une nation, contre sa culture et contre l'identité de ses racines. Maksym avait réagi spontanément en rejoignant le front face à un tel danger même s'il était pacifiste.

Cristina Mas, journaliste et militante de la Ligue internationaliste, qui a participé à des convois de solidarité de cette organisation en Ukraine, a souligné surtout le parallèle existant entre la lutte du peuple palestinien contre le colonialisme et l'extrême droite israélienne et la lutte du peuple ukrainien résistant. Elle a rappelé que lors des premiers jours de l'invasion, en février et mars 2022, le président Biden avait proposé à Zelensky de fuir. Les empires occidentaux apportent leur aide militaire au compte-gouttes, une aide qui est insuffisante. Et on peut même craindre qu'ils ne passent un accord avec la Russie.

Carles Torner, écrivain, a présenté les intervenants au débat et animé la réunion. Ancien directeur de PEN International, il avait organisé une rencontre internationale à Kyiv après l'invasion de la Crimée, en 2014, qui participa à la création de liens entre des écrivains plus ou moins connus de tous les pays. Il vient d'écrire un roman en catalan, *Ucràina, mon amour*², qui retrace le choc émotionnel vécu par de nombreuses personnes pacifistes face à une guerre où l'envahisseur utilise l'arme de la propagande et de la calomnie pour tromper et démobiliser la population, notamment celles et ceux qui se disent de gauche.

Ensuite, des participants sont intervenus depuis la salle, surtout pour remercier les organisateurs de la réunion et l'information partagée à cette occasion sur le cas de Maksym et sur la situation générale. Une militante LGTBI a raconté comment elle se bat pour

que son collectif prenne une position claire contre l'impérialisme génocidaire de Poutine qui réprime tous les droits des collectifs comme le sien en Russie.

*«Maksym a toujours donné de la voix contre les discriminations et la haine, il a toujours été antimilitariste»,
Oleksandra Matvviitchuk.*

Carles Torner a aussi présenté le témoignage de la Prix Nobel de la paix, Oleksandra Matvviitchuk, directrice de l'ONG Centre civil pour les libertés, qui connaît Maksym depuis des années et qui avait enregistré une vidéo pour notre réunion. Carles Torner en a relu quelques passages :

Maksym a toujours donné de la voix contre les discriminations et la haine, il a toujours été antimilitariste. Lorsque, en février 2022, la guerre à grande échelle a commencé, il s'est enrôlé dans les forces armées en disant : «Nous vivons des temps tragiques. C'est la seule façon de défendre les droits et mon pays face à la machine de guerre russe. [...] Car il n'y aura pas de paix si la résistance s'arrête. Ça, ce n'est pas la paix, ça, c'est l'occupation russe et l'occupation russe est terrible : arrestations illégales, tortures, viols, destruction de l'identité, séquestration d'enfants, camps de concentration...»

La Prix Nobel de la paix a conclu en remerciant les femmes journalistes solidaires catalanes pour lui avoir donné l'occasion de plaider la cause de Maksym Buktevyh.

<https://t.me/solidaridaducrania/120>

[https://x.com/avalaina/
status/1813139221739086059](https://x.com/avalaina/status/1813139221739086059)



2. Editorial Empuries, Barcelona, 2023.



**PENDANT
LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE**

Chronique des événements courants

25 JUIN 2024

Bélarus: femmes en cage



Dans la colonie pénitentiaire pour femmes n° 4, de nombreux châtiments humilient la dignité humaine. L'une d'elles est le placement de prisonnières politiques dans une cage exposée publiquement. Il s'agit d'une véritable cage d'environ un mètre et demi de long et d'environ deux mètres de large. La cellule se situe entre les zones résidentielles et industrielles, sur les marches devant la porte de l'usine. Il s'agit d'une cage rectangulaire dotée de barreaux métalliques, semblable à celles dans lesquelles les gens sont enfermés lors des procès. Souvent, les femmes y sont spécialement placées pendant l'hiver, afin que la punition soit ressentie plus intensément. Elles y restent généralement entre une et trois heures, certaines prisonnières politiques disent jusqu'à quatre heures.

CENTRE DES DROITS HUMAINS VIASNA

26 JUIN 2024

Tcherkassy: la paroisse rompt avec le Patriarcat de Moscou

Dans le village de Tinki, dans la région de Tchyhyryne, la paroisse de l'église de l'icône Volodymyr de la Mère de Dieu a été transférée du Patriarcat de Moscou à l'Église orthodoxe d'Ukraine. La communauté a célébré son premier service religieux en ukrainien. Malheureusement, certaines personnes en faveur du Patriarcat de Moscou ont gêné de toutes les manières possibles la tenue des

services en ne donnant pas les clés. C'est pourquoi les fidèles ont été obligés d'entrer dans l'église en enlevant la porte. Yuliya Khijhnyak a ajouté que des représentants du conseil municipal de Tchyhyryne, des employés de la police de la région et du service de sécurité ukrainien de la région de Tcherkassy étaient présents lors de la visite de l'église.

Un héros en tribune

Le 26 juin, lors du match de l'équipe nationale d'Ukraine contre l'équipe nationale de Belgique à l'Euro 2024, les supporters ont déployé une banderole avec le portrait du militaire tombé au combat et supporter de football Nazariy «Hrinka» Hryntsevitch. Le match se déroulait à Stuttgart en Allemagne. L'image a été générée par l'intelligence artificielle à partir de photos de 182 soldats ukrainiens tombés au combat, qui appartenaient dans la vie civile à des mouvements de supporters de clubs ukrainiens. Nazarii Hryntsevich de Vinnytsia a célébré son 19^e anniversaire en défendant Marioupol. Il a passé quatre mois en captivité russe et, après sa libération, il est retourné au front. Avec ses frères, il a fondé une unité où il commandait un peloton. Mort au combat le 6 mai 2024. Il avait 21 ans.

Kyiv: Un tiers des travailleurs sont au front

Depuis le début de l'invasion à grande échelle, 27 % des employés de Kyivmisksvitlo ont rejoint les rangs des forces armées, de sorte que l'entreprise souffre actuellement d'une pénurie de personnel. Il y a notamment une pénurie d'électriciens, d'ingénieurs et de machinistes. Actuellement, l'entreprise recherche des spécialistes pour divers postes. Le métro de la capitale a également annoncé une pénurie de personnel. Actuellement, il y a plus de 15 % de postes vacants dans le métro, comme serruriers, tourneurs, électriciens, conducteurs de métro. Depuis le 3 juin, les intervalles entre les trains ont augmenté d'une minute aux heures creuses et de 45 secondes aux heures de pointe en raison d'une «pénurie aiguë» de travailleurs.

En outre, le manque de spécialistes dans certaines entreprises de l'industrie routière de la capitale atteint 28 à 30 %. Les plus grands besoins concernent notamment les chauffeurs, les mécaniciens, les machinistes et les peintres.

27 JUIN 2024

Les mineurs ont besoin de fonds, pas de promesses

Les mineurs de la région de Lviv et leurs organisations syndicales, en particulier l'Association régionale du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine de Tchervonograd, ont fait appel à plusieurs reprises aux représentants de tous les niveaux du gouvernement ukrainien au sujet de la situation à l'entreprise d'État de Lvivvugilya en raison du fait que l'entreprise d'État Ukrvugilya n'a pas été payée pour le charbon expédié de février à avril pour un montant de 426 millions d'UAH. Cela a conduit au non-paiement des salaires des travailleurs pour février-mai et a donc créé des tensions sociales non seulement dans les collectifs de travail des mines, mais aussi dans plus de 6 000 familles de mineurs, qui sont au bord de la survie. Afin d'être payés, les mineurs sont prêts à des actions radicales – arrêter l'extraction du charbon dès le 1^{er} juillet – et leurs épouses à des actions de protestation spontanées. Dans un appel syndical, il est noté que l'équipe de SE «Lvivvugilya» accomplit et dépasse constamment les tâches prévues pour l'extraction du charbon. L'entreprise a expédié ses produits d'une valeur de plus de 400 millions d'UAH à la SE Okrvougilya, mais n'a pas reçu les fonds nécessaires. En conséquence, les mineurs et leurs familles se retrouvent sans moyens de subsistance, car ils n'ont pas reçu leur juste salaire depuis février. Les mineurs préviennent également que la situation est critique et pourrait entraîner des conséquences massives, spontanées et incontrôlables.

KVPU



Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine
Bulletin d'information syndicale

Juin-Juillet 2024 NUMÉRO 11 Politique de l'ENSU en matière de médias publics



Kyiv, le 8 juillet : des médecins et des secouristes sauvent une femme blessée dans les décombres de l'hôpital national spécialisé pour enfants Okhmatdyt, frappé par un missile russe.

Dans ce numéro

Bienvenue dans le numéro de juin-juillet 2024 de la lettre d'information syndicale de l'ENSU. Nous présentons la réaction syndicale à l'attaque criminelle de missiles russes sur l'hôpital national spécialisé pour enfants Okhmatdyt de Kyiv et posons la question suivante : n'est-il pas temps que le mouvement syndical international exige que l'Organisation internationale du travail rompe tous ses liens avec le régime meurtrier de Poutine et son "syndicat" officiel, la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNIPIR), comme le mouvement syndical ukrainien l'a demandé avec insistance ? Si ce n'est pas maintenant, quand ?

Outre notre couverture habituelle des luttes des travailleurs et des communautés, ce numéro traite également de la crise des salaires impayés dans l'industrie du charbon, de l'importance croissante des femmes dans la main-d'œuvre ukrainienne et des avancées obtenues grâce aux luttes de la communauté LGBTI+ du pays.

Nous évoquons également l'importante victoire du mouvement anti-guerre belge, qui a obtenu l'interdiction du transbordement de GNL russe dans le port de Zeebrugge, ainsi que les nouvelles initiatives de solidarité de l'équipe de sauvetage italienne Giuditta.

Contenu

Editorial	2-4
Le tir de missile russe sur l'hôpital national spécialisé pour enfants Okhmatdyt, à Kyiv	5-9
Lutte des travailleurs en Ukraine - mineurs de charbon, travailleurs de la santé et coursiers	10-15
Luttes communautaires en Ukraine	16-17
Lutte des femmes en Ukraine	18-20
Lutte des étudiants en Ukraine	21
Luttes des LGBTI+ en Ukraine	22-29
Autres nouvelles et analyses sur l'Ukraine	30-36
Solidarité avec les travailleurs et les syndicats ukrainiens	37-48
Lutte des travailleurs au Belarus	49-52
Pour en savoir plus	53

Pour télécharger le bulletin, cliquer sur l'image.

28 JUIN 2024

« Non au dumping salarial sur le marché du travail ukrainien ! »

Selon Vasyl Andreev, président du syndicat de la construction FPU, le problème des différences salariales entre travailleurs migrants et travailleurs ukrainiens a pris une nouvelle coloration du fait des révélations sur l'implication de travailleurs des pays asiatiques sur le marché du travail : « Oui, les travailleurs migrants arrivent, ils peuvent travailler sur notre marché, surtout dans la situation actuelle où il y a une pénurie de travailleurs du bâtiment. »

Mais il y a un grand mais, ajoute-t-il, « les migrants devraient recevoir le même salaire que les travailleurs ukrainiens pour un travail égal ». Les syndicats du monde entier, rappelle Vasyl Andreev, « préconisent de ne pas diviser les gens selon leur pays d'origine », et il souligne que si le niveau des salaires a augmenté au cours de l'année écoulée notamment dans le secteur de la construction, « en même temps, les travailleurs venus du Bangladesh reçoivent un salaire de 450 dollars [...], ce qui sape l'idée même de restaurer l'économie ukrainienne ». Il martèle que les salaires des travailleurs étrangers doivent être au niveau de ceux des travailleurs ukrainiens et que « les syndicats exerceront un contrôle public sur cette question et informeront leurs membres, ainsi que l'ensemble de la société, de la manière dont se déroule la participation des travailleurs migrants à la restauration de l'Ukraine ».

29 JUIN 2024

Krementchoug : « Laissez-nous travailler comme avant »

Le personnel du poste d'ambulances de la ville de Kremenchoug demande le soutien de la population de la ville et de toute la région de Poltava. La direction envisage de réorganiser les équipes de terrain : au lieu de deux médecins, un seul devrait être de garde. L'équipe

European Network for Solidarity with Ukraine

Trade Union Newsletter

June-July 2024

ISSUE NUMBER 11

[ENSU public media policy](#)



Kyiv, July 8: Medical and emergency workers rescue an injured woman from the rubble of the National Children's Specialised Hospital Okhmatdyt, struck by a Russian missile

In this issue

Welcome to the June-July 2024 issue of ENSU's trade union newsletter. We feature the trade union reaction to the criminal Russian missile attack on Kyiv's National Children's Specialised Hospital Okhmatdyt and ask: isn't it time the international trade union movement demanded that the International Labour Organisation sever all ties with the murderous Putin regime and its official "trade union", the Federation of Independent Trade Unions of Russia (FNPR), as Ukraine's trade union movement has been insisting? If not now, when?

Besides our usual coverage of worker and community struggles, this issue also covers the crisis of unpaid wages in the coal industry, women's growing importance in Ukraine's work force and advances won by the struggles of the country's LGBTI+ community.

We also report on the important victory of the Belgian anti-war movement in winning a ban on the transshipment of Russian LNG through the port of Zeebrugge, and on the new solidarity initiatives of Italy's Giuditta Rescue Team.

Contents

Editorial	2-4
The Russian missile strike on National Children's Specialised Hospital Okhmatdyt, in Kyiv	5-8
Worker struggles in Ukraine—coal miners, health workers and couriers	9-14
Community struggles in Ukraine	15-16
Women's struggles in Ukraine	17-19
Student struggles in Ukraine	20
LGBTI+ struggles in Ukraine	21-27
Other Ukraine news and analysis	28-33
Solidarity with Ukraine's workers and unions	34-43
Worker struggles in Belarus	44-46
Further reading	47

Pour télécharger le bulletin (en anglais), cliquer sur l'image.

s’y oppose catégoriquement: selon elle, cela affectera d’abord la qualité des soins médicaux prodigués.

Le samedi 29 juin, presque tout le personnel des équipes de terrain du poste d’urgence de la ville de Kremenchouk s’est réuni pour s’adresser collectivement à la communauté de Kremenchouk et à toute la région de Poltava.

Dnipro: ils veulent privatiser une usine de prothèses

Le Fonds immobilier de l’État d’Ukraine a soumis à la privatisation l’entreprise de prothèses et d’orthopédie de Dnipropetrovsk. La vente aux enchères aura lieu le 10 juillet. L’État propose aux investisseurs d’acheter cette entreprise pour près de 115 millions de HUA, préservant ainsi sa spécialisation. La directrice Antonina Kumka note que la privatisation de l’entreprise comporte certains risques. L’entreprise de prothèses Dnipro est actuellement pour nous une des entreprises stratégiques pour plusieurs raisons, et le fait est que l’État la protège des fluctuations et des changements du marché, dit-elle. Deuxièmement, il existe un risque de perdre une équipe de spécialistes ayant reçu une formation de qualité. «Les patients vétérans sont indignés et ne peuvent pas y croire», dit-elle.

30 JUIN 2024

En prison pour avoir voulu repousser les occupants sans autorisation de l’État?

Le parquet et le système judiciaire suivent cette logique dans le cas de Vitaliy Koukol. Il est accusé d’avoir fabriqué et stocké des armes et des explosifs. «J’ai fabriqué des armes pour combattre les orcs [Russes], et maintenant je suis un criminel.» C’est pour cette activité que l’appareil répressif veut récompenser le guérillero d’une peine de trois à sept ans. Il semble que le gouvernement soit plus intéressé à désarmer la population qu’à l’armer et à la former. Et cela malgré le fait que la guerre est loin d’être terminée et que la situation sur le front n’est, pour

Red Europea de Solidaridad con Ucrania

Boletín sindical

junio-julio 2024 NÚMERO 11 Política de medios de comunicación públicos de la ENSU



Kiev, 8 de julio: Personal médico y de urgencias rescata a una mujer herida de entre los escombros del Hospital Nacional Especializado Infantil Okhmatdyt, alcanzado por un misil ruso.

En este número

Bienvenidos al número de junio-julio de 2024 del boletín sindical de ENSU. Presentamos la reacción sindical al criminal ataque ruso con misiles contra el Hospital Nacional Especializado Infantil Okhmatdyt de Kiev y preguntamos: ¿no es hora de que el movimiento sindical internacional exija que la Organización Internacional del Trabajo rompa todos los lazos con el régimen asesino de Putin y su "sindicato" oficial, la Federación de Sindicatos Independientes de Rusia (FNPR), como ha venido insistiendo el movimiento sindical de Ucrania? Si no es ahora, ¿cuándo?

Además de nuestra cobertura habitual de las luchas de los trabajadores y las comunidades, este número también cubre la crisis de los salarios impagados en la industria del carbón, la creciente importancia de la mujer en la mano de obra de Ucrania y los avances conseguidos por las luchas de la comunidad LGBTI+ del país.

También informamos de la importante victoria del movimiento belga contra la guerra al conseguir que se prohíba el transbordo de GNL ruso por el puerto de Zeebrugge en Bélgica, y de las nuevas iniciativas solidarias del Equipo de Rescate Giuditta de Italia.

Contenido

Editorial	2-4
El ataque ruso con misiles contra el Hospital Nacional Especializado Infantil Okhmatdyt, en Kiev	5-9
Luchas obreras en Ucrania: mineros del carbón, trabajadores sanitarios y mensajeros	10-15
Luchas comunitarias en Ucrania	16-17
Lucha de las mujeres en Ucrania	18-20
Luchas estudiantiles en Ucrania	21
Lucha LGBTI+ en Ucrania	22-28
Otras noticias y análisis sobre Ucrania	29-34
Solidaridad con los trabajadores y sindicatos ucranianos	35-45
Luchas obreras en Bielorrusia	46-48
Lecturas complementarias	49

LIBÉREZ

MAKSYM BUTKEVYCH

Pour télécharger (en castillan) le bulletin, cliquer sur l’image.

35

le moins, pas facile. Les masses enrôlées, sans motivation ni entraînement, ne pourront pas vaincre la machine militaire impériale. L'avenir de l'Ukraine appartient à des personnes comme Vitaliy Koukol et à des milliers d'autres volontaires qui risquent leur vie chaque jour et gagnent non pas grâce aux actions des autorités, mais malgré elles.

COMITÉ DE RÉSISTANCE (LIBERTAIRE)

2 JUILLET 2024

Un conflit au Centre pour les personnes handicapées de Kyiv

Un conflit se déroule au Centre de réadaptation pour les personnes handicapées dans le district de Darnytsia à Kyiv, en raison de la suppression des primes et de l'humiliation d'employés par la directrice du Centre, Lyudmila Matveykina. Depuis 2023, ceux qui élèvent la voix pour se défendre sont licenciés, soumis à des enquêtes internes farfelues et sont insultés devant leurs collègues et leurs parents. La cheffe du département de réhabilitation psychologique et pédagogique, Iryna Gangalyuk, est allée à l'encontre du système et a obtenu une enquête interne sur des faits de harcèlements par la directrice !

«Une réunion de la commission compétente se tiendra à l'administration d'État du district de Darnytsia. Nous appelons ceux qui ne sont pas indifférents à venir à l'administration d'État du district de Darnytsia le 3 juillet à 8h45 pour faciliter une enquête équitable sur les faits de harcèlement moral!»

SOTSIALNYI RUKH

Marioupol: pas d'unité spécialisée dans les maladies infectieuses

Dans la ville occupée, le nombre de patients souffrant d'infections intestinales aiguës augmente, mais il n'y a toujours pas de service spécialisé. C'est ce qu'a déclaré un ambulancier. Selon lui, tous les enfants atteints de maladies infectieuses sont emmenés à Donetsk. Par conséquent, un enfant souffrant d'une pathologie aiguë

est décédé en chemin, car il a fallu deux heures pour arriver à destination. «Il n'y a pas de chirurgie, pas de soins intensifs, pas de service de maladies infectieuses. Le deuxième hôpital n'a pas pu effectuer de réparations depuis deux ans. L'ascenseur ne fonctionne plus depuis deux ans», explique l'agent de santé. Les gens sont indignés par l'état du système de santé. Il y a un manque de médecins, d'équipement, et les gens ne peuvent tout simplement pas accéder à de nombreux spécialistes. Les habitants ont publié une vidéo où ils expriment leur indignation face à l'occupant russe.

6 JUILLET 2024

Contre le gel des salaires et prestations sociales

Le gouvernement propose d'imposer un moratoire sur l'augmentation des normes et garanties sociales de base de l'État pour les trois prochaines années. La Fédération des syndicats d'Ukraine s'y oppose. «Cela signifie que les conditions sont créées pour l'inflation, qui est actuellement alimentée par la hausse des prix et des tarifs de l'électricité, des services publics et des biens essentiels. Cela signifie un appauvrissement massif des travailleurs et des retraités, ainsi que d'autres groupes socialement vulnérables», a déclaré Hryhoriy Osovyi, le président de la FPU. Selon lui, la décision de «geler» les normes sociales a suscité l'indignation des syndicats. «La Fédération des syndicats d'Ukraine, qui représente et protège les droits et les intérêts des travailleurs et des vétérans du travail, a répondu à ce défi en exigeant que le Parlement renvoie cette déclaration antisociale au gouvernement et garantisse la protection des citoyens ukrainiens, comme l'exigent la Constitution et les lois de l'Ukraine.»

FPU



8 JUILLET 2024

Hôpital de Zaporijjia, les licenciements s'enchaînent

Depuis le début de l'«optimisation» du Centre régional de lutte contre le cancer de Zaporijjia, qui a débuté le 6 mai de cette année, une cinquantaine d'employés ont déjà démissionné volontairement ou ont été licenciés pour faute. Le 10 juillet 2024, six employé·es ont été licenciés, a déclaré Yuriy Barchak, directeur adjoint du centre régional de lutte contre le cancer.

Mykhailo Yesayants, directeur du Centre régional de lutte contre le cancer de Zaporijjia, craint qu'il y ait un certain nombre de licenciements à l'avenir: «La commission de licenciement a prononcé 14 autres réprimandes à l'encontre d'autres membres du personnel médical de l'établissement: des infirmières principales des services de chirurgie et d'oncologie, plusieurs chirurgiens oncologues, des dermatologues et des anesthésistes qui travaillent quotidiennement au bloc opératoire.» Selon Anna Yesayants, la première injonction qu'elle a reçue était une réprimande pour ne pas avoir accompli ses tâches fonctionnelles et pour ne pas être présente sur son lieu de travail pendant deux heures: «Ils m'ont écrit que je n'étais pas au travail et que je ne remplissais pas mes fonctions, mais on ne me fixe pas d'endroit précis où je devrais être. Nous avons des patients dans d'autres services dans lesquels nous consultons, nous avons séparé la salle d'examen, le vestiaire et le service sont situés dans un autre bloc. Et nous nous déplaçons entre ces endroits pendant la journée et ne sommes pas dans notre service».

9 JUILLET 2024

Premiers arrêts de travail dans les mines de Lviv

Le jeudi 4 juillet, une réunion s'est tenue sous l'autorité du premier chef adjoint de l'administration militaire régionale de Lviv, Andriy Godyk, à l'entreprise d'État

Lvivvugillia, où les mineurs n'ont pas reçu l'intégralité de leurs salaires depuis cinq mois et auxquels on doit 470 millions UAH [10,472 millions d'euros, au 12 juillet 2024, comme toutes les conversions suivantes].

Bohdan Keivan, directeur du département de l'efficacité énergétique de Lviv, les dirigeants de l'entreprise charbonnière d'État de Lviv et de ses mines subordonnées, ainsi que les représentants des principales organisations syndicales des unités de production, en particulier les dirigeants des principaux syndicats de l'Union indépendante des mineurs d'Ukraine, qui font partie de l'association régionale du NPSU, Tchernovograda, ont participé à la réunion.

L'arrivée de hauts fonctionnaires de l'administration militaire régionale dans l'entreprise a été motivée par une situation tendue au sein de la main-d'œuvre. Le lundi 1^{er} juillet, des réunions ont été organisées dans toutes les mines, au cours desquelles les mineurs ont décidé de continuer à travailler ou d'arrêter l'extraction du charbon et d'exiger le paiement de ce qu'ils gagnaient.

La décision n'étant pas unanime, certaines mines s'arrêtent temporairement, tandis que d'autres continuent à fonctionner. Mais tout le monde était d'accord pour dire que cette semaine, il valait la peine de se rendre à Lviv pour protester auprès de l'administration militaire régionale.

Ayant appris qu'une réunion au niveau du cabinet des ministres était prévue le mercredi 3 juillet à Kyiv pour discuter des problèmes de l'industrie minière nationale, les mineurs de la région de Lviv ont décidé de reporter l'action prévue et d'attendre des nouvelles de la capitale. Les mineurs de la région de Lviv ont décidé d'y croire et d'attendre à nouveau, mais pas pour longtemps...

KVPU



15 JUILLET

Kamianske: pour une distribution équitable de l'électricité

Le 12 juillet, un rassemblement pour une distribution «équitable» de l'électricité a lieu près du bâtiment de la société DTEK à Kamianske. Environ 200 habitants de la ville se sont joints à la manifestation. Natalya, l'une des manifestantes, affirme qu'elle ne bénéficie que d'environ 4 à 6 heures d'électricité par jour. «Les réfrigérateurs, tous les équipements peuvent se détériorer. Je cuisine à peine les aliments, car à une telle température, ils se gâtent immédiatement», explique la femme. Les manifestants exigent que les horaires de coupures soient plus équitables. Les représentants de l'entreprise énergétique n'ont pas voulu rencontrer les manifestants. L'Inspection nationale de l'énergie a annoncé qu'elle vérifiera l'application par les opérateurs du système de distribution, des coupures et la répartition équitable de l'électricité dans les régions. Elle note que la région de Dnipropetrovsk est parmi les leaders en termes de nombre de plaintes. Il est donc probable que l'inspection approfondie commencera dans cette zone, après quoi elle aura lieu dans 5 à 6 autres régions.

18 JUILLET 2024

Combien coûte l'accès à l'éducation en Ukraine?

Les examens d'entrée sont presque terminés, ce qui signifie qu'il est temps de penser au choix de l'université où étudier. Les candidats et leurs parents sont confrontés à une tâche extrêmement difficile : choisir une université en tenant compte non seulement de son prestige et de la qualité de ses services éducatifs, mais aussi du prix d'inscription, car chaque année, l'admission à une place financée par le budget de l'État est de plus en plus rare et ne dépend pas du travail fourni. Dans le contexte actuel, où la situation économique de l'Ukraine reste instable,

de nombreux établissements d'enseignement augmentent les frais de scolarité, ce qui pose un certain nombre de problèmes aux candidats et aux étudiants, qui sont contraints de s'adapter aux nouvelles conditions financières. De combien a augmenté le prix d'une inscription pour les programmes d'études les plus populaires? Dans quelle université une inscription coûte-t-elle 100 000 UAH [2 209 euros] par an? Et quelle est l'université où le prix des études de droit est le plus bas?

PRIAMA DIHA (ACTION DIRECTE)

19 JUILLET

Marioupol en eaux troubles

Depuis deux ans, la ville ne parvient pas à résoudre ses problèmes d'eau. Les habitants se plaignent régulièrement de la mauvaise qualité de l'eau du robinet. Ils postent des vidéos avec de l'eau rouillée qui ne peut même pas être utilisée pour laver. Et le coût de cette eau est élevé. Sous l'occupation, de nombreuses maisons ont des problèmes d'approvisionnement en eau. Il y a aussi des accidents réguliers dans la ville que personne ne peut réparer pendant des mois. L'eau n'est pas filtrée, car toutes les stations d'épuration sont encore hors service. Les occupants ne prennent pas soin des infrastructures essentielles de la ville et ne respectent aucune norme sanitaire. Il n'est pas surprenant que cette situation produise des infections intestinales aiguës.

LE CONSEIL MUNICIPAL DE MARIOUPOL (EN EXIL)

Kamianske: contre les oligarques de l'électricité

Le 12 juillet, un rassemblement pour une distribution équitable de l'électricité s'est tenu à Kamianske, près du bâtiment de l'entreprise énergétique DTEK. Environ 200 habitants de la ville y ont participé pour exprimer leur mécontentement face aux horaires de coupure inégaux pour les consommateurs. Les manifestants ont exigé la



transparence et une distribution égale de l'électricité à tous les habitants. De nombreuses personnes n'ont de l'électricité que pendant 4 à 6 heures par jour, alors qu'elles sont obligées de s'en passer pendant 18 à 20 heures. Cette situation crée des difficultés considérables dans la vie quotidienne et peut en outre provoquer une épidémie de diverses maladies infectieuses, dont le choléra. Le rassemblement a été organisé de manière plutôt spontanée. Peu de personnes se sont jointes au rassemblement, mais elles ont appris son existence après qu'il ait eu lieu. Néanmoins, l'événement a reçu un large soutien de la part de la population, comme en témoignent les nombreux commentaires sur les médias sociaux. Les représentants de la municipalité n'ont pas soutenu l'action, et ils étaient peu nombreux présents, selon les résidents locaux. Un syndicaliste de Kamianske a fait remarquer que des actions similaires pourraient se répéter si le problème de la distribution d'électricité n'est pas résolu. Les gens sont fatigués des interruptions constantes et de la distribution inégale de l'électricité, qui crée un sentiment d'injustice et de discrimination. Le Mouvement social rappelle que DTEK est une entreprise privée appartenant à l'oligarque Rinat Akhmetov, et c'est pourquoi il n'est pas exclu que la direction de l'entreprise, même en ces temps difficiles, fasse passer les intérêts du profit avant la vie de ses citoyens.

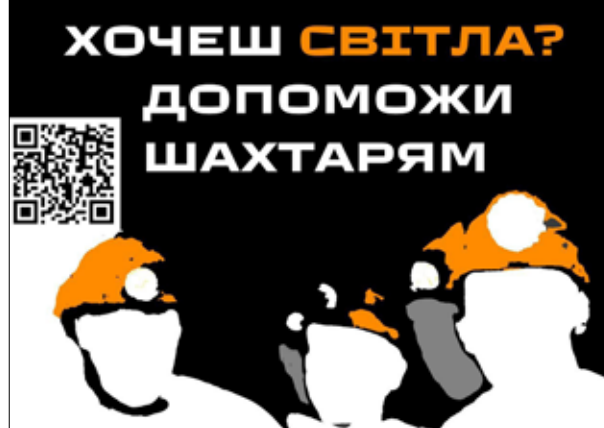
Les monopoles énergétiques, dont DTEK, devraient être nationalisés et publier leurs comptes pour dissiper tout soupçon.

SOTSIALNYI RUKH (MOUVEMENT SOCIAL)

20 JUILLET 2024

Si vous voulez de l'électricité, soutenez les mineurs!

À Tchervonohrad, une ville minière de la région de Lviv, les mineurs n'ont pas été payés depuis six mois parce que les entreprises refusent de payer le charbon qui leur a été fourni. Les travailleurs sont contraints de chercher un second emploi tout en continuant à travailler dans la



mine. Leurs familles prennent également des emplois à temps partiel, qui suffisent à peine à couvrir les dépenses de base, sans parler d'aider leurs collègues en première ligne [sur le front], ou pour faire des dons.

À la demande de l'épouse d'un des mineurs et d'une militante, Priama Diia lance un appel à soutien pour collecter des fonds afin d'aider les mineurs dans le besoin. Le bien-être de tous les citoyens dépend directement du bien-être des travailleurs, en particulier dans une industrie d'une telle importance stratégique.

Vous pouvez apporter votre contribution ici:

<https://send.monobank.ua/jar/75gD6CqHuZ>

Appel à l'aide des mineurs de Chervonohrad

Vidéo: *Une femme de mineur appelle à la solidarité*

www.youtube.com/watch?v=IecD6t-fb-U

SYNDICAT ÉTUDIANT UKRAINIEN PRIAMA DIIA

Kyiv: contre la spéculation immobilière

Le maire de Kyiv Klitchko a toujours défendu les « Russes » à Kyiv sans raison ni arguments valables. Par exemple, il s'est constamment opposé à la démolition du monument dédié à Chtchors [ancien officier de l'Armée impériale russe, puis a rejoint les bolcheviks, après la prise de Kyiv en 1919, Chtchors est nommé commandant militaire de la ville]. Aujourd'hui, il dépasse toutes les limites. Klitchko a détruit un manoir appartenant au patrimoine historique, ce qui est confirmé par l'administration de la ville de Kyiv elle-même, et est entré en conflit avec l'UINM [Institut ukrainien de la mémoire nationale], qui ne trouvait aucune raison de construire le complexe résidentiel Tourgueniev en l'honneur de l'écrivain russe. Les



militants qui ont tenté d'empêcher le démantèlement ont été battus par des voyous. Klitchko, qui est impliqué dans de nombreuses affaires de corruption et de liens avec la mafia, comme toujours, aggrave la situation de la ville pour tous ses habitants. Alors que les Russes détruisent nos villes avec des missiles, Klitchko détruit Kyiv avec des excavatrices. Tout cela pour l'argent et la «grande culture russe» (Tourgueniev, un nom très révélateur et symptomatique). Aujourd'hui, alors que des militants sont au front ou sont morts pour notre liberté, l'administration de la ville de Kyiv tente de tout faire en silence. Mais cela ne marche pas.

Rassemblement aujourd'hui 20 juillet, à 20 heures, Khreshchatyk 36.

Si nous ne montrons pas que nous nous sentons concernés, ils continueront à transformer notre ville en un magasin de pacotille.

CERCLE UKRAINE PROGRESSISTE



21 JUILLET

Arrêtez de démolir notre ville!

Dans la soirée du 20 juillet, un millier de personnes ont manifesté devant l'administration de la ville de Kyiv après la démolition non autorisée d'une maison construite à la fin du 19^e siècle. Les manifestants scandaient: «Arrêtez de détruire notre ville!», «Arrêtez de détruire notre ville», «Arrêtez de détruire Kyiv», «Quand commencerons-nous à choisir le patrimoine, pas Tourgueniev», «Non à l'arbitraire du conseil municipal de Kyiv».

Le bureau du procureur général a ouvert une procédure pénale. Cette zone fait partie du quartier historique de la capitale. Et les travaux de construction nécessitent l'autorisation du ministère de la culture.

Video du rassemblement:

www.youtube.com/watch?v=jtfE3yLqI_E&t=7s

Comment le Covid-19 et la guerre ont affecté les infirmières en Ukraine

OLENA TKALITCH¹

Ces dernières années, le système médical ukrainien a subi deux chocs majeurs: le Covid-19 et l'invasion russe à grande échelle. Dans les deux cas, la demande de personnel de santé a augmenté, tout comme le risque réel pour leur vie. Dans le même temps, la majorité du personnel médical en Ukraine est constituée d'infirmières. Les données sur leur situation actuelle, obtenues dans le cadre de l'étude de Sois comme Nina sur la situation des infirmières, ainsi qu'une analyse des changements dans la législation ukrainienne, ont montré que ces deux défis de grande envergure ont eu des impacts différents sur leurs droits sociaux. Alors que dans le premier cas, l'attention portée aux problèmes du secteur médical et les changements en faveur des infirmières étaient tangibles, dans le cas de la guerre, au contraire, il y a eu un recul. Cela s'explique probablement aussi par l'amoindrissement général des droits du travail dans le contexte de la déréglementation «anticrise». Cependant, il est également important de noter le rôle ambivalent des infirmières, qui englobe à la

1. Olena Tkalitych est journaliste, rédactrice en chef de l'agence de presse Socportal et membre du Mouvement social. 20 juin 2024 Illustration: Katya Gritseva. Traduction: Patrick le Tréhondat.

fois les soins et l'assistance médicale. Selon les chercheuses Julia Nelson et Nancy Folber, les infirmières doivent souvent résister à la perception d'être de «bons anges» ou des «faiseuses d'oreillers» plutôt que de véritables professionnelles. Et la comparaison des défis de la pandémie et de la guerre montre bien comment cette ambivalence modifie leur pouvoir de négociation, c'est-à-dire leur capacité à lutter pour de meilleures conditions de travail.

« Quel genre de réforme est-ce pour que les médecins n'aient pas de masque ? »

La création du mouvement Sois comme Nina, qui défend les droits des infirmières ukrainiennes, l'introduction de la principale étape de la réforme des soins de santé et l'apparition de la pandémie de Covid-19 ont en fait coïncidé dans le temps. Les infirmières ont pu tirer parti de cette coïncidence temporelle et de l'attention considérable portée par les médias au secteur médical. Les protestations dans les hôpitaux en réponse aux réductions de personnel et de salaires dues à la réforme des soins de santé, les problèmes liés à la protection des travailleurs de la santé contre le Covid-19, etc. se sont généralisés dans le pays.

Des manifestations dans les hôpitaux ont balayé tout le pays en réponse aux réductions de personnel et de salaire dues à la réforme médicale, aux problèmes de fourniture d'équipements de protection Covid-19 aux travailleurs de la santé, etc. En février 2020, les militantes de Sois comme Nina ont organisé une manifestation contre la réforme médicale. Et au printemps, après son entrée en vigueur avec ses réductions de salaire, des manifestations locales ont eu lieu dans les principales institutions médicales du pays, par exemple au centre de diagnostic de Kyiv, la plus

grande clinique psychiatrique, et au centre d'urgence de Lviv. Plusieurs directeurs d'hôpitaux ont alors entamé une grève de la faim.

Plus tard, les raisons du mécontentement ont été l'insuffisance de la protection contre le Covid-19 et l'absence des primes de «quarantaine» promises. Les médecins ont commencé à publier sur Facebook des captures d'écran indiquant les montants reçus sur leurs comptes en banque. Des informations similaires ont été accumulées dans le groupe Facebook de Sois comme Nina.

La cofondatrice du mouvement, Yulia (nom modifié), une infirmière de 42 ans, explique que c'était une époque où le personnel médical n'avait plus peur de parler publiquement de son mécontentement et où les médias étaient prêts à les écouter.

C'est dans le contexte de cette pandémie que toutes les failles et les plaies du secteur médical sont remontées à la surface. Il s'agit de la base matérielle et technique, de la pénurie de personnel, du manque de respect envers le personnel et les patients. Grâce aux efforts des patients, des personnels de santé et de la presse, il n'est tout simplement plus possible d'étouffer l'affaire.

Pour celle-ci, la pandémie a été un moment où ses connaissances ont été négligées parce qu'elle n'était «qu'une infirmière et qu'elle devait savoir où était sa place».

Lorsque le Covid a commencé, nous avons admis une petite fille. J'avais des informations très intéressantes sur le Covid que j'avais rapportées et que je voulais partager parce que j'avais participé à une conférence médicale internationale. J'ai dit que cette enfant était atteinte du Covid. Il s'est avéré que j'avais raison. Mais au lieu de réagir normalement, le médecin a commencé à dire : «Pourquoi





utilisez-vous ces concepts? Vous n'y connaissez rien!»



En raison du diagnostic erroné de la patiente, Yulia a elle-même contracté le Covid, puis l'ensemble du service hospitalier. Dans le même temps, l'infirmière n'a pas reçu l'indemnité d'assurance appropriée en cas d'infection sur le lieu de travail, comme la plupart des travailleuses de la santé, et a été victime de harcèlement moral de la part de l'administration de l'hôpital, puis a dû quitter son emploi.

Selon Yulia, des journalistes locaux l'ont interviewée sur la situation du Covid à l'hôpital, mais ont présenté les informations de manière très provocante. Cette situation, ajoutée à un conflit antérieur avec la direction, a été à l'origine de son licenciement.

Plus tard, ils m'ont époustouffée. Le médecin en chef a appelé mon mari. C'était un stress supplémentaire énorme. J'étais très mal à l'aise, car la pression venait de ce côté-là [des liens familiaux]. Mais après cela, [le médecin en chef] m'a appelée et je n'ai plus eu peur.

Le cas de la fondatrice du mouvement, Nina Kozlovska, une infirmière de 50 ans, est également exemplaire dans le contexte de la pandémie. Elle a dénoncé publiquement la corruption du médecin-chef qui, selon elle, vendait des masques médicaux à la pharmacie de l'hôpital, alors que le personnel était contraint de «coudre ses propres masques».

J'ai alors diffusé une vidéo en direct [sur Facebook] et j'ai dit: Quel genre de réforme est-ce, que le «personnel de santé n'ait pas de masques?» La commission de district est arrivée le lendemain. J'étais à la maison et les filles [les infirmières] m'ont appelée pour me dire: «Nina, tu n'as aucune idée de ce qui se passe! Ils apportent des paquets entiers de masques à la pharmacie [de l'hôpital].» J'ai compris que l'administration préparait une commission. Après cela, le directeur a commencé à se venger de moi.

Nina a été victime de harcèlement moral et a été mutée à un poste moins bien rémunéré, et a finalement travaillé dans une clinique privée. En fin de compte, cette expérience a renforcé le désir des infirmières de ne pas revenir à l'ancien système corrompu et hiérarchique, et a démontré l'incapacité du nouveau système à faire face aux défis de la pandémie et à contrôler les activités de médecins-chefs peu scrupuleux.

Lorsque ces cas, en particulier celui de Nina, sont devenus publics, ils ont attiré l'attention de nombreuses autres infirmières qui ont pu s'associer aux animatrices du mouvement. En même temps, elles se sont pour la plupart abstenues d'agir activement, car ces exemples donnés se sont soldés par des attaques et des pertes d'emploi pour les militantes.

Toutefois, des changements positifs sont intervenus pour le personnel médical au niveau général. Au cours de la deuxième année de la pandémie, les

salaires des médecins et des infirmières en Ukraine ont été considérablement augmentés. Depuis janvier 2022, ils ont effectivement doublé. Et bien que les militantes ne disent pas directement qu'elles en sont responsables, elles le pensent. Par exemple, l'une des cofondatrices du mouvement, Anna, une infirmière de 35 ans, note : «Le Covid a contribué à l'augmentation des salaires. Mais nous avons soulevé cette question beaucoup plus tôt.»

Ainsi, outre le succès médiatique incontestable du mouvement Sois comme Nina, les conditions spécifiques créées par la pandémie ont également affecté les salaires. Elles ont accru le pouvoir de négociation du personnel de santé, c'est-à-dire leur capacité à influencer leurs conditions de travail. Par exemple, au cours du Covid-19, les soins aux patients ne pouvaient pas être transférés à des proches ou à d'autres personnes parce que les patients étaient isolés. Par conséquent, personne d'autre que le personnel médical n'avait accès à eux et ne pouvait les soigner. Cela a contribué à la défense des intérêts du personnel médical, tant en Ukraine que dans d'autres pays.

La guerre a bloqué le chemin de la lutte

Un mois après l'augmentation des salaires du personnel médical, une guerre de grande ampleur a éclaté, ce qui a d'abord créé le chaos, en particulier dans les zones touchées par les combats. Certains hôpitaux et leur personnel ont été occupés, bombardés ou détruits : après deux ans de guerre, plus de 1 500 installations ont été endommagées, 195 ont été détruites et environ 200 travailleurs médicaux civils ont été tués. Dans le même temps, le personnel de certaines institutions médicales est parti en masse pour se sauver et sauver leurs proches. Vita (nom

modifié), une infirmière de 49 ans originaire de Kyiv qui élève seule deux adolescents, a raconté comment elle s'est rendue à son travail pendant l'offensive russe sur la capitale.

Nous sommes parties pour quatre jours. Je prenais le relais pendant quatre jours, puis une autre infirmière me remplaçait. En même temps, elle n'avait pas de famille, pas d'enfants. J'ai deux enfants qui sont restés avec ma belle-mère pratiquement sous la ligne de feu, parce que j'habite dans la banlieue de Kyiv, où l'attaque a eu lieu, non loin d'Irpin. Ma belle-mère est restée avec les enfants dans l'abri antiatomique quand je travaillais pendant quatre jours.

Cette situation était courante au début de la guerre, et ceux qui restaient au travail motivaient souvent leur décision par un sens du devoir. Elle est également liée au concept de «prisonniers de l'amour²», quand les travailleurs du secteur des soins refusent de faire grève ou d'entreprendre d'autres actions susceptibles de nuire à leurs patient·es. Dans le cas de l'Ukraine, toutefois, ce concept a été exagéré, bien que certains membres du personnel aient été prêts à risquer leur vie et pas pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Cependant, après les premiers mois de choc, la plupart des hôpitaux ont repris leurs activités normales. Selon l'infirmière Yulia, le personnel ignore la plupart du temps les alarmes de raids aériens.

Le personnel a été formé pour descendre au sous-sol en cas d'alarme. Mais il s'agit d'une recommandation : vous pouvez ou vous pouvez ne pas le faire. En réalité, c'est fortement déconseillé, personne ne va [à l'abri] parce que tout le monde se moquerait.

2. Paula England, «Emerging Theories of Care Work», www.annualreviews.org/content/journals/10.1146/annurev.soc.31.041304.122317, 2005.







Par conséquent, le travail du personnel de santé ne semble pas beaucoup plus dangereux que celui des sauveteurs, des ingénieurs en électricité ou des travailleurs de la défense. Cette situation est très différente de ce qui s'est passé pendant la pandémie.

Cela se reflète également dans la législation ukrainienne. Le 13 janvier 2023, le gouvernement ukrainien a adopté la résolution n° 28 sur certaines questions relatives à la rémunération des employé·es des établissements de santé publics et municipaux, qui autorise les hôpitaux à réduire les salaires du personnel au niveau minimum si les coûts de main-d'œuvre de l'hôpital dépassent 85 %. Un certain nombre de primes en espèces ont également été annulées. Au lieu de cela, le gouvernement a augmenté les salaires des médecins civils dans les zones de première ligne, ce qui, selon la région, représentait une prime de 5 500 ou 2 000 UAH.



Nina, la fondatrice du mouvement des infirmières, estime que les infirmières ont actuellement peu d'occasions de défendre leurs droits :

La guerre a bloqué le chemin de la lutte. Bien sûr, l'accent est désormais mis sur la ligne de front, sur l'armée. Et nous comprenons qu'il est quelque peu erroné de contester. Mais c'est nécessaire, car malgré la guerre, les travailleurs de la santé doivent être payés.

Les militantes estiment que leur droit à lutter pour de meilleures conditions de travail perd de sa légitimité aux yeux de la société par rapport à la pandémie. Cependant, elles insistent sur l'importance de leur travail en tant que clé de l'existence de la société.

En ce qui concerne l'attitude des autorités, le cas de l'année dernière, lorsque des représentants du ministère de la santé se sont montrés plutôt impolis envers les militantes de Sois comme Nina qui souhaitaient

rencontrer le ministre, est illustratif. En outre, selon le cofondateur de Sois comme Nina, le docteur Oleh (nom modifié), âgé de 61 ans, après la réforme des soins de santé et la décentralisation, le ministère de la santé a abandonné son rôle de régulateur des conditions de travail des médecins. Récemment, les militantes ont rencontré un représentant de la commission parlementaire de la santé, Mykhailo Radutskyi. Cependant, comme le note Oleh, après la conversation, elles ont eu l'impression que «ni le ministère de la santé, ni lui personnellement, ni aucun autre fonctionnaire de haut niveau ne peut officiellement faire quoi que ce soit, car les directions et le médecin en chef qu'elles ont cités sont les seuls responsables du sort du personnel médical».

Ces conséquences de la réforme médicale et de la décentralisation, ainsi que le changement d'orientation de la société et du gouvernement en raison des menaces militaires, ont affecté la situation des soignants civils. Les personnages principaux dans les médias sont les médecins de combat qui travaillent aux endroits les plus dangereux sur la ligne de front et dans les centres de stabilisation des blessés. Ils sont subordonnés au ministère de la défense et leurs salaires sont nettement plus élevés, pour des raisons évidentes. Cependant, l'importance du personnel médical civil pour la société, en temps de paix comme en temps de guerre, n'a pas disparu et, malheureusement, le problème des salaires chroniquement bas, souvent minimes, dans le secteur n'a pas disparu.

Délégation des soins

Outre un certain nombre de réformes, un changement d'attention de la part de la société et des autorités, et les risques que la guerre fait courir à tous les civils, et pas seulement aux professionnels de la santé, il existe une autre raison pour laquelle il

est aujourd'hui plus difficile pour les infirmières de défendre leurs intérêts. Alors que pendant la pandémie, seul le personnel médical pouvait prodiguer des soins aux patients, aujourd'hui, une partie des soins prodigués aux soldats blessés peut être déléguée aux proches.

Cela peut être perçu comme normal tant par la société que par les infirmières elles-mêmes. Selon les chercheurs du [Centre des droits humains pour les militaires et les anciens combattants](#) Pryncyp, les proches «prennent souvent en charge l'ensemble des besoins des blessés ou des malades: soins physiques, soins émotionnels, suivi du traitement, recherche de spécialistes et d'hôpitaux, communication». Outre le fait que cette assistance non professionnelle peut être de mauvaise qualité, elle est généralement inaccessible aux soldats qui n'ont pas le soutien de leurs proches. Cependant, d'une manière générale, la situation conduit à une moindre dépendance vis-à-vis des infirmières dans la prise en charge des blessés.

Des pratiques similaires étaient également courantes avant la pandémie, lorsque le problème du manque de personnel a été résolu non pas en augmentant le nombre d'infirmières, mais en impliquant les proches dans les soins. Selon Hanna, une infirmière qui travaille actuellement aux États-Unis, cela aurait pu avoir des conséquences négatives.

Un grand nombre de patients victimes d'un accident vasculaire cérébral meurent au cours de la première année parce que leurs proches ne savent pas comment s'occuper d'eux et que les médecins de famille ne peuvent pas faire face à cette charge de travail. Aux États-Unis, une infirmière est mise à la disposition du patient, et un parent malade dans la famille n'a pas d'incidence sur son activité. En Ukraine, c'est un désastre.

Selon elle, la pénurie constante d'infirmières aux États-Unis, malgré le recrutement actif de travailleurs migrants et d'importants investissements dans la formation, est due aux normes de soins médicaux beaucoup plus élevées qu'en Ukraine.

Le système américain n'a pas le temps de produire autant de spécialistes. La nation vieillit, la médecine progresse et les besoins sont différents. Si nous avons en Ukraine une infirmière pour 30 patients dans notre service, il y aura cinq infirmières pour 30 patients ici [aux États-Unis].

Autre illustration du manque de personnel et de l'impossibilité pour les infirmières ukrainiennes à remplir pleinement leurs fonctions sans l'aide des patients ou de leurs proches, les hôpitaux manquent souvent d'une sécurité adéquate. Par exemple, Nina nous a raconté les cas suivants :

Le garde n'était qu'à la réception, mais quand une bagarre éclate, où se réfugie-t-on? Vous essayez de calmer vous-même l'agresseur pour qu'il ne frappe pas les patient·es. [...] Alors que j'étais enceinte – j'avais déjà un gros ventre – une bagarre a éclaté. Il m'a donné un coup de pied dans le ventre [...]. Il y a environ quatre ans, il y avait un patient costaud, d'environ deux mètres de haut, qui a commencé à jeter des chaises. Il y avait trois patients malades à côté de lui. Une infirmière et moi-même l'avons attrapé par les bras, mais il nous a repoussés. Un patient qui pouvait marcher est venu nous aider.

Tout cela affecte sans aucun doute l'état émotionnel des infirmières ukrainiennes, leur surexploitation et, en fin de compte, la qualité des soins médicaux. Cependant, en fin de compte, un désastre complet des soins est évité grâce à l'implication des parents des patients. Paradoxalement, les autorités sont moins incitées à améliorer la situation des infirmières



que pendant la pandémie. Un autre indice est qu'on n'a pas interdit aux citoyens qui ont une formation médicale de quitter l'Ukraine, bien que les discussions sur cette question aient commencé dès le risque d'une invasion russe en 2021. Cependant, rien ne prouve qu'il y ait un nombre disproportionné d'infirmières parmi les réfugiées ukrainiennes. Les statistiques montrent plutôt que ce sont les habitantes des grandes villes et des régions industrielles ayant un niveau d'éducation élevé et, probablement, un certain «matelas financier» qui ont quitté l'Ukraine. Compte tenu des bas salaires, les infirmières sont moins susceptibles d'appartenir à cette catégorie de personnes. En outre, le concept susmentionné de «prisonniers de l'amour» peut avoir influencé la décision de certaines d'entre elles de partir ou de rester.



La période de la pandémie de Covid-19 a permis de remporter des victoires et de progresser dans la lutte contre la dévalorisation du travail des infirmières. Nombre de ces réalisations sont directement ou indirectement liées à l'activité du mouvement Sois comme Nina.

Cependant, la pandémie a créé des conditions uniques où seul le personnel médical pouvait s'occuper des patient·es et c'est lui qui a le plus risqué sa vie. L'impossibilité de transférer une partie des responsabilités de soins aux proches des patients pendant la pandémie a été l'un des facteurs clés qui ont contribué à la réussite de la défense des intérêts des professionnel·les de la santé. Actuellement, en Ukraine, les médecins sur la ligne de front se trouvent en partie dans des conditions similaires mais, pour ces raisons et d'autres tout aussi compréhensibles, ils reçoivent une plus grande reconnaissance de la part du gouvernement et de la société.

La situation spécifique de l'Ukraine, qui est passée brutalement d'un choc extrême à un autre, a montré

que, bien que le travail des infirmières soit essentiel pour la société, la possibilité de recourir à des soins non rémunérés plutôt qu'à des soins rémunérés contribue à résoudre la «crise des soins» sans améliorer les conditions de travail dans le secteur de la santé. Cette situation montre la position ambivalente des infirmières, dont le travail rémunéré est remplacé par des soins non rémunérés prodigués par des membres de la famille chaque fois que cela est possible.

Cette décision exacerbe l'inégalité entre les sexes, car les soignants non rémunérés sont principalement des femmes, et la crise est donc «résolue» au détriment de leurs ressources. En outre, elle comporte des risques pour les patient·es, car ces soins non rémunérés ne sont pas effectués par des professionnel·les. Par conséquent, cela permet aux autorités de reporter indéfiniment la résolution des problèmes chroniques, souvent critiques, du secteur de la santé en Ukraine, en particulier ceux liés aux conditions de travail et de rémunération.



Pour en savoir plus sur le livre, cliquer sur la couverture.

ÉCLAIRAGES

Un an après la tragédie du barrage de Kakhovka

MARTA SLOBODA¹

L'année dernière, les prédictions ont été nombreuses et variées, voire effrayantes. Certains ont parlé de boues radioactives provenant de la centrale nucléaire de Tchernobyl qui s'infiltreraient dans l'eau, de la mort de nombreuses espèces, de la perspective d'une terre morte où il ne se pousserait rien pendant des décennies. Qu'observe-t-on aujourd'hui dans la zone inondée? Les prédictions se sont-elles réalisées?



Dès les premiers jours qui ont suivi la tragédie, il y avait des raisons de douter de ces évaluations. En effet, aujourd'hui, il n'y a pas de boues radioactives au fond du réservoir de Kakhovka, dans le bas Dniepr ou dans la mer Noire. Le principal événement survenu cette année est que la ligne de front a très peu changé dans cette région. En d'autres termes, il n'y a pas eu de libération de la rive gauche de la région de Kherson. Nous n'avons qu'une tête de pont des forces armées ukrainiennes sur la rive gauche à Krynky. D'une manière générale, la rivière Dniepr reste la ligne de front entre Kamianske et l'embouchure du Dniepr, l'estuaire du Dniepr-Bug. Et c'est le principal facteur qui détermine l'ensemble de la situation.

Par conséquent, certains processus qui auraient pu être mis en œuvre (comme la restauration des systèmes d'irrigation ou des canalisations) n'ont pas encore eu lieu et il convient d'en tenir compte. La situation devrait se poursuivre dans les prochains mois. En d'autres termes, nous traverserons probablement l'été avec une ligne de front à peu près identique. C'est la circonstance déterminante qui dicte toutes les actions.

La deuxième chose que je voudrais souligner, c'est que les conséquences de l'explosion du barrage sont différentes selon les régions. Nous devons examiner séparément les conséquences pour l'ancien réservoir de Kakhovka, qui a été asséché, et les habitats et écosystèmes qui se sont temporairement formés à sa place. Certaines de ces conséquences sont à moyen terme, d'autres à long terme. Nous n'en savons rien. Il y a maintenant une plaine inondable sur le Dniepr et sur plusieurs de ses bras. Avant-hier, je regardais des images satellites qui montrent qu'il y a eu une inondation au printemps et que désormais le réservoir sur le site de Kakhovka couvre presque un tiers de l'ancienne zone d'eau. Il y a une plaine inondable et une forêt à cet endroit. C'est ce qu'ont observé les botanistes qui se sont rendus sur place dans le cadre d'une expédition dirigée par Anna Kuzemko, Oleksandr Khodosovtsev et Ivan Moisienko.

La situation est différente dans la vallée du Dniepr inférieur, dans ses tronçons et dans la zone plus large. Il convient également de tenir compte de la situation sur la péninsule de Kinburn, qui, comme les sables d'Olechky, était à moitié inondée (mais dont la plus grande partie est aujourd'hui hors d'eau). Nous examinons séparément la situation dans l'estuaire du Dniepr-Bug. La situation est différente dans la zone offshore, la partie nord-ouest de la mer Noire.

1. Responsable de projet à la revue [Kunsh](#). Article publié le 7 juin 2024.
Traduction Patrick Le Tréhondat

La situation est tout à fait différente dans toute la partie de la rive gauche des régions de Kherson et de Zaporijjia, dans le nord de la Crimée et à Prysyvach (dans cette vaste région se trouve la baie de Sivach de la mer d'Azov). La même chose se passe dans l'isthme de Perekop, dans la mer d'Azov. Tous ces cas sont très différents. C'est pourquoi nous pouvons, par exemple, lire des rapports optimistes d'une expédition botanique travaillant dans la partie nord de l'ancien réservoir de Kakhovka, où la renaissance végétale se déroule avec succès et où de jeunes forêts poussent. Dans le même temps, on peut lire des rapports plus sombres d'hydrobiologistes qui affirment que des changements irréversibles se sont probablement produits dans l'écosystème du cours inférieur du Dniepr et que diverses populations d'espèces de poissons risquent de disparaître. Ou encore d'entendre les prédictions des terriologistes et des herpétologistes sur les pertes possibles de la faune dans les territoires occupés de la rive gauche, des sables d'Olechky et de Kinburn. Mais toutes ces situations ont bien sûr une racine unique – elles découlent de l'ébranlement du barrage, et doivent donc être considérées à la fois séparément et conjointement. D'une part, on peut dire que les effets à court terme se sont quelque peu dissipés et que la situation environnementale globale est plus ou moins revenue à la situation antérieure à la catastrophe, du moins extérieurement – comme on peut le dire de la partie nord-ouest de la mer Noire. Tout ce qui aurait pu mourir l'a fait dans les premiers jours (par exemple, il y a eu une mort massive de moules).

Ensuite, il y a eu une prolifération de microalgues avec une possible libération de toxines, qui fait encore l'objet d'études. Aujourd'hui, nous n'en sommes qu'aux premières conséquences. Cependant, dans d'autres zones, divers processus sur l'écosystème

continueront à se développer. Par exemple, au fond d'un réservoir, qui s'est rempli, puis vidé, la situation change. Nous avons vu les conséquences à court terme, et nous commençons maintenant à voir les conséquences à moyen terme. Parmi celles-ci, je voudrais souligner les signes de propagation des espèces invasives, tant végétales qu'animales. Tout d'abord, le processus est observé depuis plusieurs années dans les écosystèmes aquatiques: la mer Noire et le cours inférieur du Dniepr. Mais cette tendance s'est considérablement accentuée ces dernières années. En particulier, parce que le changement climatique mondial et régional est en cours et que notre climat se réchauffe. Dans un contexte de guerre, à quoi s'ajoutent la destruction et la transformation des écosystèmes naturels. Dans ces conditions, les nouvelles espèces envahissantes prennent l'avantage. En effet, elles sont envahissantes parce qu'elles se reproduisent plus rapidement, survivent mieux et s'implantent dans des zones où elles n'existaient pas auparavant. La situation est particulièrement catastrophique lorsqu'il s'agit d'espèces reliques qui ont miraculeusement survécu dans une zone donnée, alors qu'elles n'existent plus dans les zones voisines.

Sur la toile de fond de ce changement catastrophique, une nouvelle espèce envahissante arrive, acquiert rapidement un avantage évolutif et écologique, augmente ses effectifs et modifie ainsi complètement la composition de la faune et de la flore. Cela ne s'est pas encore produit, mais nous en voyons de nombreux signes dans les écosystèmes aquatiques, comme l'ont déclaré des experts de différents organismes, dont des scientifiques de l'Institut de biologie marine. Ils ont récemment publié un article important sur les conséquences de l'explosion des barrages et ont organisé une table ronde à ce sujet, au cours de laquelle j'ai également pris la parole. Il



y a donc des conséquences, elles sont nombreuses et s'inscrivent dans le moyen terme. À ce stade, nous pouvons affirmer que la conséquence la plus grave à moyen terme pour l'écosystème au sens très, très large (c'est-à-dire l'ensemble de l'Ukraine méridionale, le Dniepr inférieur et la partie nord-ouest de la mer Noire) est la propagation de nouvelles bio-invasions. Une autre conséquence à moyen terme, plus ou moins évidente et clairement visible sur les images satellites, est la sécheresse. En raison de la destruction du canal de Crimée du Nord et des systèmes de l'oblast de Zaporijjia, l'ensemble du paysage est déshydraté, la steppe devient plus aride, ce qui est visible même à l'œil nu sur les images satellites.

Quelle est l'ampleur du problème de la sécheresse à long terme?



La désertification menace principalement les régions qui sont actuellement les plus arides: Prysyvach, l'arène inférieure du Dniepr, en particulier les sables d'Olechky. En d'autres termes, là où le climat est déjà sec, il le deviendra encore plus. Et là où il y a aujourd'hui des semi-déserts, de véritables déserts pourraient apparaître. Il s'agit là d'une perspective à moyen terme. Il y a un changement climatique, et si le régime hydrique n'est pas rétabli, par exemple sous la forme d'une irrigation, c'est-à-dire d'un approvisionnement en eau, il y aura certainement une désertification.

Sans système d'irrigation, les agrocénoses² ne seront pas restaurées ou devront être remplacées par des cultures plus résistantes à la sécheresse. En d'autres termes, elles ne se rétabliront pas et nécessiteront une intervention humaine active, soit pour restaurer les écosystèmes naturels, soit pour restaurer les paysages

agricoles. Il est évident que nous sommes également confrontés à des risques à court terme. Il suffit de mentionner l'exploitation minière permanente des territoires. En d'autres termes, il est très probable que, par exemple, le territoire de la ligne de contact dans la région de Zaporijjia, dans la zone de Robotyno, Dorojnyanka, Nesterianka ou Kamianske, soit extrêmement miné. C'est le risque auquel nous sommes confrontés aujourd'hui. Ce risque ne disparaîtra pas même après notre victoire. Il nous accompagnera à moyen et à long terme. Et c'est la perspective du déminage – d'abord militaire et ensuite humanitaire – qui sera une tâche plus urgente face à l'invasion ou la désertification. Une grande partie du territoire est encore sous occupation. Il est donc très difficile de calculer les dommages ou les pertes subis.

Comment les scientifiques parviennent-ils à obtenir des informations sur la situation?

La quasi-totalité des informations provenant des territoires occupés vient d'une surveillance à distance ou (le plus souvent) par satellite, ce qui nous permet d'user d'une gamme limitée d'indicateurs. Par conséquent, la plupart des informations proviennent de chercheurs qui étudient, par exemple, la couverture végétale, le régime d'humidité, l'état de l'agriculture, les sols, etc. Elles proviennent d'évaluations liées à l'agriculture, à la couverture végétale générale et aux sols. De même, la surveillance des incendies fournit des estimations de grande qualité. Cependant, il n'existe pas de telles estimations pour la faune, en particulier pour les espèces rares. Elles ne seront pas disponibles avant la désoccupation – il faut être réaliste à ce sujet. Mais nous pouvons évaluer, par exemple, l'adéquation des paysages à la survie de certaines espèces. Des rapports indirects provenant de certains territoires occupés (cela ne s'applique

2. NdT. Une agrocénose est une biogéocénose créée par l'homme (écosystème artificiel).

pas à la Prysyvachia) indiquent que certaines espèces d'oiseaux n'y nichent plus. Il s'agit toutefois d'informations isolées et aléatoires. Il n'y a pas de telles informations concernant les mammifères, par exemple. Lorsque les gens ont évacué les zones inondées, nous avons eu connaissance de beaucoup d'histoires sur le sauvetage d'animaux domestiques. Mais il est très difficile de sauver des animaux sauvages dans une telle situation. Des opérations de sauvetage d'animaux sauvages (par exemple les chevreuils) ont été menées dans la région d'Odessa, où certains ont été remis dans de l'eau douce (tritons). Il se peut que quelque chose ait été fait à Kherson même, car des animaux ont été sauvés en différents endroits et, bien sûr, dans la zone inondable. Dès les premiers jours, il a été signalé qu'il y avait un risque que, par exemple, plus de la moitié de l'ensemble de l'aire aux abords du Dniepr soit inondée. Comme ces territoires sont toujours occupés, aucune évaluation de ce type ne sera effectuée avant la désoccupation.

La seule chose que l'on peut affirmer avec un optimisme prudent est qu'une partie du territoire des sables d'Olechky n'a pas été endommagée, de même que certaines zones de Kinburn. On peut donc espérer que ces espèces ont été préservées. En ce qui concerne les espèces aquatiques, je n'ai pas connaissance de nouvelles évaluations. Et il est clair que de telles évaluations peuvent être extrêmement difficiles parce que le Dniepr reste une ligne de front. Mais je pense qu'immédiatement après la désoccupation, de telles évaluations seront possibles. En particulier, les études d'ADN environnemental gagnent en popularité aujourd'hui, et plusieurs groupes de recherche ukrainiens les mènent. Je pense donc que si ces espèces sont présentes dans l'écosystème, nous en entendrons bientôt parler.

En quoi consiste cette recherche?

Des échantillons d'eau sont prélevés, l'ADN en est extrait, puis séquencé et la composition en espèces de l'eau est identifiée. Bien entendu, le problème est qu'il faut disposer d'échantillons d'ADN de référence pour chaque espèce afin de déterminer si elle est présente. S'il s'agit d'une espèce endémique, l'échantillon de référence peut ne pas être disponible, et il faudra du temps pour le trouver. Mais il s'agit plutôt d'une perspective d'amélioration des méthodes.

Plusieurs instituts travaillent ensemble dans cette région : l'Institut de biologie marine, le Centre scientifique ukrainien pour l'écologie marine, l'Université nationale d'Odessa et un certain nombre d'autres institutions scientifiques. Dans l'ensemble, les données disponibles indiquent que la plupart des effets ont probablement été de courte durée. Dans un premier temps, la mer d'Odessa est restée fraîche pendant plus de dix jours, ce qui est extrêmement inhabituel. Au cours de cette période, une prolifération massive de microalgues s'est produite. Cette prolifération massive a entraîné l'absorption de la majeure partie de la matière organique. Une fois le pic de l'efflorescence passé, il s'est avéré que l'état de l'eau et la teneur en nutriments de l'eau étaient à peu près les mêmes qu'avant l'explosion du barrage. Ainsi, tout ce qui pouvait mourir est mort dans les premiers jours. Et environ trois mois après l'explosion du barrage de Kakhovka, la situation est revenue à peu près à la normale.

Cependant, dans le même temps, par exemple, des excès significatifs de certains métaux lourds, tels que le chrome et le manganèse, ont été trouvés. On peut supposer que ces métaux sont restés dans l'écosystème, qu'ils se sont ajoutés aux chaînes trophiques et





qu'ils continueront à affecter l'ensemble du biote³ de la région. D'autres substances chimiques n'ont probablement pas été identifiées à temps. Cependant, des échantillons ont été prélevés et peut-être que dans un an ou quelques années, on déterminera que d'autres substances dangereuses ont été libérées.

Nous avons nous-mêmes trouvé un marsouin – un cétacé – mort quelques jours après l'explosion du barrage. Il avait l'estomac plein (c'est-à-dire qu'on peut dire qu'il est mort immédiatement après son dernier repas) de poissons d'eau douce: gardons, poissons-chats. Il s'agit probablement d'un empoisonnement. L'enquête toxicologique est toujours en cours et prendra probablement beaucoup de temps. Mais on ne peut pas exclure qu'il y ait eu des effets

toxicologiques divers – empoisonnement par l'eau avec des substances diverses. Et peut-être que ces effets auront encore des conséquences.

Le chrome et le manganèse peuvent affecter les espèces marines. Ils peuvent provoquer des intoxications et des troubles de divers systèmes organiques. Plus de 50 % du réservoir de Kakhovka est devenu une forêt de saules. Beaucoup de gens se réjouissent, car cela ressemble à une renaissance de la région. Est-ce un bon signe? Je ne sais pas. J'attends aussi les rapports des botanistes qui viennent de rentrer de là-bas. Nous verrons ce qu'ils ont à dire et quelles sont leurs prévisions. Pour ma part, je n'ai pas de prévisions sur l'évolution de la forêt dans cette zone. J'ai plutôt une question: que se passe-t-il dans les 50 % restants? Il y a des marais, de la vase et du sable. Ce paysage change au fil des saisons. Je n'ai aucune

3. NdT. Ensemble des organismes vivants (plantes, micro-organismes, animaux...) que l'on trouve dans un secteur.

idée de la stabilité de cette plaine d'inondation que nous voyons dans la partie sud-est du réservoir: si elle devient peu profonde, s'il y a des sables ou de la forêt, ce qu'il adviendra de cette forêt, comment elle se comportera lors de la prochaine inondation, je n'en ai aucune idée.

Aujourd'hui, de nombreuses personnes parlent de restaurer la centrale hydroélectrique de Kakhovka après la victoire. Il existe déjà un décret gouvernemental à ce sujet, et les avantages sont nombreux: irrigation des territoires, logistique des céréales, et même approvisionnement en eau des résidents locaux. Bien sûr, il s'agit d'un projet qui demande beaucoup de temps et de ressources. Qu'en pensez-vous?

Pour ma part, je pense que les scénarios et les idées pour le développement de ce territoire devraient être basés non pas sur l'analyse des réalisations possibles, mais sur le principe de la minimisation des risques. Nous devons réfléchir aux menaces qui pèsent sur nous et à la meilleure façon de les minimiser. J'ai énuméré certaines de ces menaces. L'une d'entre elles est le danger des mines, une autre est le bombardement, etc. Le déminage prendra de nombreuses années. On ne sait pas encore si le barrage peut être restauré dans un environnement miné. Une analyse de sécurité pertinente sera probablement réalisée. Il est possible de ne pas pouvoir restaurer le barrage, mais que se passera-t-il alors? Une immense réserve naturelle, une réserve de nature ou une réserve de biosphère apparaîtra-t-elle à l'emplacement du champ de mines? Il est probable que ce sera le cas, au moins à titre de solution temporaire.

Par conséquent, il se peut que l'on conclue que pour minimiser les risques, il est nécessaire de reconstruire le barrage, mais que dans le même temps, en raison du danger que représentent les mines, cela soit

impossible. Nous nous retrouvons dans une sorte de cercle vicieux: pour minimiser les risques, nous devons faire quelque chose que nous ne pouvons pas faire en raison des risques. Néanmoins, les médias rapportent que des chercheurs qui n'avaient jamais eu accès au territoire de la Grande Prairie découvrent certains artefacts.

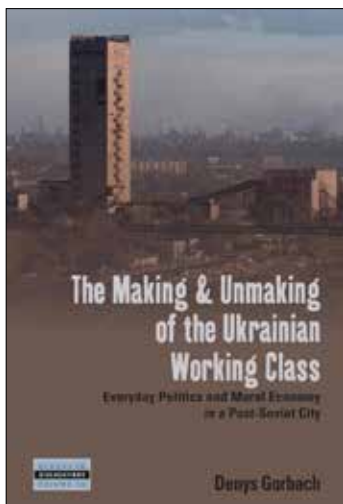
Pour être honnête, je suis choquée par ce genre de nouvelles qui passent vraiment inaperçues dans les médias. La plupart des monuments historiques de cette région sont situés sur les îles. Les îles sont situées sur la ligne de front. Les chercheurs ne sont pas autorisés à s'y rendre. Les bombardements ennemis sont constants et même sur la rive droite, toute recherche est extrêmement difficile, l'accès étant limité. Il y a une forte densité de mines, une densité encore plus forte de munitions non explosées. Donc, même sur la rive droite, il ne faut pas chercher quoi que ce soit maintenant, et c'est une occasion de mourir, pas d'acquérir des connaissances, je dirais.

Et pour ce qui est de mes intérêts scientifiques, à savoir la paléontologie, la plupart des sites sont situés sur la rive gauche occupée. Celle-ci est connue pour être fortement minée. Par conséquent, pour mon intérêt scientifique, je ne vois que des pertes dues à ce processus. Je ne sais pas quand je pourrai me rendre sur ces sites, à quoi ils ressemblent, quand ils deviendront sûrs, et si ce sera de mon vivant. Je n'ai donc qu'une vision pessimiste de la situation. Et je ne vois aucune raison d'être optimiste.

La première chose à faire est de soutenir nos forces armées et de désoccuper ces territoires. Il s'agit d'une condition préalable à toute négociation. Seule la désoccupation donnera à la région une chance de se rétablir. C'est très important. Le deuxième principe est que si nous ne pouvons pas faire quelque chose rapidement pour rétablir une vie paisible normale



(par exemple, si nous ne pouvons pas déminer rapidement), ces zones doivent être fermées et recevoir le statut protégé. D'ailleurs, pour autant que je me souviens, c'est exactement ce que notre cabinet ministériel a fait pour le territoire du fond du réservoir de Kakhovka. Il a été déclaré zone protégée. Et ce n'est pas une mauvaise idée. Après tout, quoi qu'il arrive à l'avenir, il est clair que ce territoire est dangereux aujourd'hui. Il est probable que la ligne de contact actuelle devienne également une zone de conservation de la nature pendant un certain temps. Enfin, ce que je considère comme l'objet d'une nouvelle action pratique dans un avenir proche est d'abord le déminage. Cela s'applique aux territoires récemment désoccupés, à la rive droite des régions de Kherson et de Mykolaiv et à d'autres zones. En d'autres termes, le déminage est le moyen le plus urgent pour restaurer les paysages naturels, l'accès aux paysages naturels et le retour à une vie paisible.



Pour en savoir plus sur le livre, cliquer sur la couverture.

Face à l'accord Ukraine-Espagne

LUIS M. SÁENZ¹

«En défense de l'Ukraine et de la paix sur le continent européen.

Pour faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine et pour qu'il réponde de ses crimes devant la justice internationale, nous défendrons indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, par la livraison d'armes nécessaires, l'annulation de sa dette extérieure, la saisine des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe dans le cadre permis par le droit international, l'envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires. Dans un contexte international de graves tensions et de retour de la guerre sur le continent européen, œuvrer au retour de la paix», Programme du Nouveau Front populaire.

1. Les 18 pages du protocole d'accord bilatéral 2024-2034 entre l'Espagne et l'Ukraine comportent plusieurs engagements : livraison à l'Ukraine d'armements (estimés d'ici à 2024 à 1 milliard d'euros) ; aide humanitaire et à la reconstruction ; soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne... Il ne s'agit pas d'un traité contraignant et je ne sais pas comment il sera mis en œuvre d'ici à 2034. Dans l'immédiat, en 2024-2025, je soutiens l'accord bilatéral et vous invite à surveiller/exiger sa mise en œuvre correcte et rapide par la base.

1. Madrid, juin 2024. Luis M/ Sáenz est coéditeur de la revue en ligne [Trasversales](#). Traduction M. Sanchez.

2. Sans armes suffisantes et livrées rapidement, l'Ukraine perdra et il n'y aura ni paix ni reconstruction. Demander des armes pour l'Ukraine n'est pas du bellicisme; Hitler aurait pris le contrôle du monde si personne ne s'était opposé par les armes à son expansion. Je suis pacifique, je suis pacifiste et je reconnais le droit à l'autodéfense individuelle ou collective, en cas de légitime défense ou pour défendre d'autres personnes ou groupes attaqués, exercé avec retenue. S'opposer à l'autodéfense de l'Ukraine n'est pas du pacifisme, et la laisser se défendre seule n'est pas de la solidarité. Ceux qui ont soutenu et soutiennent encore d'autres luttes armées, mais pas celle de l'Ukraine, ne peuvent pas la justifier au nom de la seule «paix».

S'opposer à l'autodéfense de l'Ukraine n'est pas du pacifisme, et la laisser se défendre seule n'est pas de la solidarité.

3. En ce qui concerne l'action armée, il n'y a pas de réponse universelle pour tout temps et en tout lieu. Le pacifisme et la solidarité doivent s'enraciner dans la singularité de chaque situation. Il faut dépasser les généralités pour penser et ressentir la guerre de Poutine contre l'Ukraine telle qu'elle est.

a) Il s'agit d'une guerre expansionniste contre un pays qui n'a pas attaqué la Russie et qui, en 1990, en tant que troisième État doté d'armes nucléaires, avait remis toutes ses armes nucléaires à la Russie en échange du respect de son intégrité territoriale et de sa sécurité.

b) Il s'agit d'une véritable guerre. Elle détruit l'Ukraine, dévaste ses infrastructures, a déplacé 10 millions de personnes et enlevé 20 000 enfants.

Plusieurs milliers de civils ukrainiens ont été tués, ainsi que des dizaines de milliers de ses combattants. Des dizaines de milliers de soldats russes ont été massacrés par Poutine. Depuis la gauche ou la droite, la décence consiste à s'opposer à la barbarie de Poutine et de Nétanyahou.

c) Pour Poutine, «l'Ukraine n'existe pas», «l'Ukraine est la Russie» et sa «Russie» comprend la Moldavie, la Géorgie, les États baltes, la Pologne, la Finlande, les eaux territoriales suédoises et l'île de Gotland, le Groenland ou l'Alaska. Pour son gourou Douguine, elle comprend également la Grèce, la Serbie, la Roumanie et la Bulgarie. Poutine parle d'un «monde russe» qui «ne s'arrête nulle part». L'«espace vital» de Poutine est similaire au *Lebensraum* nazi, qui a conduit à la Seconde Guerre mondiale. Sommes-nous dans une période proche de celle qui a précédé la Seconde Guerre mondiale, lorsque Hitler a encouragé le coup d'État de Franco, détruit Guernika, annexé l'Autriche, envahi les Sudètes et s'est partagé la Pologne avec l'URSS stalinienne? Ceux qui s'opposent à l'armement de l'Ukraine au nom de la paix se moquent-ils du pathétique Chamberlain pour lequel la Tchécoslovaquie, à 500 km de la France, était une «terre lointaine» où se disputaient des «gens dont on ne sait rien», ou de ceux qui ont cru dans le pacte Ribbentrop-Molotov?

d) Le poutinisme, comme le trumpisme ou le patriarcato-fascisme des ayatollahs, n'est pas un phénomène local: autour de ces pôles oscillent des courants qui, intégrés dans la logique capitaliste au même titre que les autres, diffusent et mettent en pratique des contre-valeurs réactionnaires, fascistes, fascisantes, totalitaires, féminicides ou néostalinienne: autoritarisme politique, négationnisme climatique (et parfois vaccinal), patriarcalisme et homophobie exacerbés, racisme, écrasement - quand



ils gouvernent – de la liberté d’expression et de la liberté d’association politique, syndicale ou civique, répression et assassinat de l’opposition. Dans l’orbite du poutinisme gravitent des gouvernements (Hongrie, Slovaquie) et des mouvements d’extrême droite européens (AfD en Allemagne, FPÖ en Autriche) et d’autres gouvernements comme ceux de Cuba, du Nicaragua, du Venezuela ou de la Corée du Nord, etc. En Espagne, le poutinisme recueille la sympathie de l’extrême droite et de franges qui se disent «de gauche» et insistent sur le fait que la Russie a envahi l’Ukraine pour se défendre contre les attaques de l’OTAN. Cela ajouté à la position ambiguë des différentes formations politiques contribue à forger l’image selon laquelle «la droite» soutiendrait l’Ukraine et «la gauche» ne le ferait pas, ce qui est socialement faux: 70 % des électeurs du PSOE et de Sumar ont soutenu la fourniture d’armes à l’Ukraine, contre 58 % des électeurs du Parti populaire et 25 % des électeurs de Vox, ces derniers étant plus poutinistes que les autres (INVYMARK 1^{er} juin 2024).



e) Les liens étroits entre le poutinisme et le trumpisme interfèrent avec la guerre. Le principal facteur des dernières avancées de la Russie a été le blocage de longue date par le Sénat américain de l’aide à l’Ukraine par le parti trumpiste. Avec la probable victoire de Trump aux élections de novembre, «grâce» au soutien criminel de Biden à Nétanyahou, un frein radical en 2025 de l’aide américaine à l’Ukraine n’est pas à exclure. Il est urgent d’accélérer et de renforcer les livraisons d’armes à l’Ukraine afin qu’elle puisse regagner du terrain avant une telle trahison éventuelle.

f) L’Ukraine est un pays attaqué, elle a le droit de se défendre, elle pourra difficilement le faire sans recevoir l’aide internationale et l’armement d’États capables de les lui fournir. Ce sont là des faits évidents.

Mais faut-il donner cet armement à l’Ukraine, cela ne risque-t-il pas d’aggraver les risques, comme le disent ceux qui s’y opposent, car cela «prolongerait la guerre» et concentrerait leurs critiques «antimilitaristes» sur Borrell, von der Leyden et l’OTAN, en ignorant Poutine et ses acolytes, ce qui est aussi fantaisiste que d’imputer à Poutine le massacre que Nétanyahou, avec le soutien de Biden, est en train de commettre en Palestine.

L’Ukraine n’a pas demandé aux autres États de déclarer la guerre à la Russie, elle a demandé de l’aide pour se défendre, comme l’a fait l’Espagne républicaine.

g) L’expérience historique et la nature du poutinisme suggèrent que les risques d’expansion de la guerre en Europe ne résident pas dans la résistance de l’Ukraine, mais dans la victoire de Poutine et la réalisation de ses objectifs, la poursuite de son projet expansionniste qu’il faudra, à un moment donné, arrêter: mieux vaut le faire maintenant que lorsqu’il aura atteint une partie de ses objectifs. Oui, les risques d’une guerre européenne ou mondiale, voire d’une guerre nucléaire, doivent être pris en compte. Il ne s’agit pas de faire battre les «tambours de guerre»: ce ne sont pas les tambours qui battent, mais les missiles de Poutine. L’Ukraine n’a pas demandé aux autres États de déclarer la guerre à la Russie, elle a demandé de l’aide pour se défendre, comme l’a fait l’Espagne républicaine ou libertaire antifranquiste. Refuser cette aide est une indécence qui augmente les probabilité que la guerre de la



Russie contre l'Ukraine se transforme en une guerre intereuropéenne.

h) Je ne dis pas que l'Ukraine doit opposer une résistance armée, et je ne l'appelle pas à le faire. Je dis que si l'Ukraine décide de résister, elle doit être soutenue. Elle a décidé de le faire et elle le fait. Alors oui, des armes pour l'Ukraine. Ceux qui, malgré un long programme électoral qui incluait la livraison d'armes à l'Ukraine, ont évité de le dire au cours de la campagne pré-9J [des élections européennes] dans les discours publics et les interviews que j'ai pu entendre et n'ont pas soutenu l'accord Espagne-Ukraine, en invoquant des défauts de communication au sein du gouvernement et du Congrès [espagnol], ce qui, de toute façon, n'aurait pas justifié de bloquer l'accord ou de le renvoyer au Congrès sans prendre position, n'ont pas été à la hauteur de la tâche. Selon moi, cela leur a coûté beaucoup de voix.

3. Il y a des réflexions et des doutes sur les problèmes complexes qui se posent à ceux d'entre nous qui soutiennent et exigent la livraison d'armes à l'Ukraine dans une perspective démocratique-libertaire,

socialiste, humaniste-internationaliste, critique du capitalisme et de la logique des États eux-mêmes. Des problèmes qui, face à une guerre d'agression impériale, potentiellement extensible à d'autres régions d'Europe, se posent à ceux d'entre nous qui dénoncent les blocs militaires, l'armement et l'augmentation des dépenses militaires. Sans renoncer à nos convictions les plus essentielles, nous devons peut-être les exprimer différemment dans des temps nouveaux et difficiles. Sans clichés, avec des incertitudes et en ouvrant la porte au dialogue entre celles et ceux d'entre nous qui sont du même côté, c'est-à-dire avec la majorité de la population espagnole qui est, en même temps, avec l'Ukraine contre Poutine et avec la Palestine contre Nétanyahou.

a) Faut-il donner à l'Ukraine des armes non défensives? À ce stade de la guerre, parler d'armes «défensives» est un euphémisme. Poutine est déterminé à conserver l'ensemble de Donetsk, Louhansk, Kherson, Zaporijjia et la Crimée/Sébastopol, y compris les zones encore contrôlées par l'Ukraine. L'Ukraine ne peut pas se défendre et récupérer les



territoires envahis sans attaquer. La distinction entre armes défensives et offensives nous ramène au défi shakespearien de couper la chair sans verser de sang. Sans armes offensives, l'Ukraine ne peut pas se défendre. Nous devons nous opposer à la livraison et à l'utilisation de certaines armes, telles que les armes nucléaires, mais pas aux armes «offensives».

b) L'Ukraine peut-elle être autorisée à utiliser les armes qui lui ont été livrées sur le territoire russe? La Russie attaque l'Ukraine depuis l'Ukraine et depuis la Russie. Lier les mains de l'Ukraine assurerait sa défaite : la Russie peut lancer toutes sortes d'attaques contre l'Ukraine depuis l'extérieur, avec des missiles, des drones, de l'artillerie, des avions, des navires, etc. mais l'Ukraine ne pourrait agir contre ces attaques que lorsqu'elles ont déjà pénétré en Ukraine? Doit-elle attendre qu'un missile russe franchisse la frontière pour l'abattre? Ne peut-elle pas attaquer les chars russes tout près de la frontière? L'Ukraine devrait pouvoir recevoir tout l'armement dont elle a besoin pour défendre et récupérer son pays, avec le plein droit de décider de son utilisation, sauf pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Craindre que cela ne mette Poutine en colère, c'est de la naïveté, car il considère toute action ukrainienne à Donetsk, Louhansk, Kherson, Zaporijjia et en Crimée/Sébastopol comme une attaque contre le «territoire russe». Je ne suis pas stratège, je ne sais pas s'il est dans l'intérêt de l'Ukraine d'attaquer le territoire russe, mais elle en a le droit.

c) Où se procurer les armes à livrer à l'Ukraine? Donner la priorité à la livraison d'armes déjà présentes dans les arsenaux des pays donateurs est une bonne chose, car elles peuvent arriver l'Ukraine plus rapidement, cela ne fait pas bondir le nombre d'armes ni leur commerce, et cela coûtera moins cher. Mais cela ne suffira probablement pas : la durée

de cette guerre est imprévisible ; en temps de guerre, de nombreuses armes sont détruites lorsqu'elles sont utilisées et doivent être remplacées par d'autres ; l'Ukraine a besoin d'un flux continu qui ne soit pas interrompu par un «manque de stocks» ; il est possible que les armes dont l'Ukraine a besoin ne soient pas celles dont dispose tel ou tel État ; nous ne savons pas si, en 2025, les États-Unis continueront à soutenir l'Ukraine ou si la France le fera, si Le Pen gouverne ; nous ne pouvons pas demander à la Pologne, à la Finlande ou aux États baltes d'épuiser toutes leurs armes en les donnant à l'Ukraine... Pour mettre en œuvre l'accord Espagne-Ukraine, il est prévu de livrer des armes existantes et d'en fabriquer d'autres en Espagne : allons-nous nous y opposer alors que la Russie reçoit un flux continu d'armes grâce à sa propre fabrication, mais aussi venues de la Corée du Nord ou de la Chine?

La priorité, c'est que l'Ukraine reçoive les armes dont elle a besoin. Si nous les avons, tant mieux ; si nous ne les avons pas mais qu'elles peuvent être fabriquées en Espagne, faisons-le ; et, finalement, s'il faut en acheter sur le «marché de l'armement», il faudra le faire, tout comme, lors de la pandémie du Covid, il n'était pas raisonnable de renoncer à acheter des vaccins parce que, en l'absence d'un système d'accès universel aux vaccins, cela profitait à une poignée de groupes capitalistes qui ont tiré profit de l'urgence.

Nos horizons pacifistes et antiguerre restent valables, ils ne doivent pas être abandonnés ou repoussés aux calendes grecques, mais ils ne progresseront pas si nous les opposons à des besoins immédiats tels que l'armement de l'Ukraine, le renforcement de la sécurité des voisins de la Russie et la garantie de la capacité à les soutenir si nécessaire. Nous devons soutenir inconditionnellement la livraison d'armes à l'Ukraine, à l'exception des nuances exprimées sur



les armes nucléaires, ou incluses dans la convention sur certaines armes classiques, etc. En même temps, une activité sociopolitique sera nécessaire – sans conditionner ce qui précède – contre les coupes budgétaires sociales et contre les excès militaristes dans lesquels l’Ukraine n’est pas une cause mais une excuse. En effet, il y a place pour une action sociopolitique qui soutienne inconditionnellement l’armement de l’Ukraine et qui, en même temps, mette en évidence la possibilité de réduire d’autres dépenses militaires ou d’autres dépenses dont on peut socialement se passer, ainsi que de cibler de nouvelles sources de revenus publics qui ne pèsent pas sur les classes laborieuses. On pourrait même imaginer des mécanismes de contributions volontaires, une sorte d’impôt sur le revenu des personnes physiques avec une case fiscale supplémentaire de 0,7 % au titre de «l’aide à l’Ukraine», etc.

Nous devons y réfléchir. En temps de guerre pour certains et de menace de guerre pour d’autres, nous ne pouvons pas aborder la question des budgets militaires comme nous le voudrions. Face à une guerre impériale et expansionniste, nous ne pouvons pas répéter que «l’ennemi principal est dans notre propre pays» et «non aux dépenses militaires», parce que nous ne sommes pas confrontés à la situation que Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ont affrontée, non sans erreurs, mais avec beaucoup de courage et d’humanisme. D’autant moins que Rosa et Karl ont été au centre de l’ouragan et sont morts pour leurs idées, alors qu’en Espagne, nous discutons seulement de la question de savoir s’il faut ou non donner à l’Ukraine les armes qu’elle demande face à l’invasion et aux attaques de l’un des deux États les plus puissants militairement au monde. Nous avons du travail à faire, beaucoup de choses à repenser, dans le cadre d’une tâche solidaire et collective : comment

préserver et faire progresser nos valeurs pacifistes et antiguerre tout en mettant en œuvre nos valeurs de soutien mutuel et de solidarité envers ceux qui subissent une agression?

d) Quelle attitude adopter à l’égard des voisins de la Russie qui ont adhéré à l’OTAN, qui ont demandé à coopérer avec l’OTAN ou qui se sont engagés à le faire? Ce n’est pas ici le lieu de développer mon point de vue sur l’OTAN. Ces décisions doivent être replacées dans un contexte : l’annexionnisme de Poutine, en quelque sorte héritier de l’annexionnisme stalinien qui a subordonné de nombreux pays européens à l’URSS dans le cadre de ce que l’on a appelé à partir de 1955 le Pacte de Varsovie. Sous la menace de l’annexion, il est compréhensible que les pays les plus proches de la Russie aient cherché un parapluie qui puisse leur assurer un niveau de protection plus important que celui accordé à l’Ukraine.

Avons-nous le droit, en Espagne, dans le coin de l’Europe à l’opposé de la Russie, de dire à ces pays de ne pas adhérer à l’OTAN et de livrer des armes à l’Ukraine, mais de ne pas augmenter leurs dépenses militaires ou d’investir dans l’acquisition de leurs propres armes? Avons-nous le droit, depuis un pays membre de l’OTAN – par référendum – loin de la Russie, de leur reprocher de vouloir adhérer ou d’avoir adhéré à l’OTAN? Notre horizon pourrait être un système européen de paix et de sécurité collective, ouvert sur le monde, mais aujourd’hui il n’existe pas. Nous devons choisir l’opportunité des batailles. Nous n’aimons pas le capitalisme, nous n’aimons pas les blocs militaires, mais de la même façon que nous ne conditionnons pas toute lutte sociale à l’«abolition» du capitalisme, de même la solidarité avec l’Ukraine n’implique pas de mettre au premier plan la «question de l’OTAN», une alliance militaire qui a placé la rivalité avec la Chine au centre de ses





préoccupations, et non la solidarité avec l'Ukraine ou la menace expansionniste de Poutine, alors que c'est cette menace qui lui a apporté un nouveau souffle après des années de léthargie.

Je salue l'engagement de soutenir l'adhésion de l'Ukraine à l'UE, une procédure qui devrait être accélérée. Je pense également que le manifeste social «Douze principes pour une paix juste en Ukraine dans une Europe solidaire et écologique» a ouvert la voie à une réflexion collective dans des domaines traditionnellement hostiles à l'UE. Il l'a fait à partir d'une position très critique à l'égard des politiques de l'UE, qui projettent comme modèle les politiques de ses États membres, car l'UE reste une entité

interétatique et non transnationale ; mais ce manifeste déclare que «nous soutenons la volonté du peuple ukrainien de rejoindre l'UE» et que «nous accueillons la perspective d'adhésion de plusieurs pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est comme une opportunité de réfléchir ensemble à la manière dont un changement socio-écologique aussi radical peut être initié à travers l'Europe», une perspective bien plus efficace qu'un simple refus ou de flirter avec des départs de type Brexit. J'ai signé ce manifeste, malgré plusieurs nuances avec son point 11 et une avec son point 12.

e) Qu'en est-il de la diplomatie ? Il n'y a pas d'objection à l'utilisation de l'action diplomatique, sauf si elle vise à forcer la capitulation de l'Ukraine. L'action diplomatique existe, comme on l'a vu lors de la récente conférence internationale en Suisse et sa tiède déclaration finale signée par quelque 80 pays. Si elle se révèle infructueuse, c'est parce que Poutine ne «fait pas un pas» vers la paix et qu'il a suffisamment de partenaires pour éviter un isolement international. Poutine a lâché une bombe médiatique pour faire capoter la conférence : il serait prêt à un «cessez-le-feu»... si l'Ukraine cède encore plus de territoires que ceux déjà occupés par la Russie. Et il a bénéficié de la complicité d'États importants présents à la conférence mais qui ont refusé de signer la déclaration, comme l'Inde, le Brésil, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud, la Colombie, les Émirats arabes unis ou le Mexique, un méli-mélo de fascistes racistes, de régimes théocratiques ou de gouvernements prétendument «de gauche», voilà ce qu'est la liste des 80 pays signataires, parmi lesquels se trouve un Milei aussi indécent que l'Indien Modi, qui ne l'a pas signée. La diplomatie dépend de l'équilibre des forces sur les fronts de bataille et de la pression internationale sur la Russie, qui est faible et a de nombreuses «fuites». La diplomatie, qui ne doit

pas être abandonnée, aboutira si ce rapport évolue en faveur de l'Ukraine. La «diplomatie» de ceux qui s'opposent à l'aide militaire à l'Ukraine a pour but d'achever le travail de Poutine en validant la défaite et la capitulation (provisoire) de l'Ukraine. Et ce ne sera pas la paix, mais l'oppression coloniale et plus de guerre.

Le bon «camp» est celui de la défense de l'Ukraine et de la Palestine.

4. Ici, nous parlons de la guerre de Poutine contre l'Ukraine, sans en faire porter la responsabilité à Biden ou à l'OTAN. Quand j'écris sur la Palestine, je n'en fais pas porter la responsabilité à Poutine ou à Xi Jinping, chaque canaille a ses défauts. Je ne critique pas non plus le gouvernement espagnol; sur d'autres sujets, je l'accablerais volontiers, mais sur celui-ci, une critique féroce serait injuste, car la position combinée du gouvernement Sánchez sur la guerre en Ukraine et le massacre en Palestine est, malgré des limites qui ne peuvent être surmontées que par une mobilisation sociale autonome, plus avancée que celle de la grande majorité des États de la planète.

Le bon «camp» est celui de la défense de l'Ukraine et de la Palestine, des deux, ce qui signifie que vous vous retrouverez parfois dans les mêmes mobilisations ou événements avec ceux qui disent être du côté de l'Ukraine et de Nétanyahou, ou avec ceux qui disent être du côté de la Palestine et de Poutine. Le chemin vers la liberté et l'égalité n'est ni simple ni pur, et comporte de nombreuses voies avec des partenaires différents, même si parfois nous n'aimons pas certains d'entre eux.

Avec l'Ukraine et la Palestine, contre Poutine et Nétanyahou, contre Modi et Milei, avec les camarades du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (ENSU-RESU), qui ont également exprimé leur soutien au peuple palestinien.

La question n'est pas «gauche» ou «droite» mais, dans chaque conflit, de quel côté on se trouve, du côté du peuple qui subit les abus des oppresseurs ou du côté de certains des oppresseurs contre ce peuple? La seule chose qui définit une certaine identité politique sans dogmes est la combinaison des réponses données aux questions les plus pertinentes «De quel côté...». Nous ne sommes pas une étiquette, «droite», «gauche», «progressiste», «réactionnaire», nous sommes le résultat de ces réponses dans le temps et l'espace. Des réponses qui ne sont pas toujours faciles ou qui ne collent pas toujours à des schémas répétitifs.



Vivre près de la ligne de front

RENCONTRE AVEC L'ASSOCIATION EAST SOS

Ukraine CombArt, le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et l'Assemblée européenne des citoyens ont organisé le 3 juin une rencontre-débat à Paris avec deux représentantes ukrainiennes de l'association East SOS: Yuliia Matviitchuk, chargée des campagnes de plaidoyer auprès des autorités ukrainiennes et internationales, et Oksana Kuiantseva, membre du conseil d'administration et chargée des programmes humanitaires.



Merci à celles et ceux qui ont permis la réussite de cette soirée au cours de laquelle nous avons beaucoup appris, et notamment: Ioulia Shukan, sociologue à l'université Paris-Nanterre, autrice de *Génération Maidan: aux origines de la résistance ukrainienne* et participante régulière des missions d'observation d'East SOS; Anne Le Huerou, sociologue à l'université Paris-Nanterre et membre de l'Assemblée européenne des citoyens, animatrice de ce débat; Denys Gorbach, enseignant-chercheur ukrainien à Sciences Po Paris et attaché au Centre des études européennes et de politique comparée, qui a assuré la traduction; Geneviève Garrigos, conseillère de Paris, qui nous a offert l'hospitalité dans cette salle du 18^e arrondissement de Paris.

East SOS, fondée au printemps 2014, est engagée dans l'aide aux populations civiles victimes de l'agression russe et aux communautés proches de la ligne de front. Travaillant au plus près du terrain, East SOS développe un large spectre d'activités: de

l'évacuation des personnes à mobilité réduite à la documentation des crimes de guerre en passant par la réparation des logements endommagés et l'assistance, psychologique et sociale, aux femmes et aux enfants.

Sa dernière mission d'observation de la situation humanitaire et sécuritaire près du front s'est déroulée en mai 2024 dans les régions de Zaporijjia, Donetsk et Kharkiv: ses conclusions nous ont été présentées lors de notre rencontre.

East SOS compte environ 300 militant·es, bénévoles et salarié·es, qui ont évacué 80 000 personnes directement menacées dans les territoires proches du front. Ses brigades mobiles, qui ont toutes une formation d'aides secouristes, sont généralement composées d'un trio de base: juriste, psychologue et assistant·e social·e.

Parmi les nombreux sujets abordés ce soir-là: le problème aujourd'hui posé en Ukraine par le déplacement de centaines de milliers de personnes déplacées qui fuient les bombardements et l'occupation. Certaines communautés en exil intérieur ont pu être relocalisées ensemble (habitants et administrations locales), ce qui favorise le maintien d'une vie sociale et solidaire. Mais, outre la saturation des capacités d'accueil en Ukraine non occupée, les solutions proposées sont souvent inadaptées à des personnes âgées isolées qui ont tout perdu et se déplacent difficilement. L'Allemagne et la Norvège ont accueilli des réfugiés âgés dans des hébergements spécifiques qui leur permettent de ne pas se retrouver seuls. Nous attendons plus d'informations sur ces partenariats qui pourraient nous inspirer pour prospecter ici des EPHAD (qui ne soient pas des mouloirs coupables de maltraitance institutionnelle: il en existe heureusement!) susceptibles de mettre en place un accueil

permettant à quatre ou cinq personnes d'un même village ou d'un même quartier de rester ensemble. Yuliia et Oksana nous ont aussi parlé des stations de métro réaménagées en salles de classe et des écoles souterraines qui se multiplient en Ukraine pour assurer un minimum d'enseignement présentiel (une fois par semaine) et une certaine socialisation aux enfants souvent exclusivement tributaires de l'enseignement en ligne.

Elles ont souligné l'importance de collecter des témoignages sur les crimes de guerre commis par les troupes d'occupation, ce qui suppose, pour les femmes victimes de violences sexuelles, des espaces de parole sécurisants. Ces témoignages sur les exactions de la soldatesque poutinienne sont ensuite transmis aux parquets ukrainiens et aux juridictions internationales, habilités à poursuivre et, le jour venu, à condamner leurs auteurs.

Les représentantes d'East SOS nous ont aussi expliqué comment elles saisissent les autorités ukrainiennes des dysfonctionnements observés sur le terrain pour que l'action publique soit plus efficace; elles ont souligné la bonne coopération entre l'État, les collectivités locales, la société civile et les ONG humanitaires.

Elles nous ont aussi dit ce que signifie apprendre à vivre sous la violence permanente des bombardements (en sachant que certaines bombes sont si rapides qu'elles ne laissent pas le temps de courir aux abris) et tâcher de s'y habituer: c'est aujourd'hui le lot de toute la société ukrainienne, près du front mais aussi sur tout le territoire que ciblent les missiles russes.

Tant que dure cette guerre atroce et que l'Ukraine n'a pas récupéré sa pleine intégrité territoriale, leur travail est sans fin; certaines populations une première fois évacuées doivent l'être à nouveau quand



les bombardements sont trop intenses, perdant une fois encore le peu qu'elles avaient réussi à sauver ou à se procurer.

Disons-le franchement: leur efficacité sur le terrain et leur détermination farouche, quoique non dénuée d'humour, nous ont ému·es et impressionné·es!



À consulter

Un entretien avec Oksana Kuiantseva et Yulia Matviichuk, réalisé par Nico, est disponible sur le site de l'Anticapitaliste: <https://youtu.be/ug2lNn45Z3g?si=4DiynyPAkuTl4IQM>.

FÉMINISME

Éducation sexuelle ou éducation patriotique?

L'ATELIER FÉMINISTE¹

Qu'est-ce qui ne va pas dans la déclaration du chef du ministère de l'éducation et des sciences, sur l'éducation sexuelle? En mai dernier, un journaliste de *Hromadske* a demandé au directeur du ministère de l'éducation et des sciences, Oksen Lisovyi, ce qu'il en était de l'éducation sexuelle: sera-t-elle enseignée dans les écoles? Sa réponse nous a choquées:

Pour l'instant, nous n'allons pas introduire une leçon distincte sur l'éducation sexuelle dans le programme scolaire. Ces sujets devraient être abordés dans le cadre du cours «Principes fondamentaux de la santé». En même temps, il y a de nombreux éléments auxquels nous devons prêter attention. Par exemple, ce que l'on appelle le travail patriotique et éducatif. Pour moi, il s'agit de comprendre les valeurs que l'on doit consciemment professer.

Quel est le problème?

Premièrement, cette citation d'Oksen contredit directement ses promesses d'il y a un an, lorsqu'il avait déclaré que le ministère de l'éducation et de la science élaborait des projets de normes visant à introduire un cours d'éducation sexuelle distinct dans l'enseignement scolaire. Deuxièmement, cette affaire montre que le ministère ne se soucie pas de l'opinion

des dizaines de milliers de citoyen·nes ukrainien·nes qui ont soutenu sur le site web du président la pétition en faveur de l'éducation sexuelle obligatoire dans les écoles.

L'éducation sexuelle n'est pas qu'une question de valeurs

M. Lisovyi note que les valeurs devraient être intégrées dans toutes les disciplines afin que les enfants puissent les percevoir consciemment et vivre en fonction d'elles. Cette approche est intéressante, car les valeurs peuvent en effet faire partie de toutes les matières. Toutefois, il convient de rappeler que l'éducation sexuelle n'est pas seulement une question de valeurs, mais, selon les normes des Nations unies en matière d'éducation sexuelle, il s'agit également de connaissances et d'aptitudes essentielles qui aident les enfants et les adolescents à naviguer dans le monde complexe des relations interpersonnelles, de la santé et de la sécurité.

L'intégration des valeurs de l'éducation sexuelle dans d'autres disciplines existantes ne semble formidable et prometteuse que pour ceux qui ne connaissent pas le fonctionnement du système scolaire. En réalité, nous pensons qu'elle entraînera toute une série de problèmes:

1. La charge qui pèse sur les enseignants. Les enseignants perçoivent actuellement un salaire minimum. En plus de leur matière, de la gestion de la classe, de la correction des cahiers et de la préparation constante des cours, ils devront en plus répondre aux besoins des élèves en matière d'autres connaissances. Il est fort probable que, dans la pratique, ils éviteront tout simplement les sujets liés à l'éducation sexuelle en raison de la lourdeur du programme, du manque de temps et de connaissances spécialisées.



1. 20 juin 2024. Traduction Patrick Le Tréhondat.

2. Manque de manuels et de littérature spécialisée. Soyons honnêtes: les enseignants ont besoin de manuels. Travailler avec un manuel qui a reçu le sceau du ministère de l'éducation et des sciences permet de s'assurer que l'enseignement est dispensé correctement. En raison de la charge de travail, il est beaucoup plus facile d'utiliser des exercices et des tâches prêts à l'emploi. Si les enseignants déterminent eux-mêmes et réfléchissent à la manière d'intégrer les valeurs de l'éducation sexuelle dans le cours, il arrive que ces sujets soient enseignés de manière incohérente et fragmentaire. En termes humains, les élèves peuvent recevoir des informations inappropriées pour leur âge, ce qui peut entraîner des traumatismes, ou ils peuvent simplement apprendre des choses de manière incomplète.



Questions relatives à l'éducation sexuelle

Les opposants à la création d'une matière distincte pour l'éducation sexuelle peuvent dire qu'il n'est pas nécessaire d'«aggraver le problème posé par les féministes», parce que les valeurs «seront intégrées dans différentes matières, et que les connaissances et les compétences sont déjà disponibles dans les “Principes fondamentaux de la santé”».

Il convient de rappeler que le manuel *Principes de la santé* pour la 8^e année, recommandé par le ministère de l'éducation et des sciences pour l'école, contient l'énoncé suivant: «Les éléments victimaires: une jupe trop courte, un décolleté ouvert, un maquillage vif peuvent créer une fausse impression de vous et provoquer un violeur.» Et il ne s'agit pas d'une seule citation, mais d'un sujet entier sur la manière d'éviter de devenir victime d'un crime. En d'autres termes, ce manuel diffuse littéralement le terme non

scientifique de «comportement de victime», incite les élèves à penser «c'est ma faute» et crée une fausse idée de la sécurité.

Les thèmes des MST, de la grossesse et de la contraception ne sont inclus dans le programme que pour la forme, en mettant l'accent sur l'«abstinence», en diabolisant le sexe et en créant des histoires d'horreur du type «Maman, ne me tue pas».

Nous sommes convaincus que le programme «Principes fondamentaux de la santé» doit être sérieusement modifié, et le problème est qu'il n'est tout simplement pas possible d'inclure dans le programme les sujets nécessaires sur l'éducation sexuelle, car il couvre des sujets allant de l'hygiène et du brossage des dents à la manière de se sortir de situations dangereuses. Avec toute la volonté du monde, les éducateurs ne peuvent pas ajouter à ces sujets toutes les composantes nécessaires de l'éducation sexuelle.

L'éducation sexuelle est-elle vraiment importante?

«Si un enfant sait où sont ses limites, connaît ses problèmes, son corps, il sera capable de reconnaître que quelque chose d'anormal [viol ou harcèlement] lui arrive et pourra le dire», explique la psychologue Margarita Yegorenko.

Il est difficile de ne pas être d'accord avec l'expert, et il est également difficile d'accepter le fait que dans le contexte d'une pandémie *de facto* de violence sexuelle contre les enfants (un enfant sur cinq en Ukraine souffre de violence sexuelle – le médiateur des enfants), la résolution de ce problème n'est pas une priorité. Et ce, alors qu'une nouvelle étude inquiétante sur les violences sexuelles à l'encontre des enfants ukrainiens, «Letting Children Talk About It», a été publiée par l'organisation allemande

Kindernothilfe, l'une des plus grandes organisations européennes de protection de l'enfance. Une membre de l'Atelier féministe a assisté à la présentation de l'étude lors d'une réunion du groupe de travail GiHA organisée par ONU Femmes. Comme nous pouvons le constater, des chercheurs étrangers ont enregistré la situation en Ukraine :

- manque de sensibilisation du public à la violence sexuelle à l'encontre des enfants et insuffisance de l'éducation sexuelle des enfants dans les écoles ;
- les enfants victimes ne se rendent pas compte qu'ils ont été soumis à des violences sexuelles ou peuvent se blâmer eux-mêmes ;
- les campagnes de sensibilisation du public à la violence sexualisée, au consentement aux relations sexuelles, à la victimisation, à la culpabilisation des victimes et les informations sur les services d'aide disponibles sont insuffisantes.

Critiques et suggestions

En lisant la nouvelle concernant la déclaration de Lisovyi sur l'éducation sexuelle, l'annonce suivante apparaît sur le site web de la publication :

Comprenez-vous que l'éducation scolaire à temps plein a cessé de donner aux enfants des connaissances de base ? Ce n'est pas une raison pour paniquer. Pour sentir la différence dans l'approche de l'enseignement et fournir à votre enfant le meilleur matériel éducatif, essayez l'apprentissage à distance à l'école (nom de l'école privée).

Cela révèle une tendance désagréable : seuls ceux qui ont les moyens de s'offrir une école privée peuvent bénéficier d'une éducation de qualité. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que l'État ignore les besoins réels des écoliers et suit la voie de l'abandon.

Nous pensons que l'introduction d'une éducation sexuelle complète est une « tâche qui n'a que trop tardé ». Et ce sujet ne doit absolument pas être « remplacé » ou « caché » dans d'autres matières, mais doit exister séparément et suivre des normes approuvées.

Nous comprenons que ces changements ne peuvent pas être mis en œuvre rapidement. C'est pourquoi nous avons lancé le premier programme d'éducation sexuelle normalisé par les Nations unies pour les écoles d'Ukraine, élaboré par des experts en psychologie de l'enfant, en médecine, en santé génésique et en droit.

Si vous souhaitez que nous organisions des conférences similaires dans votre école, veuillez nous contacter par courriel (office@femwork.org) ou sur les médias sociaux.



Pour en savoir plus sur le livre, cliquer sur la couverture.



**RETOUR
VERS LE FUTUR**

L'héritage progressiste de la République populaire d'Ukraine (1917-1921)

VLADYSLAV STARODUBTSEV¹

Partie 2 La révolution ukrainienne frappe à la porte

La révolution ukrainienne a surgi sur les territoires de l'Empire russe et de la double monarchie austro-hongroise dans une situation de grande oppression nationale et d'assimilation. Les Ukrainiens constituaient une large minorité dans les deux pays et comptaient parmi les plus pauvres. Dans le même temps, la nation ukrainienne était isolée des villes et de toute sorte d'élite sociale composée de propriétaires fonciers et de groupes économiques capitalistes. Contrairement à ces groupes, l'Ukraine était essentiellement une nation de petits agriculteurs sans terre. La classe ouvrière urbaine ukrainienne était réduite, les classes moyennes et supérieures ukrainiennes étaient encore plus petites. Les villes étaient

des instruments d'assimilation et des «îles» de domination russe ou polonaise sur les terres ukrainiennes. Pour la plupart des Ukrainiens, la mobilité sociale dans les villes était soit impossible, soit impliquait une assimilation. En 1919, la population de Kyiv, la capitale de la république, était à 43 % russe, 23 % ukrainienne et 21 % juive. La situation était similaire dans d'autres villes d'Ukraine. Elles étaient difficiles à contrôler politiquement et en même temps elles étaient l'objet de convoitises. Les villes étaient des lieux où le pouvoir était concentré de manière disproportionnée et étaient utilisées comme un outil pour réprimer la majorité ukrainienne, rendant la création de la République populaire ukrainienne une entreprise difficile.

Les conditions particulières de l'Ukraine (qui s'appliquaient également à d'autres pays d'Europe de l'Est, comme les pays baltes) signifiaient que les oppressions sociale et nationale étaient très étroitement liées. Il n'y avait pas de «capitalistes ukrainiens» ou de «propriétaires fonciers ukrainiens», car l'ukrainisme lui-même était considéré comme une identité anticapitaliste et anti-propriétaire terrienne. Dans un certain sens, le fait d'être Ukrainien représentait non seulement une identité nationale mais aussi sociale. C'était l'un des facteurs les plus importants de l'énorme popularité des partis socialistes. Ce n'étaient pas seulement des partis qui luttaien constamment pour les droits nationaux, mais aussi ceux qui représentaient les aspirations sociales des Ukrainiens. L'histoire de l'Ukraine dans son ensemble est une histoire entrelacée de résistance sociale et nationale.

En 1917, l'Ukraine était une région de première ligne qui souffrait beaucoup de la guerre. Elle était divisée et confrontée à la désintégration de l'armée russe, aux migrations internes, aux épidémies, à la menace de famine et aux désordres. Elle fut la région

1. Publié par la [Friedrich-Ebert-Stiftung](#), 24 mai 2024. Traduction Patrick Le Tréhondat. Vladyslav Starodubtsev est historien, membre de l'organisation socialiste ukrainienne Sotsialnyi Rukh. Il a préfacé l'édition française du livre d'Ivan Dziouba, *Internationalisme ou russification* (Paris, Syllepse, 2023). La première partie de cette étude a été publiée dans *Soutien à l'Ukraine résistante*, n°31.





la plus touchée par la Première Guerre mondiale. La révolution ukrainienne s'est déroulée dans ces conditions.

En février 1917 (calendrier julien), la révolution éclata sur le territoire de l'Empire russe et les Ukrainiens furent parmi les premiers à soutenir le changement révolutionnaire – aussi bien les soldats ukrainiens à Petrograd que les Ukrainiens en Russie et en Ukraine. Vingt mille Ukrainiens sont alors descendus dans les rues de Petrograd pour manifester à la mémoire de Taras Chevtchenko. D'innombrables manifestations ont eu lieu dans toutes les grandes villes d'Ukraine. Les manifestations à l'occasion de l'anniversaire de la mort ou de l'anniversaire de la naissance du poète (les 9 et 10 mars selon le calendrier grégorien) étaient une longue tradition et étaient des dates centrales des protestations ukrainiennes à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle. En 1914, le chef de la gendarmerie provinciale de

Kyiv, le colonel Schredel, rapporta à ses supérieurs à Saint-Petersbourg :

Les dirigeants du mouvement ukrainien se sont unis à d'autres organisations antigouvernementales et ont commencé à élaborer un plan pour organiser des manifestations de rue le 25 février et le 26, dirigeant tous leurs efforts pour attirer les étudiants de Kyiv à ces manifestations. [...] Pour organiser de telles choses, un comité temporaire spécial a été formé parmi les étudiants, qui comprend également des représentants des communautés étrangères (Polonais, Géorgiens, Arméniens, etc.) et commence à préparer des proclamations.

L'ambiance révolutionnaire a conduit les représentants politiques ukrainiens, les dirigeants communautaires, les révolutionnaires clandestins et les organisations culturelles à former la Rada centrale ukrainienne. La Société des progressistes ukrainiens, une organisation non partisane qui existait avant 1917, décida après de longues discussions d'organiser

un corps révolutionnaire afin de coordonner les forces ukrainiennes et de mettre en pratique le droit à l'autodétermination. Cette société était dominée par des politiciens à l'esprit libéral et il y avait en son sein peu de socialistes marxistes ou non marxistes. La majorité libérale adopta une position autonomiste modérée: le nouveau corps révolutionnaire ukrainien ne devait servir qu'à développer une autonomie culturelle et non politique, et il devrait être organisé uniquement par les membres du corps. Cependant, il a été immédiatement dépassé par les socialistes, qui ont plaidé en faveur d'un organe politique participatif qui représenterait tous les Ukrainiens: la Rada centrale. L'initiative a été prise par la gauche et a acquis un caractère populaire et inclusif.

La population ukrainienne étant majoritairement paysanne, la réforme agraire était au cœur de la politique économique de la République populaire d'Ukraine. Le débat qui a eu lieu opposait les idées d'une socialisation globale et celles d'une répartition des terres en petites exploitations. Cette dernière option signifiait que chaque paysan devait recevoir autant de terres qu'il pouvait en travailler et que les terres devaient être réparties équitablement. Les grandes terres et les terres économiquement importantes devaient être nationalisées.

En ce qui concerne la «question ouvrière», la République populaire d'Ukraine a été l'un des premiers pays à introduire la journée de huit heures, la négociation collective, la liberté de faire grève et le soutien aux syndicats. Dans la tourmente de la révolution et de la guerre, qui avaient causé d'immenses destructions en Ukraine, la socialisation à grande échelle des entreprises était impossible. Au lieu de cela, la République populaire d'Ukraine a opté pour un modèle provisoire, dans lequel des comités de travailleurs géraient les entreprises avec l'État ou des

propriétaires privés. Une inspection du travail proactive a été mise en place, collectant des statistiques, maintenant un dialogue permanent avec les travailleurs et les commissions, informant les travailleurs de leurs droits et les formant à la défense de leurs droits et à la syndicalisation. Cette approche est très différente de la philosophie actuelle de l'inspection du travail, qui est un organe passif ne s'occupant que des plaintes.

Les entreprises coopératives ont été encouragées en tant qu'alternative aux entreprises privées, mais qui ont continué à exister à côté de celles-ci. Cependant, l'économie ukrainienne était déjà majoritairement organisée en coopératives, tandis que les entreprises contrôlées par l'État ou le secteur privé étaient minoritaires. L'organisation coopérative de l'économie ukrainienne signifiait, dans le langage du 20^e siècle, quelque chose comme unités économiques «appartenant aux travailleurs» selon le principe «une personne, une voix». Dans le cadre des conceptions fédéralistes et municipalistes de la Rada centrale [parlement], les autorités locales et les organes d'autogestion ont reçu une large autonomie et des moyens pour gérer les problèmes locaux.

La majorité des membres des socialistes-révolutionnaires ukrainiens étaient favorables à des solutions plus radicales, mais il leur manquait des cadres expérimentés pour mettre en œuvre leurs revendications. Les réformes, proposées par la République étaient très radicales et modernes, n'avaient jamais été expérimentées auparavant et nécessitaient de grandes capacités administratives dont la République populaire d'Ukraine ne disposait pas et qui étaient soumises à une forte pression en raison de la situation post-révolutionnaire et militaire. Le maintien de l'armée, la lutte contre la famine, l'endiguement des épidémies et l'obligation d'ouvrir les usines pour



éviter l'effondrement de toute l'économie étaient prioritaires et rendaient les autres réformes difficiles.

Autonomie nationale et droits des Juifs

L'influence du grand philosophe socialiste ukrainien du 19^e siècle Mychaïlo Drahomanov (1841-1995) a incité les Ukrainiens à réclamer une autonomie nationale pour toutes les nations. Drahomanov semble notamment avoir influencé l'attitude des Ukrainiens vis-à-vis de la nation juive. Alors que la plupart des sociaux-démocrates (non juifs) ne reconnaissaient pas les Juifs comme un groupe national ou culturel à part entière, mais seulement comme un groupe religieux, c'est Drahomanov qui a demandé leur reconnaissance en tant que nation et l'autonomie nationale juive et qui a lancé le débat. Par la suite, la plupart des partis ukrainiens ont repris les revendications d'autonomie dans leurs programmes et, comme l'écrit Henry Abramson², certains cercles ukrainiens ont adopté la revendication d'autonomie juive avant même que les organisations juives ne le fassent elles-mêmes. Pendant la révolution, la Rada centrale ukrainienne était dirigée par les plus éminents partisans des droits des minorités, notamment par son président Mychaïlo Hrushevskyi. Le gouvernement ukrainien se distinguait positivement sur ce point du gouvernement provisoire russe. Ce dernier prônait l'«égalité des droits», mais restait en deçà de cette exigence et avait même tendance à adopter des positions chauvines lorsque cette égalité des droits fut mise en œuvre en Ukraine. La Rada centrale est devenue un concurrent de taille pour gagner la



2. Henry Abramson, *A Prayer for the Government: Ukrainians and Jews in Revolutionary Times, 1917-1920*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 34-35.

sympathie de la minorité juive, qui était à l'époque fortement orientée vers la Russie.

Tous les partis juifs ont soutenu la proclamation de la République populaire d'Ukraine, aussi bien les partis socialistes-sionistes que les partis autonomistes. Cependant, des conflits sont apparus avec les aspirations des Ukrainiens à l'indépendance.

Pour les socialistes, la préservation de l'intégrité politique du territoire était particulièrement importante pour maintenir le «front révolutionnaire» le plus large possible, tandis que pour les sionistes, cela signifiait une mobilisation potentielle de la plus grande masse de Juifs à leurs propres fins politiques³.

Les partis juifs faisaient partie d'une politique globale de la Russie, alors que les partis ukrainiens étaient déterminés à libérer leur pays de la domination étrangère et coloniale russe. Il n'y avait pas d'identité juive-ukrainienne populaire, car la plupart des Juifs appartenaient à la classe moyenne urbaine, tandis que les Ukrainiens étaient isolés dans les villages en tant que classe inférieure. Tout ceci a conduit à un manque de compréhension des objectifs des deux mouvements, à une mauvaise ambiance générale et à une hostilité fondée sur l'appartenance de classe.

Lorsque la guerre a éclaté entre l'Ukraine et la Russie bolchevique, la Rada centrale a commencé à rédiger une loi sur l'autonomie nationale des minorités – et une première vague de pogroms a eu lieu en même temps (en janvier 1918). La Rada centrale échoua partiellement dans l'une des tâches les plus importantes de la révolution : le maintien de l'ordre et l'organisation d'une armée efficace et disciplinée.

3. *Ibid.*, p. 40.

Le manque de capacités administratives et d'officiers fut une condition objective difficile à surmonter.

L'influence des minorités au sein de la Rada centrale était comparativement plus forte que celle des autres représentations. Par exemple, lorsque l'Ukraine a commencé à préparer sa réforme agraire, un député polonais, qui représentait les intérêts des propriétaires terriens polonais, a protesté contre la réforme et a menacé de démissionner. Cette protestation a conduit à inscrire quelques exceptions dans la réforme.

Dès la troisième Universelle (déclaration de la République populaire d'Ukraine sur les relations avec la République russe), le gouvernement ukrainien avait créé des ministères pour chaque «grande nationalité». Il y avait des ministères juif, russe et polonais. La loi sur l'autonomie nationale, introduite par la quatrième Universelle, a encore considérablement élargi l'influence et la représentation des minorités. La loi prévoyait que chaque minorité devait tenir une liste sur laquelle les citoyens pouvaient s'inscrire eux-mêmes et, en fonction de la taille de la liste, l'Ukraine voulait allouer une part proportionnelle du budget aux activités nationales des minorités. Les associations nationales ont été créées et ont obtenu le droit de prendre des initiatives législatives et de se gouverner dans les limites fixées par l'Assemblée constituante.

Bien que la loi sur l'autonomie soit la plus avancée au monde à l'époque, elle avait aussi des défauts. L'identité nationale inscrite sur les listes ne reposait que sur un choix personnel et pouvait être facilement modifiée. Cela ouvrait la possibilité d'adhérer à une association nationale qui accordait le plus de conditions préférentielles (comme des avantages fiscaux et un soutien financier). Il y avait aussi la question des identités mixtes: les gens se considéraient-ils comme

juifs (russifiés), comme ukrainiens, les deux ou aucun des deux?

L'adoption de la loi a été liée à une tragédie nationale – car la quatrième Universelle, qui a été votée à l'époque, a été rejetée par toutes les nationalités, à l'exception des Polonais. Les partis juifs et russes se sont abstenus ou ont voté contre, ce qui montre qu'ils étaient plus favorables à l'autonomie de l'Ukraine qu'à son indépendance. Les Ukrainiens se sont sentis démoralisés, car ils ne se sentaient ni compris ni soutenus dans leur lutte.

Tous les honnêtes gens d'Ukraine doivent soutenir de toutes leurs forces le travail du secrétariat général et des administrations locales dans leur lutte contre les pogroms, héritage du tsarisme. [...] Nous avons émis des décrets stipulant que chaque Ukrainien doit considérer sa liberté comme incertaine tant que nous ne sommes pas libérés de la haine nationale et des pogroms antijuifs, une tache noire sur notre visage qui pousse le monde entier à nous considérer comme un peuple toujours asservi⁴.

En tant que secrétaire général aux affaires militaires de la République populaire d'Ukraine, je vous appelle tous, mes camarades et amis, à agir de manière unie en ces temps difficiles. Soyez organisés et unis, un pour tous et tous pour un. Notre armée est jeune, elle vient à peine de se mettre en place, mais elle sera à la hauteur de la réputation de nos ancêtres. Tous doivent s'unir autour de la Rada centrale et de son secrétariat général. Ne tolérez pas les pogroms ou les comportements contraires à l'ordre public, car tolérer de telles activités fera honte au nom de l'armée ukrainienne. Il ne doit pas y avoir de pogroms sur notre territoire. J'ai déjà appelé les troupes ukrainiennes à protéger l'ordre

4. Oleksandr Choulguine, ministre des affaires aux nationalités, octobre 1917.





en Ukraine. Soyez prêts à mettre un terme à toute activité pogromiste dans toute l'Ukraine, en particulier dans les chemins de fer. [...] Je ne peux que placer cette responsabilité sur vos épaules, et j'ai confiance en vous, soldats ukrainiens⁵.



Tout au long de l'année 1917, le gouvernement ukrainien est parvenu à poursuivre les pogromistes, à protéger la population juive et à empêcher avec succès les pogroms. L'Union militaire juive a soutenu la Rada centrale ukrainienne et, en décembre 1917, ils ont appelé ensemble à la création de forces armées juives afin de se défendre contre les pogroms⁶. Cet appel s'est toutefois heurté à l'opposition des partis socialistes juifs, qui y voyaient une hostilité et une rupture avec la République russe. De telles unités n'ont été formées qu'en janvier 1918. Henry Abramson suggère que la création de telles unités à une date antérieure aurait pu empêcher ou limiter la vague massive de pogroms de 1919.

L'anarchie croissante et le contrôle limité sur son territoire de la République populaire d'Ukraine ont finalement entraîné une augmentation des pogroms,

perpétrés tant par l'armée régulière ukrainienne que par les atamans (seigneurs de la guerre) qui lui étaient fidèles – un grand fossé s'est alors creusé entre le gouvernement et les gouvernés. L'absence de contrôle, la politique confuse et contradictoire et l'environnement politique ont joué un rôle déterminant. Néanmoins, une grande vague de pogroms a eu lieu, principalement perpétrés par les troupes régulières de la République. En d'autres termes, la République populaire d'Ukraine et son directoire étaient responsables du fait que les pogroms n'étaient pas arrêtés et que leurs forces armées n'étaient pas disciplinées. Parallèlement, tous les gouvernements de la République populaire d'Ukraine ont défendu les droits et la sécurité des Juifs, mais n'ont rien fait pour remédier à la détérioration rapide de la situation, dont le Directoire était responsable. Les partis juifs soutenaient le Directoire et de nombreux représentants juifs étaient ouverts à l'idée de l'indépendance ukrainienne, mais les pogroms ont détérioré les relations. Déjà à l'époque, le chef *de facto* du ministère juif d'Ukraine, Nahum Gergel, estimait qu'au moins 16 700 personnes avaient été tuées par les seules forces du Directoire.

Aujourd'hui, la plupart des historiens s'accordent à dire que le chiffre réel était bien plus élevé. L'antisémitisme de certains membres des forces armées ukrainiennes et l'incapacité du gouvernement à lutter efficacement contre les pogroms ont pesé lourd dans la balance. Le gouvernement de la République populaire d'Ukraine a toujours fourni une aide matérielle et des compensations, a enquêté sur les pogroms et a poursuivi les responsables, mais n'a pas fait assez pour empêcher les pogroms dès le départ. Pour tous les Ukrainiens, il s'agit d'une tache sombre dans l'histoire du pays. Pour une vision réaliste et non idéalisée de l'histoire, nous ne pouvons

5. Symon Petlioura, novembre 1917.

6. *Ibid.*, p. 83.

pas nous empêcher de parler de pogroms, même si le gouvernement de la République populaire d'Ukraine a réalisé d'énormes progrès sociaux et politiques, notamment en ce qui concerne les droits des Juifs et des Juives.

Mouvement coopératif et auto-organisation

L'époque actuelle est propice au développement de la production coopérative, et c'est pourquoi :

a) les coopératives doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour s'approprier la production en Ukraine et aider les masses les plus larges ainsi que le jeune État à se renforcer économiquement et à mettre en place de nouvelles formes de production ;

b) l'État doit, dans le même but, faire tous ses efforts pour remettre entre les mains du peuple, par l'intermédiaire de leurs organisations économiques – les coopératives et leurs syndicats – les usines transférées à l'État par des institutions temporaires créées par la guerre⁷ ;

c) à cet effet, l'État devrait s'appuyer principalement et, si possible, exclusivement sur des coopératives dans ses projets de création de nouvelles entreprises industrielles approvisionnant l'Ukraine indépendante [...]

3. Les coopératives et leurs fédérations ne peuvent créer des entreprises industrielles que pour répondre aux besoins de la population de leur circonscription, en accord avec la fédération de coopératives concernée.

4. les réalisations non coordonnées des syndicats et des coopératives individuelles en dehors du plan

général sont reconnues comme nuisibles à la coopération et, par conséquent, la planification du développement et de la gestion des entreprises coopératives est confiée aux fédérations coopératives centrales ukrainiennes (3^e congrès pan-ukrainien des coopératives à Kyiv, du 26 au 29 mai 1918)⁸.

Le mouvement coopératif a été à la base des réformes économiques ukrainiennes très progressistes. L'Ukraine était un peuple de paysans et de paysannes qui vivaient dans des conditions économiques terribles. Ils et elles étaient exploités et se voyaient refuser la possibilité de se développer, de recevoir une éducation adéquate, de se qualifier ou de prospérer. De leur côté les Russes ont tenté d'annihiler les Ukrainiens par leur politique d'assimilation. C'est là que le mouvement coopératif est né naturellement, car les Ukrainiens avaient tendance à se défendre collectivement contre l'injustice, la pauvreté et l'assimilation. Le mouvement coopératif ne s'occupait pas seulement d'être au service des collectivités, mais devenait également le centre de la vie culturelle.

Le mouvement coopératif utilisait ses revenus pour financer des écoles, des bourses, des musées, des bibliothèques, des groupes de lecture et bien d'autres choses encore. Le mouvement disposait d'une structure semi-centralisée, c'est-à-dire d'une autorité de régulation organisée par les coopératives depuis la base, qui planifiait leurs activités. Il s'agissait d'éviter que certains ne réalisent des bénéfices excessifs au détriment du bien-être des Ukrainiens. Les coopératives ont également été empêchées de se doter de plateforme non démocratique et les travailleurs ont évité des structures hiérarchisées. Les coopératives non démocratiques étaient qualifiées de

7. Il s'agit d'un exemple unique d'appropriation coopérative de la propriété de l'État, qui souligne le caractère non étatique et décentralisé de la révolution ukrainienne.

8. Illja Vitanovyč, *Istorijska Ukraïns'koho kooperativnoho ruchu*, New York, 1964, p. 194 et suiv.





«pseudo-coopératives» et une autorité de régulation des coopératives devait intervenir et imposer des «sanctions» à leur encontre.

C'est ainsi que le mouvement coopératif est devenu une partie importante de la vie ukrainienne. La plupart des hommes politiques ukrainiens ont acquis des compétences de gestion grâce aux activités coopératives, compétences qu'ils ont ensuite utilisées pour construire la Rada centrale. Plus de la moitié de ses membres ont acquis leur expérience en matière d'organisation administrative et de gouvernance démocratique grâce à leur participation au mouvement coopératif.

Avec la révolution ukrainienne, le mouvement coopératif s'est également développé. En 1920, l'Ukraine comptait 22 000 coopératives avec six millions de membres⁹. 60 % d'entre elles étaient organisées en coopératives de consommation. Les coopératives ont réussi à créer leur propre institution scientifique à l'initiative de Tuhon-Baranovskij. L'Institut coopératif ukrainien était le premier du genre dans le monde. Les coopératives ukrainiennes disposaient d'une éthique solide et de structures de planification peu contraignantes; elles étaient bien organisées et

étaient actives dans les communautés locales. C'était aussi un mouvement d'éducation et d'autodétermination nationale qui participait activement à la lutte révolutionnaire.

Avec l'arrivée des bolcheviks, les coopératives ont finalement été transformées en pseudo-coopératives. Elles n'étaient plus des associations libres de producteurs, mais devenaient des institutions contrôlées par le parti ou étaient généralement transformées en entreprises d'État. Le mouvement coopératif tenta encore de se développer alors que les bolcheviks annonçaient déjà une Nouvelle politique économique (NEP). Le mouvement tenta de réaliser ses objectifs d'autodéfense et d'autodétermination nationale, mais il fut sévèrement contrôlé. Dès lors, l'Ukraine occidentale devint le porte-flambeau du mouvement coopératif ukrainien et s'étendit activement sur le marché polonais non coopératif.

Réforme de l'Église

Cette dernière méthode de lutte des dirigeants contre la communauté chrétienne s'étend jusqu'à nos jours et amène la vie de l'Église ukrainienne du Christ à l'état où les croyants commencent à restaurer et à libérer la communauté chrétienne opprimée par les fils du «prince de cet âge», les classes dirigeantes¹⁰.

Les communistes ukrainiens indépendants ont participé à la République populaire d'Ukraine et ont été une composante essentielle de sa démocratie. Bien que leur interprétation sectaire et autoritaire de la théorie de la lutte des classes fût dangereuse pour les formes de gouvernement démocratiques, ils ont

9. Vsevolod Holubnychy et Illia Vytanovitch, «Le mouvement coopératif», dans *Encyclopédie Internet de l'Ukraine*, 1984. Voir Illia Vytanovitch: *Istoriia ukrains'koho kooperatyvnoho rukhu*, New York, 1964.

10. Volodymyr Čechiv's'kyj, *Za Cerkvu, Chrystovu hromadu, proty cars'tva t'my* [Pour l'Église, la communauté chrétienne, contre les ténèbres], New York, 1974.

joué un rôle important et généralement positif dans les activités de la République. Lorsque les fractions d'extrême gauche se sont séparées de leurs partis, puis de la République elle-même, des sièges leur ont été réservés dans toutes les assemblées politiques importantes, au cas où elles reviendraient et participeraient à la démocratie républicaine. Ce fut également le cas au Congrès des travailleurs.

Ce contexte explique pourquoi le communiste ukrainien surdoué Volodymyr Tchekhovsky, un homme d'Église et l'un des organisateurs de la réforme de l'Église, a été Premier ministre de décembre 1918 à février 1919¹¹. Il était l'un des exemples les plus brillants et les plus intéressants du socialisme chrétien ukrainien – une tradition intellectuelle étonnamment réduite qui tirait son analyse socialiste de la foi chrétienne. Bien que les militants ukrainiens fussent pour la plupart religieux, ils étaient passionnément laïques, tant dans leur politique publique que dans leurs opinions. Ils considéraient la foi comme une entité distincte de leurs convictions qu'ils justifiaient par les théories politiques plutôt que par la religion. Leur première organisation politique ukrainienne, la Fraternité Saints-Cyrille-et-Méthode, à laquelle appartenait Taras Chevtchenko, s'appuyait sur une interprétation très républicaine, démocratique et fortement orientée vers le social, voire socialiste, du christianisme. Un autre exemple de la participation de prêtres et d'ecclésiastiques ukrainiens à la politique socialiste est la Fraternité chrétienne de lutte, socialiste et panrusse, qui existait à l'époque de la

11. Les gouvernements de courte durée étaient courants à cette époque. De décembre 1918 à novembre 1920, le gouvernement ukrainien changea de facto six fois, «sautant» de la gauche radicale à la gauche modérée, puis à un gouvernement apolitique, à une gauche modérée, puis à nouveau à la gauche, puis aux centristes et enfin à la semi-dictature apolitique de Petlioura.

révolution de 1905. Volodymyr Tchekhovsky fut l'un de ceux qui organisèrent plus tard une réforme de l'Église, créant l'Église orthodoxe ukrainienne auto-céphale et la séparant finalement de l'Église moscovite, hautement politisée, pro-tsariste et impérialiste.

Tchekhovsky a fait tout ce qui était en son pouvoir pour promouvoir une approche pacifique, tolérante et séculière de la religion et pour inciter le clergé à adopter un esprit progressiste et s'orienter vers des réformes sociales. L'Église ukrainienne occupa immédiatement une place en tant que communauté comparativement progressiste, fortement liée aux objectifs de l'indépendance et de la démocratie ukrainiennes.

L'Église ukrainienne a réussi à survivre jusqu'en 1937, date à laquelle, après plus d'une décennie d'oppression et une nouvelle vague de terreur stalinienne, elle a été détruite et remplacée par l'Église russe, une institution plus politique que religieuse.



Pour en savoir plus sur le livre, cliquer sur la couverture.



**BOÎTE
ALERTE**

Éditer à Karkhiv : « Les modes de travail changent radicalement avec la guerre »

KATERYNA GLADKA¹

Oleksandr Savtchouk, éditeur, fondateur de la maison d'édition qui porte son nom à Kharkiv, a raconté à *Tyjdzen*² comment il parvient à travailler malgré les attaques constantes.

La ville de Kharkiv est bombardée systématiquement. Pour les Européens, il est difficile d'imaginer comment ses habitants continuent de vivre, de mener des activités et de créer de la culture, quand chaque jour ou chaque nuit quelqu'un meurt, des immeubles sont détruits, quand il faut passer des nuits et des nuits dans le métro. C'est difficile à imaginer tant qu'on ne se rend pas sur place.

À la fin du printemps, juste à la veille du plus grand festival ukrainien L'Arsenal du livre à Kyiv, des roquettes russes ont attaqué l'imprimerie Faktor-Drouk de Kharkiv³. L'entreprise est l'une des plus grandes d'Europe et dispose d'un cycle complet de production d'imprimés. Presque toutes les maisons d'édition ukrainiennes faisaient imprimer leurs produits chez Faktor-Drouk. À la

suite de l'attaque, 7 ouvriers ont été tués et 22 blessés, plus de 50 000 livres ont été détruits. Selon les seules estimations préliminaires, la production de livres en Ukraine pourrait diminuer de 30 à 40 %.

La ville forteresse

Au cours des six derniers mois, les Russes ont attaqué Kharkiv avec des missiles à 100 reprises (et ils continuent à le faire), et ont mené près de 2 000 attaques sur la région, dont 750 avec des bombes aériennes guidées. Cette information a été récemment rapportée par le chef de l'administration régionale de Kharkiv, Oleh Syniehubov.

Que ressentirait une personne qui boit un café quelque part à Paris ou à Milan en entendant, voyant ou lisant cela ? Paradoxalement, la ville et ses habitants continuent de vivre. Ni la douleur, ni la perte, ni la peur, ni la colère ne disparaissent dans l'air. Elles restent, souvent comme un trou qui fait mal. Mais Kharkiv se bat.

L'éditeur Oleksandr Savtchouk participe activement aux événements culturels de la ville. Il publie souvent des livres sur des sujets oubliés ou censurés durant l'époque soviétique, sur la philosophie, la culture, l'histoire de Kharkiv et de sa région, ainsi que sur d'autres régions de l'Ukraine.

Comme il l'explique lui-même : « La mission de la maison d'édition est de faire sortir de l'oubli les noms qui ont fait l'âge d'or de la science, de la culture et de l'art ukrainiens. »

Comment ont été créées les éditions Oleksandr Savtchouk ?

Tout a commencé en 2010. En tant qu'enseignant, je n'avais pas assez de livres pour mon propre usage. Il existe des travaux ethnographiques pour lesquels il faut se rendre à la bibliothèque. Et depuis 2005, je travaillais comme rédacteur pour certaines publications.

Je suis constructeur de chars de formation, polytechnicien. Cela peut sembler étrange, mais être



1. Kateryna Gladka est journaliste. Article publié dans *Tyjdzen*, le 11 juillet 2024.

2. <https://tyzhden.fr/editeur-de-kharkiv-les-modes-de-travail-changent-radicalement-avec-la-guerre/>.

3. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 30.

éditeur ne signifie pas seulement être philologue et relire de nouveaux textes. C'est plutôt le travail d'un gestionnaire culturel. J'ai également eu la chance de ne pas me concentrer sur l'aspect commercial. L'essentiel pour moi était qu'un livre soit publié, et je me suis immédiatement impliqué dans le processus.

Que pensez-vous des «livres non commerciaux» sur le marché?

Parfois, certains de mes projets sont financés par des sponsors. Mais en général, j'ai la chance que personne ne me dicte rien. Parfois je fais des erreurs, parfois je regrette de ne pas avoir fait quelque chose. Il s'agit donc de processus très dynamiques.

En fait, le marché ne nous dicte rien, mais nous comptons sur lui. Les livres ont besoin d'être promus, et je ne sais pas comment m'y prendre. Tous ces Tik-Tok, ces vidéos... Il est évident que je n'apprendrai jamais à m'en servir. Ce fut très difficile pour moi d'accéder à Instagram. Je pensais que personne n'en avait besoin, mais avec le temps cela donne des résultats. À vrai dire, nous n'avons même pas de responsable des relations publiques. Je fais tout cela moi-même.

Petit à petit, nous avons atteint un nombre dit critique de lecteurs. Je l'appelle le «millier en or». Si ce nombre est atteint, je sais qu'il existe un marché pour le livre. Aujourd'hui, je regarde en arrière et, pour être honnête, j'ai eu de la chance. Mes parents m'ont soutenu. Au moins, je savais que je ne souffrirais pas de la faim.

Parlez-nous des nouvelles éditions.

Une nouvelle génération est en train d'émerger. L'idée est venue de manière triviale, par des livres qui me manquaient. Vers 2015, j'ai vu qu'il y avait peu de livres de littérature ukrainienne à Kharkiv, et

que deux maisons d'édition étaient sur le point de fermer.

Puis j'ai réalisé que j'avais besoin de m'agrandir. Ce fut un beau pas en avant lorsque des livres sur les régions de Houtoul, de Kyiv, etc. furent publiés à Kharkiv. En fait, je répondais à mes propres questions sur l'intégrité. Vous souvenez-vous du slogan «Ukraine unie» en 2014? Les gens se sont mobilisés.

Bien sûr, il y a toujours des défis et des incertitudes quant à la suite des événements. Aujourd'hui, plusieurs projets arrivent à leur terme et je dois réfléchir et planifier.

Mais comment planifier quand les missiles volent?

Mais c'est ce qui nous sauve, en fait. La planification générale, la planification à long terme augmente généralement la durée de vie. Par exemple aujourd'hui, j'ai réalisé qu'il était très important d'avoir une équipe avec laquelle travailler. Parce que je me sens parfois épuisé, que je n'ai pas le temps de tout lire, de tout voir, de suivre tout ce qui se passe.

J'ai des gens qui font du travail technique, des correcteurs et des designers que j'embauche. Je fais moi-même la mise en page de la plupart des livres. Cela me permet de gagner beaucoup de temps. Nous n'avons pas de bureaux classiques avec des employés. Cela facilite beaucoup notre travail.

Nous avons besoin d'idées nouvelles et de jeunes qui comprennent ce qui peut être intéressant aujourd'hui. Parfois je m'implique davantage, parfois je me contente de m'appuyer sur les éditions précédentes.

Et comment cela se passe-t-il de travailler sous les bombes?

Les modes de travail changent radicalement pendant une guerre. Notre imprimerie et nos véhicules ont souvent essuyé des tirs et, à certains moments,



nous avons réussi de justesse à éviter d'être touchés. Parfois, tous nos projets sont anéantis : on veut partir travailler et il y a un bombardement. On reste assis à la maison pendant une heure et on reprend ses esprits. C'est l'impact de la guerre.

Mais l'essentiel est qu'il y ait une communication. Du papier ou du tissu peuvent être importés d'Italie pour faire fonctionner l'imprimerie. Nous avons dû arrêter de travailler pendant les deux ou trois premiers mois après le début de l'invasion à grande échelle, puis nous avons recommencé à travailler en mai-juin. Au début, pour être honnête, nous hésitions à apporter du matériel à Kharkiv pour des raisons de sécurité. Il y a des livres sur lesquels nous avons commencé à travailler le 22 février, et ce n'est qu'en juin que nous avons pu les reprendre. Cela montre que l'on peut continuer à travailler malgré les difficultés.

Que pensez-vous des résidences artistiques à Kharkiv ?

Depuis 2021, une résidence littéraire a été établie à Kharkiv dans l'appartement de l'éminent linguiste Youri Chevelov. Une autre a été ouverte dans la Maison Slovo, une maison littéraire construite dans les années 1920. Les deux résidences sont gérées par l'équipe du musée littéraire de Kharkiv, l'écrivain Serhiy Jadan (actuellement dans les forces armées), notre maison d'édition et la famille Nabok, des hommes d'affaires de Kharkiv. La famille est devenue mécène de ces projets et a acheté les deux résidences.

Que se passe-t-il là-bas maintenant ?

De nouveaux résidents viennent. Le Musée littéraire de Kharkiv, cofondateur, joue un rôle-clé dans cette initiative. Ce sont deux résidences qui occupent actuellement 99 % du Musée littéraire de Kharkiv. Ils ont trouvé des subventions pour cela. Jadan et moi aidons là où nous le pouvons : juste une assistance

technique, parfois des consultations. Nous devons rendre hommage au Musée littéraire, car ce sont des gens formidables. Tetyana Pylyptchouk, sa directrice, travaille de manière altruiste, je dirais même fanatique.

Tout fonctionne désormais et nous prouvons progressivement que Kharkiv n'est pas seulement une région qui fait quelque chose, mais qu'elle est culturellement prospère. Alors que Lviv et Kyiv organisent des événements culturels, Kharkiv se concentre principalement sur l'édition de livres.

Beaucoup de gens disent que Kharkiv est même la capitale de l'édition de livres de l'Ukraine. Êtes-vous d'accord ?

Sous condition, oui. Parce que, tout d'abord les maisons d'édition situées à Kharkiv ne sont pas uniquement basées à Kharkiv. Nous publions beaucoup de livres et les expédions dans tout le pays. Si vous prenez d'autres cas, par exemple Lviv, il y a beaucoup de petites maisons d'édition, mais elles se concentrent davantage sur Lviv et l'Ukraine occidentale. Kyiv est davantage un centre administratif avec de nombreuses grandes maisons d'édition.

Kharkiv peut être considérée comme la capitale de l'édition, mais c'est juste l'un des nombreux secteurs importants de notre ville.

Kharkiv est une ville où les évacuations se poursuivent, mais en même temps, des projets artistiques se développent activement. Vous êtes-vous déjà réveillé un jour en pensant que Kharkiv pourrait être détruite, qu'elle pourrait disparaître ?

Non, de telles pensées ne me sont jamais venues à l'esprit. À certains moments, je pensais que nous étions vulnérables. Mais l'essentiel, c'est que j'aie le sentiment de pouvoir continuer à travailler.



Nous comprenons tous pourquoi nous sommes restés à Kharkiv. Bien que l'on puisse imaginer de plus grandes opportunités à Kyiv, notre présence ici a un sens profond. Je sais que nous faisons l'objet d'une attention minutieuse, non seulement pour notre maison d'édition, mais aussi pour la culture, l'éducation, les théâtres, etc. C'est le signe que Kharkiv ne s'est pas encore transformée en avant-poste militaire, mais qu'elle a conservé des éléments d'une ville classique.

Tant qu'il y a une composante culturelle, les hôpitaux et les autres institutions communales restent importants mais secondaires. Certes, on peut vivre sans théâtre. Mais pour moi, l'absence d'une philharmonie, d'un théâtre, d'un musée ou d'une librairie est ressentie comme une perte importante pour la structure de la ville.



Parlons de la génération des années 1920 et 1930 des écrivains de la «renaissance ukrainienne» liquidée par des bolcheviks. Ressentez-vous un certain caractère cyclique de l'histoire? Pouvez-vous imaginer une autre histoire pour ces personnes? Il y avait alors deux options: soit vous coopérez avec le régime, soit vous disparaïssez. La situation est-elle différente aujourd'hui, pour les territoires occupés?

Non, je n'observe pas un tel cycle, bien que certaines actions de la Russie fassent écho au passé. Mais mon point de vue à ce sujet est assez simple.

Je perçois cette période comme beaucoup plus difficile. À cette époque, le socialisme était largement accepté et de nombreuses personnes adhéraient ouvertement aux idéologies de gauche qu'elles considéraient comme viables. Pour beaucoup, l'appartenance aux républiques soviétiques était une forme d'identité ukrainienne officielle.

En novembre, nous nous sommes entretenus avec Yaryna Tsymbal [chercheuse sur la génération des années 1920]. Nous avons parlé de Teryenti



Masenko, poète, journaliste et auteur de mémoires sur la génération de la Renaissance liquidée. Il a survécu et écrit, il a publié plusieurs livres, notamment sur l'Ukraine. J'ai demandé à Yaryna comment il avait réussi à survivre. Elle m'a répondu qu'il écrivait simplement de bons poèmes et qu'il ne prêtait pas attention aux circonstances.

En temps de guerre, les gens se présentent souvent comme des patriotes, mais en réalité ce n'est pas le cas. Beaucoup dépend de la psychologie type d'une personne, de sa capacité à être soi-même et à se positionner. Je me souviens de l'époque où j'ai commencé à jouer de la kobza et où je suis allé voir un maître pour qu'il me fabrique un instrument. Il m'a dit que la guerre avec la Russie était inévitable et qu'il faudrait prendre des fusils d'assaut au lieu de jouer de la musique. Certaines personnes voyaient déjà clair. Mais encore une fois, la façon dont les gens se comportent dans de telles situations en dit long sur leur caractère et leur situation personnelle.

Par exemple, à un certain moment, j'ai cessé de critiquer ce qui se passait dans les années 1930 sans comprendre pleinement toutes les conditions et le contexte de l'époque. Il faut donc prendre du recul. Un aspect littéraire, philosophique, artistique, biographique, etc. Une personne est beaucoup plus complexe que deux couleurs: le noir et le blanc.

Le roman graphique d'un anarchiste russe mort au combat

SOTSIALNYI RUKH

Le roman graphique *Conversations sur l'Ukraine*, basé sur une correspondance réelle avec Dmitry «Lechiy» Petrov, un anarchiste russe qui a combattu pour l'Ukraine et qui est mort le 19 avril 2023 près de Bakhmut, a été publié récemment.

Lechiy était un homme extraordinaire, doté d'un sens aigu de la justice et d'une foi inébranlable en un avenir meilleur. Les manifestations de Bolotnaya, la révolution de la dignité, les émeutes anti-Lukachenko : toute la lutte déterminée et internationaliste de Dmitry Petrov visait à hâter la venue d'un avenir plus juste.

Avec le déclenchement de la guerre totale de Poutine en Ukraine, Lechiy ne pouvait rester à l'écart et a rejoint la résistance armée à l'impérialisme russe.

Au fil des pages du roman, dès la ligne de front, Lechiy raconte son expérience du champ de bataille, sa vision égalitaire du monde, ses réflexions existentielles, ses espoirs et ses rêves. Malheureusement, Lechiy n'était pas destiné à réaliser tous ses projets, mais jusqu'à la fin de sa vie, il a tout fait pour les concrétiser.

Dans ses récits, Lechiy mentionne un certain nombre d'initiatives de la gauche ukrainienne qui ont adopté une position anti-impérialiste. Parmi elles,



Sotsialnyi Rukh (Mouvement social), que Dima Petrov décrit comme un «mouvement marxiste, non autoritaire et antidogmatique».

Pour télécharger le roman graphique en français :
<https://mikkel-oersted-sauzet.link/conversation-concernant-ukraine/>



Edvard Kozak, artiste dans la tourmente ukrainienne

PATRICK LE TRÉHONDAT¹

Edvard Kozak (pseudonymes : Eko, Mamai, Mike Chichka) est né le 3 février 1902, dans le village de Girne, région de Lviv et est décédé le 22 septembre 1992, à Détroit aux États-Unis. Né dans une famille paysanne d'origine allemande, il a ressenti, dès son enfance, son appartenance à l'Ukraine.

Il étudie au Stryi Gymnasium, puis à l'école d'art de Lviv d'Oleksa Novakivskyi, ainsi que dans les écoles d'art de Vienne et de Lublin. Après la proclamation de la République populaire d'Ukraine occidentale en 1918, il rejoint les rangs de l'armée ukrainienne galicienne. On ne sait pas avec certitude si Kozak a appartenu ensuite à une organisation militaire ukrainienne clandestine, mais en 1922, il a fait l'objet d'une enquête de la Cour suprême (Lviv).

Dans les années 1930, il publie à Lviv des caricatures dans les magazines satiriques et humoristiques *Ziz* (1926-1933) et *Komar* qu'il dirige, illustre les publications d'Ivan Tiktorka (1933-1939) et un magazine pour enfants sous la direction de Mykhailo Taranka.

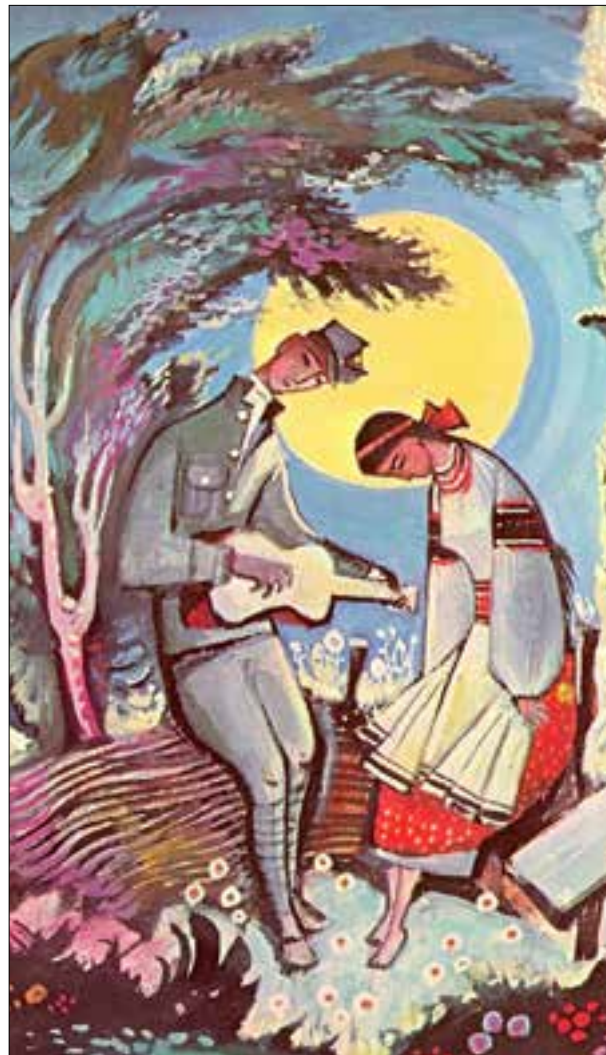
Il dessine pour des couvertures de magazines, crée des croquis à l'huile et des peintures. Il est un membre actif de l'Association des artistes ukrainiens

indépendants (AUM), et de la Société des écrivains et journalistes ukrainiens. Ses caricatures de la situation tragique de l'Ukraine soviétique et des répressions staliniennes, qu'il n'a réussi à éviter qu'en s'installant à Cracovie avec sa famille en 1939, étaient extrêmement fortes. Il devient le responsable de l'association artistique Zarevo et illustrateur des publications de la Maison d'édition ukrainienne.

En 1944, Kozak, sa femme et des centaines d'Ukrainiens se retrouvent dans un camp de personnes déplacées en Allemagne. Mais même là, ils ne sont pas restés les bras croisés : les militants ont commencé à y construire une petite Ukraine. Les gardiens américains et britanniques ont été impressionnés par les activités des Ukrainiens sous leur surveillance, qui ont réussi à y créer des périodiques, des théâtres amateurs et des ateliers d'artisanat. En 1951, il s'installe aux États-Unis où il travaille dans l'art religieux, illustre des contes de fées pour la télévision. Il a créé le personnage de Grytsia Zozuli, un paysan ukrainien plein d'esprit, « un philosophe de village rusé qui mettait dans sa bouche des monologues uniques. »



1. 15 juillet 2024.









Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : «Crosse en l'air».